

Rapport de la

Initiative de résilience de la conservation communautaire

juin 2018



Initiative sur la
Résilience de la
Conservation
Communautaire



Coalition
Mondiale des
Forêts

Contenu

| | | | |
|---|-----------|--|-----------|
| Aperçu | 3 | Conclusions et Recommandations | 77 |
| Conclusions Clés | 7 | (1) Protéger les pratiques de conservation communautaire traditionnelles et promouvoir la régénération naturelle des écosystèmes et des habitats | 77 |
| Pratiques de Conservation Communautaire | 7 | | |
| Menaces Externes | 8 | | |
| Menaces Internes | 15 | | |
| Résumés | 20 | (2) Respecter et instaurer les droits des Peuple Autochtones, des communautés locales et des femmes, incluant le droit de gérer leurs terres et leurs ressources | 79 |
| Colombie | 21 | | |
| République Démocratique du Congo | 29 | | |
| Géorgie | 33 | | |
| Ghana | 37 | (3) Amplifier les rôles des femmes au sein des processus décisionnels | 80 |
| Inde | 41 | | |
| Kenia | 45 | (4) Appuyer les stratégies de subsistance qui encouragent les modes de vie et le bien-être communautaire afin de promouvoir la conservation de la biodiversité | 81 |
| Kirghizistan | 49 | | |
| Sabah, Malasie | 53 | | |
| Népal | 61 | | |
| Sri Lanka | 65 | (5) Soutenir l'éducation des communautés et autres au sujet des droits, des causes de changement et de l'environnement | 82 |
| Tadjikistan | 69 | | |
| Tanzanie | 73 | | |

Initiative de conservation et résilience communautaires (IRCC) Juin 2018

Éditeur: Ronnie Hall

Traducteurs: Svetlana Abramovich et Andrey Laletin (Russe), Danae Serinet Barrera, Karen Lang, Catherine Bescond-Sands et Martine Ferré (Français), Megan Morrissey et Coraina de la Plaza (Espagnol)

Design: Oliver Munnion

Pour plus d'informations veuillez contacter :

Coalition mondiale des forêts,

C.C. 13241, CP 1749

Asunción, Paraguay

Courriel: gfc@globalforestcoalition.org

Photographie de la première et de la quatrième de couverture : Femmes plantant des arbres au Kenya, Indigenous Information Network, Kenia. **Photographie de la couverture intérieure:** Vue de la Vallée boisée du grand rift, au Kenya, Jeanette Sequeira.

La production de ce rapport a été possible grâce à l'appui de la Fondation Christensen et de l'Initiative internationale allemande sur le climat (IKI). Le Ministère fédéral allemand pour l'environnement, la conservation de la nature et la sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative sous la base d'une décision adoptée par le Bundestag allemand. Les évaluations participatives communautaires reflétées dans ce rapport ont vu le jour grâce au soutien des membres des communautés, des groupes d'animation, de la Fondation Christensen, de la Fondation Siemenpuu et de la Fondation du Commonwealth.



Pour plus d'informations, visitez: globalforestcoalition.org et <http://globalforestcoalition.org/resources/supporting-community-conservation/>

© Global Forest Coalition, June 2018.

Aperçu

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) est une initiative globale qui a documenté et examiné les évaluations ascendantes réalisées de façon participative par quelques 68 communautés dans 22 pays différents sur la résilience des initiatives de conservation communautaire et le soutien qui devrait être apporté pour renforcer ces initiatives. Ce rapport présente les observations et les recommandations des communautés de 12 de ces pays - la Colombie, la République démocratique du Congo, la Géorgie, le Ghana, l'Inde, le Kenya, le Kirghizistan, la Malaisie, le Népal, le Sri Lanka, le Tadjikistan et la Tanzanie - ainsi qu'un résumé sur chaque pays. Il complète le rapport publié en 2015 qui a présenté les résultats des évaluations des communautés au Chili, en Éthiopie, en Iran, au Panama, au Paraguay, en Russie, à Samoa, aux Iles Solomon, en Afrique du Sud et en Ouganda.

Le rapport de 2015 peut être consulté et téléchargé à : <http://globalforestcoalition.org/ccri-global-report/>.

L'objectif de l'**Initiative de résilience de la conservation communautaire** (IRCC) est de contribuer à la mise en oeuvre du Plan stratégique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique et des Objectifs d'Aichi en fournissant des conseils politiques sur les formes efficaces et appropriées de soutien à la conservation communautaire.



Les communautés impliquées dans ce rapport sont :

Les communautés rurales du **Tadjikistan** — Jombakti, Sariknazor, Dostur, Milokon, Dostojun et Obigem.



Les communautés de **Takortma** et **Dikoni** dans l'est de la **Géorgie** dans la région de Shida Kartli, Municipalité de Kaspi; et la communauté de **Merjisi** dans l'ouest de la Géorgie, Municipalité de Sachkhere.



La communauté autochtone de **La Abacia** et les communautés paysannes de la **Réserve de Barbas de Múno** et la **Réserve de Las Malenkas** en **Colombie**.



Au **Ghana**, les communautés de **Apsara** et **Savale Gurgame** dans le **Rango Weso** de la **Forêt de la Haute Guinée** en **Afrique de l'Ouest**; et la communauté littorale d'**Avusa** au bord de la **Lagune Ase**.



Trois communautés des peuples autochtones **Pygmées**, **Bambuti** **Dabuluko** en territoire de **Walikale** dans la **République démocratique du Congo (RDC)**.



Les communautés **WFL**, **Ganya** et **Lawasa** dans le **District de Taha**, et la communauté **figon** à **Kate**, dans le **District rural de Mushi**, toutes se trouvent dans la région du **Kilimanjaro** en **Tanzanie**.



Au Kirghizistan, le village de Shabdan, Chuy Oblast ; village de Dzyngalait près de Issyk-Kul Oblast, et le village de Kashka-Suu à Snamal-Abad Oblast.



Les communautés dans trois zones : le corridor Barandabhar, le corridor Baranta et le corridor Panchave au Népal.



Cinq villages à Sabah, en Malaisie – Eg. Eli se trouve dans le district de Pitas, Alotok dans le district de Tenom, Niau au pied du Mont Kinabalu dans le district de Kota Belud, Menglawago dans le district de Tuarogot, et Terian dans le district de Penampang, dans les montagnes le long de Crocker.



Au Sri Lanka, des guérisseurs traditionnels de morsure de serpent et une communauté de culture traditionnelle de ru vivent dans le district de Kegalle de la province de Sabaragamuwa, et les seigneurs traditionnels de kmul de la province Centrale.



Deux communautés autochtones au Kenya : les Masai de Trans-Mara, Coast de Narok, et les Rendille de Kariakobo, Kariakobo, Kariakobo et Logulogul du Coast de Mandari.



En Inde, les villages des tribus Baora et Jharhandi et d'autres communautés locales qui vivent dans la zone forestière du Bios-Chilappi de l'Etat du Bengale dans l'est de l'Inde; la communauté des Gond dans le Parc National de Tadoba Andhari et la réserve de Tigres dans l'Etat du Maharashtra, dans l'Inde Centrale ; et dans les plaines du Barani dans l'Etat du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde.



Dans plusieurs pays, de nombreuses communautés locales, y compris les communautés indigènes, sont impliquées directement ou indirectement dans le processus de CBCC.

Conclusions Clés

Toutes les communautés incluses dans ce rapport sont, d'une manière ou d'une autre, fortement tributaires de la biodiversité avec laquelle elles coexistent dans leurs territoires et presque toutes sont activement engagées dans la gestion de leurs ressources naturelles en harmonie avec leur culture et leurs traditions. De nombreuses communautés régénèrent également des habitats endommagés.

Cependant, toutes ces communautés luttent, à des degrés différents, contre un large éventail de menaces internes et externes qui influent sur la résilience de leurs pratiques de conservation et leur capacité de protéger leur environnement. L'Initiative de résilience de la conservation communautaire vise à explorer les nombreuses manières dont les collectivités protègent la biodiversité et à identifier les façons de soutenir leur travail essentiel.

Pratiques de Conservation Communautaire

Certaines communautés sont **situées dans des écosystèmes intensément biodiversifiés**. Par exemple, le territoire des pygmées de Babuti Babuluko en RDC abrite des espèces phares telles que les gorilles des montagnes du Parc national de Kahuzi Biega et des forêts de Ikobo-Pinga. Les villageois de Shabdan au Kirghizistan partagent leur maison avec des léopards des neiges, des ibex et des aigles dorés. Mais la biodiversité est menacée et les communautés peuvent en constater les changements elles-mêmes. Au Kenya, par exemple, les communautés observent que dans le passé la forêt de Nyekweri Kimintet et du Marsabit avaient une flore et une faune abondantes, mais ils constatent que la biodiversité est maintenant en déclin. Au Ghana, la communauté Avuto, sur les rives de la lagune d'AVU (dans le site Ramsar du complexe Keta Lagoon), est consciente de son importance pour les oiseaux migrateurs et que les *Antelope* sont menacées (une espèce d'antilope amphibie).

Les communautés participant à l'IRCC interagissent et utilisent la biodiversité de diverses façons. Par exemple, à La Alsacia en Colombie, la communauté afro-descendante a une connaissance profonde de son patrimoine naturel, avec ses propres noms et systèmes de classification pour la faune et la flore et des réglementations internes pour surveiller les activités nuisibles. À Mengkawago, en Malaisie, la communauté Sungai Rumanau, dépendante de la forêt, maintient encore ses savoirs sur la récolte du miel sauvage des abeilles qui installent leur ruche dans une espèce d'arbre particulière (*Albizia*).

En récoltant le miel de façon durable, la communauté protège la zone forestière environnante, offrant des avantages environnementaux plus vastes. Au Sri Lanka, les arbres Kitul (*Calophyllum*) fournissent de la sève de fleur sucrée, du bois et de la farine comestible et les guérisseurs traditionnels utilisent des

plantes médicinales fraîchement récoltées pour guérir les morsures de serpents (tout en respectant les serpents comme prédateurs supérieurs et les indicateurs d'écosystèmes résilients).

En Géorgie, au Tadjikistan et au Kirghizistan, les communautés sont fortement tributaires de la collecte des ressources forestières non ligneuses, en particulier des fruits sauvages, des champignons et des noix. Par exemple, dans les villages de Sarikhosor et de Dashtijum, au Tadjikistan, environ 20 variétés locales de mûrier fournissent des baies comme nourriture pour les humains et les animaux domestiques, des feuilles pour produire de la soie domestique et du bois pour sculpter des ustensiles et des instruments de musique. À Obigarm au Tadjikistan, la communauté préserve les eaux thermales et curatives locales, elle maintient les sources d'eau locales propres en interdisant aux bovins de les boire ou de les piétiner, elle les

protège de l'érosion en plantant des arbres. Le peuple éleveur des Rendilles du Logologo au Kenya a établi des itinéraires migratoires pour son bétail, qui permettent la régénération de la végétation.

Les traditions et les cultures des communautés sont souvent étroitement alignées sur la sauvegarde des écosystèmes critiques et des espèces endémiques, **beaucoup restreignent ce qui peut être chassé, récolté ou cultivé, et à quel moment, y compris en utilisant les tabous ou la vénération pour des sites sacrés.**

Par exemple, les pygmées Bambuti Babuluko en RDC ont des réglementations strictes en matière de chasse. Un grand mammifère ne peut être tué que dans des circonstances culturelles exceptionnelles, lorsque cela est autorisé par un aîné ou un ancêtre, la chasse sportive ou commerciale est totalement interdite.

Au Ghana, les trois communautés de l'IRCC font partie du groupe ethnique des Ewes du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria, avec leur propre religion d'un Dieu suprême, Mawuga Sogbo-Lisa (Dieu mâle-femelle), avec une focalisation connexe sur la conservation de la nature par le biais des bois et sites sacrés, des tabous, totems, observations et pratiques. En Tanzanie, les membres de la communauté parlent

des denrées alimentaires utilisées, des avantages et des tabous connexes, de la fertilité des sols, de la sécurité des semences et de l'utilisation des terres et de l'eau, ainsi que de la façon dont ils utilisent diverses plantes et morceaux d'animaux sauvages ou des sous-produits pour fabriquer différents médicaments. Ils utilisent une gamme d'espèces d'arbres locaux pour leurs moyens de subsistance, l'apiculture, les problèmes de santé, la construction et l'agroforesterie.

De même, en Malaisie, les Murut Tahol de Alutok, Ulu Tomani, une communauté de chasseurs-cueilleurs dépendants de la forêt, pratiquent le « **Tawu** » en vue d'événements importants comme les mariages. Cela concerne l'interdiction de la chasse et de la cueillette des ressources dans des zones spécifiques de la forêt pour des périodes déterminées. Au Tadjikistan, les connaissances et les pratiques traditionnelles sont adaptées aux écosystèmes locaux et comprennent le respect des animaux sauvages et l'interdiction de chasser ou de récolter des plantes médicinales en cas d'épuisement, afin de permettre à la faune et la flora locales de se régénérer.

La gestion de leurs ressources en eau est aussi extrêmement importante pour les collectivités. Au Ghana, toutes les communautés de l'IRCC sont engagées

dans des Zones de gestion des ressources communautaires (CREMA en anglais) en se fondant sur leurs pratiques traditionnelles de conservation et ont des projets de plantation de zones tampons en cours pour protéger les bassins et les ressources d'eau. Par exemple, la communauté Kpoeta restaure les chutes d'eau TSII, en utilisant le GPS (Global Positioning System) afin de délimiter le site des chutes ainsi que la plantation d'arbres d'enrichissement. Dans la communauté de Terian en Malaisie, la communauté paysanne de culture du riz dépend de la rivière Terian, elle travaille pour renforcer son système communautaire de gestion des bassins hydrographiques, avec une micro-hydro-turbine afin de générer de l'électricité et de créer un système d'eau alimenté par gravité pour fournir de l'eau potable. En Colombie, les communautés paysannes se sont organisées en conseils ou en collectifs d'action communautaire, par exemple en gérant des aqueducs et des réserves communautaires. Même en Géorgie, où les communautés sont aux prises avec la privation et un manque d'autonomie et de motivation, les gens persistent à préserver les forêts de proximité pour des raisons culturelles et traditionnelles, les villages continuent de protéger leurs ressources en eau.



Évaluation du CCRI en Colombie. Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva



Cartographie des menaces à la conservation communautaire au Kirghizistan. BIOM/GFC

En plus des traditions et des pratiques culturelles, l'IRCC révèle **une série additionnelle d'initiatives communautaires autoorganisées et d'autres processus et structures plus formels** qui fournissent de bons exemples de façons dont la gestion communautaire des forêts et des écosystèmes et la régénération peut être facilitée par les communautés elles-mêmes et par d'autres.

Par exemple, Nyekweri Kimintet borde le parc national Maasai Mara, il s'agit d'une zone de reproduction importante pour les éléphants de la réserve. En 2005, les membres de la communauté ont formé la Nyekweri Forest Kimintet Trust afin de renforcer leur capacité à conserver leur biodiversité. Le Trust couvre 6 000 acres et contribue à assurer la protection continue des terres consacrées à la conservation de la biodiversité tout en empêchant sa conversion à d'autres utilisations du sol.

Au sein du Sg.Eloi dans le district de Pitas en Malaisie, la communauté dépend de la forêt de mangroves pour les protéines, le bois de chauffage et les plantes médicinales, ainsi que pour des fins spirituelles. Les membres de la communauté ont réagi à une éventuelle disparition des mangroves à cause d'un projet d'élevage de crevettes à grande échelle en travaillant à protéger, à restaurer et à utiliser durablement leur propre forêt communautaire de mangroves sur la base de leurs usages et pratiques

coutumiers. Ils font appel à la société, au gouvernement de l'État et aux agences pertinentes pour arrêter le défrichement des mangroves et aider à leur restauration.

Dans les communautés du Kirghizistan, les villageois ont pris l'initiative de conserver les variétés de pommiers sauvages menacées qui sont importantes en raison de leur haut niveau de résistance aux maladies et aux conditions météorologiques défavorables. Les élèves des écoles villageoises ont transplanté des arbres d'une pépinière spécialisée chez des villageois et en ont planté d'autres dans la nature. Ils ont également créé un jardin ethnobotanique à l'école. D'autres projets entrepris par la communauté luttent efficacement contre les abattages illégaux d'arbres, le braconnage et le pâturage. L'une des communautés a organisé une protection spéciale et la restauration des écosystèmes afin de protéger une famille de porc-épic indiens en voie de disparition (*Manis javanica*).

D'autres systèmes facilitant la conservation communautaire sont plus formellement établis. La Tanzanie est un bon exemple de ce qui peut être réalisé avec tous les villages recensés ayant un Conseil de village élu démocratiquement. Il s'agit de comités chargés d'élaborer des plans d'aménagement des villages et de prendre des décisions sur l'environnement, la santé, le développement communautaire,

l'éducation, la terre, l'eau et les forêts communautaires. Les communautés de l'IRCC des villages de Wiri, Sanya, Lawate et Ngasini ont créé des pépinières en vue de planter des arbres locaux autour des sources d'eau, des fermes et des forêts, afin de contrer les impacts du changement climatique, assainir l'air et fournir des matériaux de construction, du combustible, des médicaments et du fourrage pour les animaux. Ils sont retournés vers l'agriculture biologique traditionnelle et l'apiculture ; Ils ont entamé des consultations avec le gouvernement local pour contrôler l'utilisation de l'eau par les grands agriculteurs se trouvant près des rivières.

Le Népal, bien connu pour son système de forêts communautaires reconnu légalement, en est un autre exemple. Ses groupes d'usagers de la forêt communautaire sont essentiels à la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, avec 35% des revenus provenant des forêts communautaires destinés aux ménages pauvres dépendant des forêts afin d'y mener des activités génératrices de revenus. Les groupes d'usagers des forêts communautaires ont aidé à stopper l'empiètement des forêts, à soutenir la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes, tout en réduisant l'érosion des sols, les glissements de terrain et les inondations. Les communautés locales ont persuadé le gouvernement de céder d'autres parties des forêts nationales.



Exploitation forestière et minière illégales au sein des territoires et des régions autochtones au RDC. PIDP-KIVU/GFC

Menaces Externes

Toutes les communautés de l'IRCC doivent faire face à des menaces externes contre la résilience de leurs initiatives de conservation communautaire et leur capacité de continuer à gérer, conserver et régénérer les ressources naturelles.

L'un des défis externes, les plus fréquents et les plus flagrants, est celui de la **propagation de l'agriculture et de la foresterie à l'échelle industrielle**, entraînant le déboisement et la contamination toxique. Les membres de la communauté en Tanzanie, par exemple, identifient **l'expansion de l'agriculture et des produits agrochimiques**, tuant les organismes bénéfiques, comme constituant les principales menaces pour les forêts, les terres et les rivières, ainsi que cause du déboisement illégal et du changement climatique. Lorsque des investisseurs agricoles et de gros exploitants agricoles cultivent des terres adjacentes, ils détournent les cours d'eau des communautés, en ne leur laissant qu'une eau insuffisante pour la production agricole et l'usage domestique. Les pompes à eau déversent également l'huile dans les sources d'eau potable. Par ailleurs, les communautés du Ghana et de la Géorgie soulignent l'impact visible des pesticides synthétiques sur leur

biodiversité, y compris sur les pollinisateurs.

La propagation de la **monoculture des plantations d'arbres**, comme le palmier à huile, est particulièrement dévastatrice et constitue un moteur de violence en Colombie où l'accaparement des terres est répandu. Les territoires et les communautés sont vulnérables aux institutions, comme la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie, qui promettent la sécurité alimentaire tout en proposant des **paquets technologiques** (y compris des systèmes de crédit et des conseils techniques pour utiliser les monocultures et agrottoxiques à la place du café cultivé dans les systèmes traditionnels) engendrant une dépendance et ayant un impact inverse sur les communautés. Les saigneurs de Kitul au Sri Lanka décrivent comment les alternatives chimiques produites industriellement minent le marché de la mélasse sucrée traditionnelle qu'ils produisent.

L'évaluation de l'IRCC en Inde met en évidence **la mutation du pastoralisme comme mode de vie** et moyen de subsistance dans le monde entier ainsi que le fait que la vie dans les prairies du Banni en est perturbée. Les politiques de développement ont encouragé une production laitière de

telle manière que cela nuit aux pratiques pastorales et l'augmentation du nombre d'animaux menace de dépasser la capacité de charge des prairies.

La production industrielle de poissons pose des problèmes similaires. L'une des communautés du Kirghizistan explique comment les compagnies locales convertissent une partie de la forêt inondable en fermes piscicoles, causant de grands dommages aux écosystèmes naturels des zones inondables et à la biodiversité du parc naturel Chon-Kemin. À Avuto, au Ghana, l'utilisation commerciale de filets mono-filaments menace la pêche artisanale durable.

Les industries extractives constituent également une menace majeure, notamment en Colombie, en RDC, au Ghana et au Kenya. La RDC possède d'importantes réserves d'exploitation minière et d'eau qui attirent l'attention des grandes sociétés minières ; les activités minières à petite échelle sont également problématiques pour les communautés pygmées. Au Ghana, les habitants d'Avuto craignent l'ouverture de leur territoire à l'exploitation du pétrole et du gaz par des sociétés multinationales et les femmes Rendille au Kenya ont identifié l'exploitation du sable comme un problème majeur.

Divers types d'**infrastructures** sont également signalés comme nuisibles pour les communautés et leurs territoires, tant en termes d'impacts immédiats que de l'importance du changement économique et culturel qu'elles entraînent souvent. Les **constructions de routes** sont nombreuses sur la liste pour les communautés situées près de la Réserve de Los Maklenkes en Colombie, tout comme pour la communauté éloignée de Mulokoni au Tadjikistan, qui craint que la construction prévue d'une route ouverte toute l'année ne mène à un afflux massif de touristes, d'usagers de la forêt et de chasseurs. Les

Kaiduan. Les villageois d'Avuto, au Ghana, sont préoccupés par le barrage sur la rivière Tordzie en amont, qui aura une incidence sur l'apport d'eau dans la lagune, entraînant une insécurité accrue de l'eau. La communauté de Barbas de Mono, en Colombie, est préoccupée par la privatisation des aqueducs gérés par la communauté. Le **manque d'eau**, pour l'usage domestique et pour l'irrigation, est également un enjeu majeur pour toutes les communautés de l'IRCC en Géorgie. Ils attribuent cela à une distribution incorrecte des ressources en eau et à une gestion inadéquate. A Sakorintlo, le problème est encore plus aigu parce que la source d'eau se

engagées dans l'écotourisme durable. Les communautés de Zhyrgalan au Kirghizistan s'inquiètent des impacts écologiques de l'augmentation du tourisme organisé et non organisé, comme le ski de fond en hiver et le trekking en été. Le tourisme est également une préoccupation pour les communautés de Santander en Colombie et du Kiau en Malaisie.

En raison de toutes ces tendances, les conflits relatifs aux terres et aux ressources sont une menace persistante, l'industrialisation et la mondialisation des entreprises aggravant **les accaparements de terres, les déplacements et les**



Les peuples dépendant des moyens de subsistance pastorale sont menacés à travers le monde. **Souparna Lahiri/GFC**

communautés du Kirghizistan font également part de leur inquiétude à propos des impacts à long terme que l'initiative de la Chine « One Belt One Road » peut avoir sur les territoires et la biodiversité.

Les **barrages** représentent également une menace importante pour certaines collectivités et leurs territoires. Le village de Terian, en Malaisie, compte parmi les neuf villages menacés d'être submergés ou déplacés par la construction prévue du barrage de

trouve dans une zone de conflit qui n'est pas contrôlée par la Géorgie et les citoyens n'y ont plus accès. A Okami, l'eau potable est polluée et l'eau de chauffage est également problématique parce que les villageois ne sont pas autorisés à ramasser du bois de chauffage dans forêts protégées à proximité. Cela entraîne la coupe de bois illégale.

Le tourisme non durable représente une menace pour pour plusieurs, y compris pour les communautés déjà

menaces à l'encontre des défenseurs des territoires. C'est une préoccupation particulière pour les communautés en Malaisie et en Colombie. En Malaisie, dans le territoire de la communauté du SG. Eloi, les forêts de mangroves, dont ils dépendent, sont défrichées au nom de l'élevage de crevettes. L'ardente défense des communautés pour les mangroves a fait en sorte que les leaders de ces communautés sont confrontés à des menaces, faisant partie de la tendance mondiale croissante à menacer les leaders

autochtones et les défenseurs de l'environnement.

La violence et l'instabilité, peu importe leur forme, rendent presque impossible la gestion et la conservation des territoires. Cela est particulièrement évident dans La Alsacia, en Colombie, où des décennies de conflits armés ont entraîné le déplacement et l'abandon des territoires, des restrictions sur les voyages et la mobilité pour des raisons de sécurité et, dans certains endroits, des problèmes liés aux mines antipersonnel. Tout cela a contribué à une perte des connaissances concernant les territoires. Il s'agit là

retournent maintenant dans leurs terres ancestrales dans les montagnes, en plantant des jardins et des vergers, mais la réinstallation de nombreuses communautés, ayant été initialement envoyées dans les vallées, contribue à la surpopulation et à la dégradation des terres.

Les collectivités peuvent voir clairement comment le **changement climatique** a une influence sur leurs territoires. Au Kenya, il diminue les ressources en eau potable et cause une sécheresse extrême dans le Marsabit. Les membres de la communauté de la forêt de Nyekweri Kimintet signalent que la sécheresse influe de plus en plus sur la

La propagation des **espèces envahissantes** constitue un autre problème. Les communautés de l'Inde et du Kenya notent que la propagation délibérée du *Prosopis juliflora*, hautement invasif, est une menace. En Inde, il a déplacé différentes variétés de graminées, d'herbes et d'arbustes vitaux pour la santé et le bien-être du bétail des Bannis; au Kenya, elle a eu aussi des impacts négatifs sur le bétail et les espèces indigènes. Au Ghana, la jacinthe d'eau, espèce envahissante, est un problème important.

Les conditions socioéconomiques que vivent les communautés, y compris leur accès aux services de base, ont



Les communautés replantent des forêts de mangrove endommagées à Sabah, en Malaisie. PACOS Trust

d'un problème fondamental, car il est difficile d'apprécier et de défendre quelque chose qui n'est plus bien connu. On craint également que le processus de paix actuel (fragile) puisse conduire à l'exploitation de la zone par des tierces parties.

Au Tadjikistan, les communautés de Jonbakht et de Sarikhosor traitent également des répercussions causées par leur **déplacement** de leur riche écosystème forestier de montagne durant la période soviétique. Ils

biodiversité, ainsi que sur l'eau, et que cela aggrave les conflits entre la faune et l'homme. En Tanzanie, les modifications des régimes pluviométriques ont asséché le lac Magadi dans le village de Wiri et la rivière Lawate dans le village de Lawate, ce qui, avec le déboisement, a un impact sérieux sur la disponibilité en eau pour l'irrigation et l'utilisation domestique. Au Ghana, les impacts du changement climatique comprennent la sécheresse et l'assèchement de la lagune AVU ainsi que des inondations.

également un impact important sur la capacité des collectivités à conserver, gérer et profiter, de façon autonome et durablement, de leurs écosystèmes locaux et des ressources naturelles, ainsi que l'impact sur leurs moyens d'existence, l'emploi, l'éducation et la santé.

Il s'agit d'un problème important en Géorgie, en particulier dans le village de Okhami, où les communautés font face à un chômage élevé et à peu d'autonomie (bien que l'évaluation de

l'IRCC elle-même ait inspiré et motivé la communauté à s'y intéresser et à commencer à connaître les opportunités que l'agriculture biologique pourrait leur offrir). De même, le village de Sakorintlo souffre d'une absence d'infrastructures de base et d'un taux de chômage élevé. Merjevi connaît des problèmes majeurs concernant l'utilisation non durable des ressources naturelles et la gestion des déchets et des eaux usées.

Les femmes Rendilles au Kenya et la communauté de Jonbakht au Tadjikistan soulèvent également la question de la **croissance démographique** comme étant un problème clé. Les villageois de Kashka-Suu au Kirghizistan notent que la baisse du niveau de vie combinée à la concurrence croissante pour les ressources naturelles parmi la population locale engendre des conflits.

Pour les **peuples autochtones**, comme les pygmées Babuluko en RDC, la surexploitation des ressources par d'autres communautés constitue un défi majeur pour leur mode de vie et leur résilience. Cela concerne notamment l'abattage artisanal illégal,

l'exploitation minière artisanale, la chasse excessive, la surexploitation des produits forestiers non ligneux et l'agriculture itinérante sur brûlis. Ces problèmes sont aggravés par le fait que les régimes juridiques s'appliquant aux ressources naturelles, comme l'exploitation minière et celle du pétrole et du gaz, ne reconnaissent pas les terres à usage coutumier. Les communautés doivent également faire face aux conflits armés récurrents, au pillage, à l'accaparement des terres, aux conflits liés à l'utilisation des terres et à la falsification des titres fonciers.

À plus petite échelle, les **colons illégaux** (parfois les communautés déplacées) et le braconnage sont également des questions qui se situent en haut de la liste des préoccupations de la communauté. Au Kirghizistan, le **braconnage** a été identifié comme un risque important par les trois villages.

Les évaluations de l'IRCC du Ghana et de l'Inde reflètent le fait que l'opposition aux efforts de conservation communautaire et à la résilience trouve ses **racines à l'époque coloniale**, lorsque la plupart des zones de conservation

communautaire ont progressivement perdu leur importance, leur valeur et leur statut et que les ressources naturelles telles que le bois ont été monétisées et commercialisées par des compagnies coloniales. Cette approche d'exploitation s'est poursuivie après l'indépendance car les ressources naturelles continuaient d'être perçues comme une source facile de recettes publiques.

D'autres observations concernant les divers impacts négatifs que l'État et le gouvernement local peuvent avoir sur la résilience des communautés se réfèrent à la corruption, entraînant la mise en oeuvre biaisée de cadres juridiques pour la conservation de la biodiversité, l'accès à la terre et à l'utilisation des terres agricoles. Elles se réfèrent également aux décideurs politiques urbains ignorant les besoins des communautés rurales, aux incohérences entre les différents départements gouvernementaux et au manque d'autonomie des autorités locales qui fait obstacle à l'élaboration de politiques locales.



Discussion sur les rôles, les droits et les besoins des femmes au sein de la conservation communautaire, au Kenya. Jeanette Sequeira/GFC

Une autre conclusion importante de ce rapport est que ces mêmes communautés, travaillant dur pour conserver et gérer leur biodiversité locale, sont souvent touchées par **l'imposition de zones protégées qui se superposent à leurs territoires traditionnels**. Cela peut conduire au déplacement ou à **l'exclusion des communautés**, ou restreindre gravement leur capacité d'accès et de gestion de leurs territoires. Les deux ont des implications sévères sur la santé et la nutrition des communautés, sur leurs moyens de subsistance et leur bien-être spirituel.

Par exemple, au Tadjikistan, les communautés de Sarikhosor et de Dashtijum se trouvent à proximité d'une Zone protégée locale dédiée au tourisme et aux loisirs, où l'Agence forestière récolte des fruits secs et des noix. Cependant, la population locale n'a pas accès à ces ressources et une série de conflits connexes s'est intensifiée au cours des dernières décennies. Dans le **Parc national de Tadobou Anghori et la Réserve de Tigres** (TATR) en Inde, habitée par les Gonds, le pâturage est limité dans la zone du sanctuaire, d'autre part la collecte des

produits dérivés du bois non forestier et des productions forestières mineures, y compris les feuilles de Tendu, est complètement interdite dans le Parc national et Réserve de tigres. Les villageois luttent pour leur existence et le droit de vivre dans la dignité, de conserver et de protéger leurs forêts, leur biodiversité et leurs moyens de subsistance.

En Malaisie, la communauté Kiau a perdu depuis 1964 la propriété des forêts qui étaient leur territoire coutumier, lorsque le gouvernement de l'État a requalifié la plupart de ces forêts comme Parc national, leurs pratiques traditionnelles de chasse et de récolte ont été alors interdites. Bien que les forêts aient été par la suite retranchées du parc dans les années 80, elles appartiennent toujours à l'État et la Communauté n'a aucune sécurité en termes de droits fonciers. Ils s'inquiètent du développement du tourisme et de ses impacts car une zone a été ouverte aux demandes de titres de propriété par les entreprises intéressées. À Terian, également en Malaisie, la communauté a aussi lutté pour obtenir la reconnaissance de certaines parties de leur territoire, y

compris les domaines de chasse, qui se chevauchent avec le Parc Crocker Range.

En RDC, **la création de zones protégées sans le consentement préalable et éclairé des communautés** a eu de graves répercussions négatives sur les communautés forestières, principalement les pygmées, provoquant l'expulsion de leurs terres et des restrictions à leur droit d'utiliser les ressources. La surveillance policière a été utilisée pour mettre en oeuvre ces changements, entraînant parfois des violations des droits humains. Les autorités locales et les organisations de conservation ont ignoré les pratiques de conservation des peuples autochtones et souvent, ils font preuve d'un mépris flagrant pour les droits des peuples forestiers, en dépit de l'existence d'accords internationaux relatifs aux droits humains, dont certains ont été ratifiés par la RDC.



Paysages montagneux au Tadjikistan. Noosfera/GFC

Dans d'autres zones protégées, les régimes d'autorisation restreignent l'utilisation des ressources des communautés.

C'est le cas au Kirghizistan, où les trois communautés locales, participant à l'IRCC, sont situées à proximité ou sur le territoire de réserves naturelles protégées. Les villageois de Shabdan sont obligés d'obtenir des permis du Département des forêts afin de pouvoir utiliser les produits forestiers ligneux et non ligneux, tels que les champignons, les baies et les plantes médicinales. Le pâturage des bovins est réglementé par des « bons de pâturage » spéciaux. Dans le Zhyrgalan des permis spéciaux

raison du fait que le Département des forêts a fait part en 2009 de sa revendication sur les prairies lorsqu'il a annoncé un plan de travail pour gérer cette zone protégée. Le plan vise à restreindre le pâturage et à fragmenter les prairies en cercles d'exploitation. Les communautés se sont officiellement inscrites en tant qu'Association d'éleveurs Banni (BBA), revendiquant leur droit aux ressources foncières en vertu de la Loi sur les droits des forêts de l'Inde. En 2011, ils ont lancé un programme de régénération des prairies autour de dix villages, dans le cadre d'une lutte plus large pour faire valoir les droits

processus et de leurs connaissances, culture et compétences, ainsi que de l'espace terrestre et physique. En outre, ce modèle de zones protégées menace les aspects essentiels de la résilience des communautés, comme l'autonomie et l'autogestion. De plus, cela peut créer une dépendance qui affaiblit les processus de base des communautés.

L'IRCC colombien considère également que la promotion et l'application du **modèle de l'économie verte**, dans le cadre du processus de paix, est nuisible aux initiatives de conservation communautaire parce qu'elle menace



Les bergers des pâturages de Banni, en Inde, subissent des restrictions de liberté de mouvement. Swati Shresth/GFC

sont exigés pour la chasse et à Padish-ATA, une autre Réserve naturelle nationale près du village de Kashka-Suu, le pâturage du bétail, l'abattage des arbres et la chasse sont tous interdits. À Mengkawago, en Malaisie, des activités telles que la chasse sont également interdites sans permis.

Les éleveurs des prairies du Banni, en Inde, connaissent également des restrictions à leurs déplacements en

de la communauté sur leurs terres et sur la gestion des prairies.

Comme il a été constaté dans l'IRCC colombien, l'approche de gestion et de conservation de la communauté est très différente du **modèle des zones protégées** imposé par l'État et les grandes ONG de conservation. Il ne s'agit pas d'acheter et d'isoler des portions de terre, mais de tenir compte des personnes liées au

de saper les valeurs traditionnelles de conservation, surtout par la promotion d'une future commercialisation de la nature.

Menaces Internes

Une tendance fondamentale, et apparemment enracinée, concerne l'érosion graduelle des communautés rurales partout dans le monde du fait que les jeunes, confrontés aux menaces extérieures décrites ci-dessus, migrent vers les villes à la recherche d'emplois, avec une perte concomitante des savoirs traditionnels et des pratiques permettant la conservation de la nature. Ceci exacerbe également l'utilisation incontrôlée des ressources naturelles et conduit à un cercle vicieux. L'IRCC de l'Inde ajoute que la plupart des menaces internes

Colombie, observent en outre que cela est exacerbé par un système éducatif qui éloigne les enfants de leur territoire et du mode de vie rural. En Tanzanie, les communautés signalent que leur diversité culturelle connaît une réduction substantielle de la qualité, en raison des technologies venant de l'extérieur et qui perturbent les systèmes de subsistance, surtout parmi les jeunes générations.

Une conséquence directe de ces tendances est l'émergence **d'un surpâturage par le bétail non**

De même, le **déboisement** à des fins commerciales, pour la fabrication du charbon de bois et de briques de construction, demeure un problème pour les communautés qui tentent de conserver leurs forêts locales et leurs ressources naturelles, comme le décrivent les communautés en RDC, au Ghana, en Géorgie, au Kenya, au Tadjikistan et en Tanzanie. La pauvreté énergétique est un facteur y contribuant également parce que les gouvernements ne fournissent pas les combustibles alternatifs à un prix abordable. Dans le village d'Okami en



Discussion sur les menaces internes à la conservation communautaire en Tanzanie. **Salome Kisenge/GFC**

identifiées par les communautés sont le résultat d'une intervention étatique erronée, de l'intrusion des intérêts commerciaux et de l'influence des pratiques culturelles « dominantes ».

La migration urbaine et/ou la perte des savoirs traditionnels, ainsi que le déclin de l'intérêt pour le mode de vie des paysans, sont désignées comme étant des menaces internes fondamentales par les communautés en Colombie, en Géorgie, au Ghana, en Inde, au Kenya et au Sri Lanka. Les communautés de Santander, en

réglementé, en particulier par les communautés voisines, ce qui est vu par de nombreuses communautés comme un défi majeur pour la résilience et la conservation communautaire, y compris dans les prairies Banni en Inde, ou en Géorgie, au Kenya, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Tanzanie. Ces observations portent sur l'expansion des pâturages au détriment de la végétation naturelle. Les pâturages sont de plus en plus inefficaces et inadéquatement gérés.

Géorgie, par exemple, les forêts locales sont protégées et la collecte du bois de chauffage est interdite or les villageois ne peuvent pas se permettre des combustibles alternatifs. Le gouvernement local émet des permis spéciaux qui permettent à la population locale de ramasser du bois de chauffage ailleurs, mais seulement dans des forêts se trouvant à 40 ou 50 km. Comme la population locale n'arrive pas à payer les frais de transport, les forêts locales sont souvent coupées de façon illégale.



Le projet de broderie en Colombie : Dans le cadre de l'IRCC, la communauté de Los Maklenkes a choisi d'étudier leur faune locale à travers la pratique traditionnelle de la broderie, qui est culturellement associée aux femmes. Cependant, les hommes et les enfants s'y sont aussi mis, aidant ainsi à corriger le déséquilibre entre les sexes. Quand les autres communautés ont découvert cette expérience, elles l'ont reproduite chez eux.

Évaluation du CCRI au sein de Los Maklenkes, en Colombie. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC

L'approche de l'IRCC fondée sur le genre a favorisé les observations internes sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les communautés, en particulier en ce qui concerne les rôles différents, et parfois changeants, joués par les femmes et les hommes dans la conservation communautaire et le transfert intergénérationnel des savoirs traditionnels ainsi que les différents impacts vécus par les hommes et les femmes lorsque la résilience et le mode de vie des communautés sont amoindris.

Le transfert des savoirs traditionnels par des femmes aux jeunes générations est fondamental (et les évaluations de l'IRCC ont aidé à revitaliser ce transfert). L'IRCC a également constaté que, dans certaines études de cas, les jeunes impliqués étaient très engagés et enthousiasmés par les évaluations et qu'ils étaient désireux de récupérer et de documenter les savoirs traditionnels. Il s'agit d'une

constatation importante en ce qui concerne l'examen des moyens à venir pour endiguer la migration des ruraux vers l'extérieur.

Dans certaines communautés, **la contribution des femmes à la conservation communautaire est respectée** et leur leadership sur ces questions est apprécié. Par exemple, au Kirghizistan, la Loi stipule qu'il ne devrait pas y avoir plus de 70% des citoyens du même sexe impliqués dans l'utilisation des ressources naturelles, de sorte que l'utilisation des ressources doit intégrer des approches qui fonctionnent bien tant pour les femmes que pour les hommes. Les évaluations de l'IRCC ont montré que, bien que les hommes et les femmes aient des expériences et des pratiques différentes en ce qui concerne l'utilisation et la conservation des ressources naturelles, l'engagement des femmes dans la prise de décisions est encouragé. Dans le village de Kashka-Suu, par exemple, les femmes sont bien représentées au sein du

Conseil local et les comités de femmes ont créé des initiatives commerciales axées sur l'environnement.

L'IRCC au Ghana montre que les femmes des trois communautés ont des connaissances approfondies sur la conservation de la nature, qu'elles utilisent pour la production, la transformation et la commercialisation, les soins de santé et la génération d'énergie. Les hommes et les femmes font le même genre de travail. Les femmes participent à des réunions communales de prise de décisions, **mais elles ont tendance à se dérober pour assumer des postes de leaders**. Au Ghana et en Tanzanie, les femmes sont moins susceptibles de posséder des terres limitant ainsi leur statut et par conséquent, leur implication dans les activités de conservation de l'environnement.

Les communautés pygmées en RDC observent que les femmes subviennent aux besoins de leurs familles et de leurs communautés en générant et en



Pratiques traditionnelles de pêche dans une zone forestière gérée par les communautés, au Népal. Ramesh Bhushal

utilisant judicieusement les ressources naturelles. Aussi bien en tant que consommatrices et productrices et parce qu'elles prennent soin de leur famille, elles éduquent leurs enfants et cherchent à préserver la qualité de vie pour les générations présentes et futures. Elles jouent un rôle important dans la promotion de la durabilité

Dans certaines collectivités, les évaluations de l'IRCC révèlent qu'il est possible que **les femmes aient des droits dont elles ne sont pas conscientes**. Par exemple, au Népal, malgré certaines dispositions politiques énergiques visant à maintenir l'équité entre les sexes et l'inclusion sociale figurant dans les Directives du programme de développement des forêts communautaires, il existe encore des lacunes dans la pratique lorsqu'il s'agit de maintenir l'équité entre les sexes et l'inclusion sociale dans les comités exécutifs des Groupes d'usagers des forêts communautaires. Les groupes socialement marginalisés ont une prise

de conscience limitée de leurs droits juridiques en matière de foresterie communautaire.

Dans les communautés de Kimintet et de Logologo, au Kenya, les femmes jouent un rôle clé dans la préservation de la biodiversité et la conservation des savoirs traditionnels. Cependant, dans ces deux communautés, le patriarcat reste un problème, les femmes étant perçues comme inférieures et les décisions étant prises uniquement par les hommes. Au Kenya, la Loi de 2016 sur les terres communautaires vise à assurer l'égalité des sexes et la sécurité foncière, mais les femmes ne sont pas encore conscientes de leurs droits. De même, à Los Maklenkes, en Colombie, le patriarcat restreint l'accès des femmes à diverses activités et à des processus communautaires, tels que les Conseils d'action communautaires. Cette situation est largement déterminée par les hommes, qui décident à quels espaces ou activités leurs partenaires et/ou leurs filles peuvent prendre part.

Dans le village de Sakorintlo, en Géorgie, les femmes locales sont surtout impliquées dans les activités ménagères. En Inde, l'IRCC décrit comment une plus grande interaction du rôle traditionnel actuel "mainstream" des femmes peut créer le changement, mais pas nécessairement d'une manière positive, même dans le cas de la communauté matrilineaire de Rabha. En effet, les hommes prennent de plus en plus de décisions et les femmes sont réduites aux responsabilités ménagères et à l'éducation des enfants. Au Sri Lanka, les femmes rurales, qui avaient l'habitude d'avoir des emplois sûrs avec un revenu substantiel, sont maintenant d'avantage susceptibles de fournir une main-d'oeuvre non qualifiée aux entreprises du Moyen-Orient pour assurer un revenu de base à leur famille.

Les évaluations de l'IRCC ont analysé le cadre juridique des pays. Certaines des principales conclusions de ces constatations portent sur les degrés divers auxquels les **communautés disposent d'un régime foncier et de droits sur les ressources**. Par exemple, la Tanzanie dispose d'un **régime foncier mixte**, dans lequel les régimes fonciers et coutumiers sont reconnus, ce qui permet le maintien des droits fonciers coutumiers dans les villages (bien que cela soit encore l'objet d'une discrimination à l'égard des femmes). Dans La Alsacia, en Colombie, la communauté afro-

colombiennes ne jouissent pas de droits similaires.

Certains pays ont également des lois relatives aux droits des communautés à gérer les forêts. En RDC, par exemple, **les forêts communautaires sont régies par un cadre juridique** qui reconnaît et protège les droits fonciers coutumiers des communautés dans les zones forestières, en accordant des concessions forestières aux communautés locales incluant des dispositions spécifiques relatives à leur gestion et à leur exploitation. La

Au Népal, les droits fonciers des Groupes d'usagers forestiers communautaires sur les forêts et les ressources sont également reconnus par l'Acte des forêts de 1993 et le Règlement des forêts de 1995. Les communautés locales ont le droit de revendiquer des forêts nationales adjacentes pour pouvoir les gérer en tant que forêt communautaire. Bien que le gouvernement ait fait preuve d'une grande réticence à céder réellement les forêts, la majorité ont maintenant été transférées. Malgré cela, les peuples autochtones luttent toujours pour protéger leurs droits



Rencontre communautaire à La Alsacia, en Colombie. **Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC**

descendante est organisée comme un Conseil communautaire, une forme d'administration interne créée par l'Article 5 de la Loi 70, qui reconnaît leur **propriété foncière collective** et cherche à protéger l'identité et les droits des communautés noires en tant que groupe ethnique. Ils ont subi de multiples déplacements forcés dans leur histoire, de sorte qu'ils ont introduit un recours en vertu de cette loi en vue d'obtenir leur titre foncier de propriété collective. Toutefois, les communautés paysannes

mise en oeuvre de ce règlement est le résultat d'un long processus participatif dans lequel la société civile a joué un rôle important dans la défense des communautés locales et des peuples autochtones en RDC. Le processus est unique, principalement parce qu'il est participatif et comprend tous les groupes sociaux (jeunes, femmes, aînés, Bantu et Pygmées).

coutumiers et les pratiques informelles liées à l'utilisation des forêts, qui ne sont pas encore reconnus dans la législation sur les forêts et dans les plans de gestion forestière.

Les évaluations ont également constaté que, dans certains pays, il existe des **dispositions légales qui pourraient être efficaces, mais elles doivent encore être mises en oeuvre**. Par exemple, le Ghana a franchi une étape importante avec sa

Politique sur les forêts et la faune de 2012, qui soutient explicitement l'autonomie traditionnelle pour la gestion des forêts sacrées et des forêts de conservation communautaire en vue de la diversité biologique et culturelle. Le Plan national révisé de biodiversité et d'action de 2016 (NBSAP en anglais) est également très prometteur, car il met l'accent sur la mise en oeuvre de tous les objectifs d'Aichi. L'étape suivante consiste à mettre en oeuvre efficacement ces politiques.

aux communautés en tant que terres communautaires. Néanmoins, la Constitution n'assure pas la conservation et la préservation des forêts et il y a un manque de protection juridique pour les forêts communautaires.

Les communautés peuvent également lutter pour bénéficier de leurs droits légaux. En Inde, les communautés s'efforcent de faire valoir leurs droits sur les ressources naturelles reconnus par la Loi sur les tribus répertoriées et autres habitants traditionnels des forêts adoptée en

traditionnels composés de tous les adultes du village.

Cependant, le Département des forêts et l'État indien créent des obstacles à l'observation de ces droits. Par exemple, en principe, les communautés qui ont participé à l'IRCC devraient pouvoir jouir de leurs droits coutumiers sur leurs forêts et utiliser leurs moyens de subsistance, mais en pratique, elles sont menacées par l'expansion des zones protégées, la réinstallation potentielle forcée et la perte d'accès aux ressources naturelles. Ce manque de soutien aux



Femmes de la communauté de Chilapata-Buxa discutant du rôle des femmes dans la conservation. **Souparna Lahiri/GFC**

De même, le gouvernement du Kenya est bien évolué en matière de politiques et d'instruments juridiques, avec des lois qui donnent à chaque citoyen le droit à un environnement propre et sain, y compris le droit d'avoir un environnement protégé en faveur des générations présentes et futures, tout en reconnaissant les peuples autochtones, en définissant les forêts comme ressources naturelles et en classifiant les forêts communautaires qui sont dévolues

2006. Auparavant, depuis l'époque coloniale, les communautés forestières avaient perdu leurs droits sur les forêts et elles ne pouvaient pas utiliser leurs pratiques de conservation traditionnelles. Cette loi unique et historique de 2006 a rétabli les droits traditionnels des communautés forestières en Inde et les habilite à gérer leurs forêts par l'intermédiaire des Gram Sabhas, qui sont les conseils du village

droits existants des communautés sur leurs forêts et leurs prairies influe sur leurs propres initiatives et altère les connaissances avec lesquelles elles gèrent et gouvernent leurs forêts.

Resúmenes





Colombie

Introduction

En Colombie, les communautés afro-descendantes et les paysans de La Alsacia, de la réserve de Barbas de Mono et de la réserve de Los Maklenkes participent activement à l'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) depuis 2016. Ils représentent divers territoires, écosystèmes et moyens de subsistance.

Le peuple afro-descendant de La Alsacia habite dans la région sud-ouest du pays, sur la cordillère occidentale, dans le département de Cauca. [1] Il s'organise en conseil communautaire, une forme d'administration interne créée par l'article 5 de la loi 70 qui reconnaît la propriété publique de la terre et cherche à protéger l'identité et les droits des communautés noires comme groupe ethnique. [2] Victimes de déplacements forcés à de multiples reprises tout au long de leur histoire, ce peuple a fait appel à cette loi afin d'obtenir leur titre de propriété collective. Ils habitent et protègent une région montagneuse d'environ 1088 hectares, dont 600 hectares sont destinés à la conservation.

Les communautés des réserves de Los Maklenkes et de Barba de Mono sont situées de l'autre côté de la Colombie, sur la cordillère orientale, dans le département de Santander. Les réserves possèdent respectivement 12 et 55 hectares, mais aux alentours, des zones

allant jusqu'à 113 hectares ont été auto-proclamées réserves familiales, toutes appartenant au Collectif des réserves paysannes et communautaires de Santander (la démarche participative pour conserver les forêts andines a été initiée en 2008 par les communautés avec l'appui de l'organisation Fundaexpresión).

Ces organisations communautaires sont paysannes et, contrairement aux communautés afro-descendantes de La Alsacia, on ne leur accorde pas de droits spéciaux. Elles s'organisent en assemblées communales ou collectives qui administrent, par exemple, les aqueducs communautaires et les réserves. Los Maklenkes est localisée près de la 4^{ème} ville la plus peuplée du pays, Bucaramanga, et subit les impacts du tourisme qui en découle. Barbas de Mono est située dans une zone rurale sévèrement

affectée, jusqu'à très récemment, par le conflit armé national.

En Colombie, plusieurs décennies de conflit armé ont gravement affecté les communautés et leur capacité de conserver leurs territoires. Le déplacement et l'abandon des



Des enfants participent à l'évaluation de l'IRCC du Conseil communautaire de La Alsacia. **Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC**

La vue sur les environs de la réserve de Barbas de Mono. **Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC**



territoires sont les conséquences les plus communes de cette situation : la Colombie contient plus de déplacés internes que n'importe quel autre pays dans le monde (7.4 millions de déplacés en 2016). [3] Les parents limitent les lieux auxquels les enfants et les adolescents peuvent voyager et dans certains endroits, il existe des mines anti-personnels. Tout ceci contribue à la perte des connaissances sur les territoires, ce qui est un problème fondamental puisqu'il est difficile de défendre et de protéger quelque chose que l'on connaît peu.

rurales et urbaines à Bucaramanga en septembre 2017. La dynamique et la proposition d'un comité national de coordination, tel que mentionné dans la méthodologie de l'IRCC, ont été vitales. [4] Ce groupe de personnes (les conseillers de projet) proviennent de différents domaines de connaissances et d'activités, interprètent les croyances et les pratiques des communautés, et orientent les réflexions qui sont, par la suite, proposées aux communautés et à d'autres organismes.

considérable à analyser leur rôle et leurs principales contributions, et à considérer les perceptions des femmes sur les besoins et les opportunités de leurs communautés.

Une évaluation du cadre juridique existant a identifié les règlements qui pourraient bénéficier ou affecter négativement les initiatives de gestion communautaire. Deux instruments pour la promotion et l'application du modèle d'économie verte, approuvés dans le cadre du processus de paix, sont néfastes pour les initiatives de conservation des communautés puisqu'ils

Le processus de l'IRCC, Conseil communautaire de La Alsacia.
Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC



Un papillon dans la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC



Toutes les communautés sont au courant de l'évaluation de l'IRCC depuis sa création en 2014, et elles ont accepté de participer en tant que représentants des communautés qui vivent des expériences et des défis semblables. En 2016, un atelier national a soulevé la relation entre les mégaprojets et leurs impacts sur les territoires de la communauté, tout en soulignant le rôle des initiatives de conservation communautaire. Les communautés se sont également réunies et ont partagé leurs idées et leurs avancées lors du Festival d'expressions

En tenant compte des enjeux de genre, en termes de principes et de méthodologies, et en encourageant la participation des tous les groupes au sein des communautés, nous avons développé des méthodologies qui reflètent les pratiques culturelles de chaque population pour promouvoir la participation de filles, de garçons, de jeunes et de femmes. Afin de faciliter la participation des femmes, des activités ont été réalisées dans leurs foyers. Ce sont les femmes de la communauté de Barba de Monos qui ont le plus participé : elles ont passé un temps

pourraient miner les valeurs traditionnelles de conservation, principalement par la valorisation de la commercialisation de la nature. [5,6] Il s'agit du Document CONPES 3886 d'orientation politique, du Programme national du paiement de services environnementaux (PSE) pour la Construction de la paix ainsi que le Décret 870 du 25 mai 2017, [7] qui établissent les paiements pour les services environnementaux et d'autres initiatives de conservation. [8]

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire

À La Alsacia, la communauté possède de profondes connaissances sur leur patrimoine naturel. Elle a développé ses propres termes ainsi que ses propres systèmes de classification de la faune et de la flore et de normes internes afin de réglementer les activités nocives. Par exemple, la communauté a interdit la plantation de cultures à des fins illicites en raison de leur impact environnemental, social et culturel. Elle a également souligné

- La perte de la mémoire collective et la méconnaissance de l'histoire qui, entre autres facteurs, conduisent à l'ignorance de leur propre culture et favorisent l'adoption de cultures étrangères ;
- Le conflit armé et ses acteurs, peu importe leur provenance.

L'instabilité politique a engendré des menaces envers les leaders et les

Ils sont ravis de constater que les conflits ont diminué, mais se préoccupent de ce qui pourrait arriver aux zones de conservation dans le contexte de l'accord de paix puisqu'auparavant le conflit bloquait l'accès à ces zones et donc son exploitation par de tierces personnes. De plus, les communautés souffrent encore des menaces, et des confrontations armées persistent près des villages. [9] Cette situation est récurrente en



La faune dans la communauté de La Alsacia. **Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC**



Les alentours de la réserve de Los Maklenkes. **Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC**

le besoin de identifier et de comprendre les menaces et les intérêts étrangers afin de pouvoir les affronter. Dans leur contexte, qui s'apparente à celle de plusieurs centaines de communautés colombiennes, les principales menaces inhérentes au modèle de développement dominant et l'implémentation des accords de paix sont :

- Une stratégie de la part du gouvernement et les autres acteurs aux intérêts divers pour évacuer les territoires ;

communautés noires, paysannes et autochtones, ainsi que des conflits entre groupes armés (incluant l'armée nationale), des restrictions sur la mobilité dans les territoires et des déplacements forcés ou le confinement des populations dans les hameaux. La communauté de La Alsacia a expérimenté ces derniers à de maintes reprises. L'accord de paix signé par le gouvernement colombien et le nouveau parti politique des FARC a été bien accueilli, mais la situation demeure fragile, ce qui rend la gestion communautaire du territoire très ardue.

Colombie et les disputes pour les terres, principalement sur les territoires afro-descendants, se sont intensifiées à cause de l'expansion fulgurante des monocultures d'huile de palme.

La communauté située près de la réserve de Los Maklenkes a constaté qu'une des sources de leur forte cohésion et de leur résistance communautaire est leur unité malgré les situations de crise et les conflits qu'elle a subis. Au lieu d'abandonner leur territoire et perdre à la fois le travail d'une vie et leurs moyens de

subsistance, elle a choisi une stratégie extrêmement risquée pour conserver leurs terres : la négociation entre les acteurs armés et des délégués envoyés par la communauté.

L'initiative de l'IRCC à Santander a encouragé les leaders à réfléchir sur le renforcement du processus de conservation communautaire et à comprendre qu'il ne s'agit pas de préservation, sinon d'une opportunité pour qu'un plus grand nombre de familles bénéficient et profitent de la nature. Par l'entremise de processus complémentaires à l'IRCC, les deux communautés ont défini les objectifs pour la gestion de la biodiversité et ont entrepris, par le biais de l'IRCC, des activités afin de comprendre et démontrer l'impact positif des actions de conservation communautaires. À Los Maklenkes, l'identification et la gestion des espèces d'oiseaux en voie de disparition protégées dans cette réserve paysanne se développe progressivement. À Barba de Monos, la diversité aviaire dans les zones agricoles est comparée à celle de la réserve.

L'approche de genre de l'IRCC a mené les communautés à poser un regard interne sur la communauté et leur a permis d'identifier comme principale menace les limites de la participation des femmes dans les processus et les activités communautaires. Les habitants résidant près de Los Maklenkes ont observé que le système patriarcal restreint grandement la participation des femmes dans plusieurs secteurs d'activités, telles les assemblées

d'action communautaire. Cette situation est causée par les hommes qui ont le pouvoir de décider des espaces et des activités auxquels auront droit d'assister leurs épouses et leurs filles. Comme part de l'IRCC, la communauté a choisi d'étudier leur faune locale à travers la pratique traditionnelle de broderie, qui est culturellement associée aux femmes. Toutefois, les hommes et les enfants ont participé à l'atelier, contribuant ainsi à corriger le déséquilibre du genre. Après la rencontre entre les représentants des

deux communautés, la communauté de La Alsacia a également entrepris un atelier de broderie qui s'est avéré si populaire qu'aujourd'hui, la majorité des familles connaissent le projet de l'IRCC et y participent activement.

La communauté de Los Maklenkes a identifié la perte de connaissances et de pratiques traditionnelles comme une menace à la biodiversité, le patrimoine et à la culture. Aussi, pour la communauté qui administre la réserve de Barba de



La conservation des semences dans la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC



La preparation des aliments, la réserve de Los Maklenkes. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC



Le séchage des semences, la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC

ainsi à la dépendance et imposant des conditions qui limitent la souveraineté alimentaire au sein des communautés. À cet égard, la problématique est abordée par plusieurs acteurs. [10]

- Un système éducatif qui éloigne les enfants de leur territoire et de leur mode de vie rural, au détriment des savoirs et des traditions populaires.



L'apiculture dans la réserve de Barbas de Mono. Fundaexpresión et Censat Agua Viva/GFC

de gestion d'aqueducs et la cooptation communautaire par les entreprises minières, ce qui conduit à un manque d'intérêt des familles envers les mouvements d'organisation et de résistance. Dans ce contexte, les territoires et les communautés sont plus vulnérables face aux menaces spécifiques telles :

- Les institutions, comme la Fédération nationale de producteurs de café de Colombie qui promet la sécurité alimentaire tout en offrant des paquets technologiques qui

Enfin, les intérêts et les besoins de la communauté sont ignorés de manière répétée par les responsables de la politique urbaine, par les grandes organisations de conservation et même par les entités qui, supposément, appuient les initiatives populaires. L'approche de gestion et de conservation communautaire diffère grandement du modèle imposé par l'État et les grandes ONG de conservation. Il ne s'agit pas d'acheter et isoler des portions de terres, mais plutôt de considérer les peuples liés au processus de conservation et leurs connaissances, leur culture et leurs capacités, tout comme leurs terres et leur espace physique. Le risque est élevé pour les initiatives communautaires lorsque les aspects fondamentaux de la résilience communautaire tels l'autonomie et l'autogestion sont mis de côté pour favoriser le rôle des acteurs externes. Cette « assistance » peut engendrer une dépendance qui affaiblit les processus de base des communautés.

Mono, les principales menaces liées au modèle de développement actuel imposé par les villes incluent le développement de routes, le développement du tourisme, la potentielle privatisation des systèmes

incluent des systèmes de crédit et de l'assistance technique sur les monocultures et les pesticides chimiques au lieu d'encourager les cultures de cafés à l'ombre, conduisant

Conclusions et recommandations

Il est important de prioriser les initiatives de gestion territoriale qui émergent des communautés. Elles sont légitimes, présentent une plus grande probabilité de succès et bénéficient à la fois les populations humaines et les écosystèmes. Une conservation communautaire réussie s'appuie sur une organisation efficace avec une vaste participation et appropriation du processus, où l'autonomie et l'organisation communautaires sont la priorité et que les autres aspects, telles les normes légales, sont plutôt considérées complémentaires. Les projets et les propositions de plaidoyer dans les communautés doivent être impérativement créés et approuvés par elles, jamais définies et imposées de l'extérieur du territoire. Toutefois, les processus ne doivent pas être isolés des contextes plus vastes. Les stratégies de gestion communautaire devraient mettre en place des espaces de dialogue, de réflexion et de débat au sein de la société civile et entre la population et le gouvernement.

L'organisation, la reconnaissance et la valorisation de la communauté comme une vaste famille ont été les clés de la résilience identifiées par la communauté avec le plus haut risque d'expropriation territoriale. Ces éléments peuvent être renforcés par des processus éducationnels implémentés par eux-mêmes.

En général, il a été recommandé de prioriser l'éducation populaire comme stratégie qui met en relation le respect des droits humains et les politiques étatiques. Ceci aiderait considérablement les communautés à retrouver une partie des biens qu'elles ont perdus et à identifier ce qui leur a été ou ce qui leur est toujours imposé. Dans ce sens, le mode de vie paysan est revendiqué comme source de fierté et d'une vie digne.

Encourager l'adoption de stratégies productives associées aux espaces de gestion et de conservation communautaires est essentiel à la résilience des communautés. Ceci inclut le démantèlement du paradigme créé par les systèmes officiels des aires protégées selon lequel la conservation exclut la

production et la présence des communautés locales. L'agroécologie et la gestion communautaire des forêts sont des références qui garantissent une approche politique efficaces où les dimensions territoriales et organisationnelles sont prises en considération. Dans la réserve de Los Maklenkes, par exemple, les activités de production compatibles à la protection du patrimoine naturel au sein de la réserve incluent l'utilisation de produits forestiers non ligneux et la propagation d'orchidées. À Barbas de Mono, la communauté a décidé que l'apiculture serait une activité productive qui favoriserait la biodiversité et unirait la communauté : aujourd'hui, il est possible de trouver des ruches gérées par les familles et d'autres par la communauté en général. Des leaders paysannes qui



Les membres de la communauté de La Alsacia identifient la faune. **Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC**

réalisent des pratiques productives dans les forêts et les écosystèmes recommandent la combinaison d'activités à long-terme, telles la production de bois d'oeuvre, et d'activités qui produisent des résultats à court-terme, dans le but de stimuler et maintenir l'intérêt envers les composantes à long-terme tout en répondant aux besoins urgents des familles.

Il est également important d'inclure des activités récréatives et de partage. Les rencontres et les assemblées ne doivent pas être limitées à des dimensions politiques ou organisationnelles. En effet, elles peuvent promouvoir le bien-être à partir d'autres perspectives pour lesquelles, normalement, nous ne consacrons pas suffisamment de temps. Les problèmes et leurs solutions respectives sont priorisés tout en gardant du temps pour « *Wala ni Wawa (Jeune)* ».

D'un point de vue légal, il est impératif d'examiner et de revoir les lacunes dans la législation, la législation « en suspens » et les obligations étatiques en lien avec les droits et les revendications des peuples autochtones, des afro-descendants et des communautés locales. Par exemple, après 24 ans, le président de la République colombienne a reconnu le retard dans l'implémentation des chapitres IV, V et VII de la loi 70 de 1993, qui traite du « respect du droit de la terre, de la protection des ressources naturelles et de l'environnement, des ressources minières dans les territoires appartenant aux communautés afro-colombiennes et au développement économique et social. » [11]

Il est primordial que le gouvernement assure les conditions nécessaires au respect et à l'effectivité des droits mentionnés, et que les personnes

puissent rester sur leurs terres. Par exemple, parmi toutes les communautés ayant participé à l'IRCC, celle ayant souffert le plus des menaces et des pressions d'expropriation territoriale est précisément la communauté afro-descendante, malgré qu'elle soit la seule parmi les trois qui possède un statut légal qui reconnaît ses droits sur le territoire.

Les stratégies adéquates devraient être adoptées pour promouvoir la participation d'un plus grand nombre de familles dans le processus de conservation et gestion communautaires, et pour assurer une plus grande visibilité au processus et aux initiatives de conservation, à la souveraineté et à la production autonome.



Les enfants jouent dans les cascades, la communauté de La Alsacia. **Jeanne Lieberman et Censat Agua Viva/GFC**

Témoignage

La motivation de Paola provient de ses racines bien ancrées dans le territoire et sa communauté. Elle croit que les solutions doivent tirer leurs sources de la communauté elle-même puisque ceci engendre des enseignements innovants qui atteindront et influenceront toutes les personnes qui font partie de leur petit village. Elle se sent menacée par la proximité d'une municipalité rurale où d'anciens combattants des FARC se sont installés. Ces personnes affirment qu'elles s'intégreront à la région sans, toutefois, adopter ou connaître les règlements internes du conseil communautaire, ce qui pourrait générer plusieurs impacts négatifs et affecter la zone de conservation du territoire.

Paola Andrea Choco, Conseil communautaire de La Alsacia



Paola Andrea Choco.
Jeanne Lieberman et
Censat Agua
Viva/GFC

Ce résumé est tiré d'un rapport plus exhaustif de l'IRCC sur l'évaluation de la résilience et la conservation communautaires en Colombie. Le document peut être consulté en suivant le lien suivant :

<http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Sources

[1] La Colombie est divisée en 33 régions économiques, administratives et géographiques. 32 de ces départements sont dirigés par leur capitale respective et l'autre correspond à la capitale nationale, Bogotá.

[2] Congreso de Colombia. 1993. Ley 70 de 1993. [pdf] Disponible au: <http://www.acnur.org/t3/fileadmin/Documentos/BDL/2006/4404.pdf> [Consulté le 11 août 2017].

[3] ACNUR. 2017. Tendencias Globales sobre refugiados y otras personas de interés del ACNUR. Disponible au : <http://www.acnur.org/recursos/estadisticas/> [Consulté le 27 mars 2018].

[4] Natural Justice and Global Forest Coalition. 2014. Methodology of the Community Conservation Resilience Initiative. [pdf] Disponible au: http://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2014/06/New-Last-CCR-Initiative-methodology_May-2014.pdf [Consulté le 10 août 2017].

[5] ATI, 2014. Trampas de REDD y de otros proyectos de conservación de bosques, <http://censat.org/es/publicaciones/trampas-de-redd-y-de-otrosproyectos-de-conservacion-de-bosques> [Consulté le 12 avril 2018].

[6] Lovera-Bilderbeek, A. S. E., 2017. Agents, Assumptions and Motivations behind REDD+. UvA-DARE, University of Amsterdam. 242 pp.

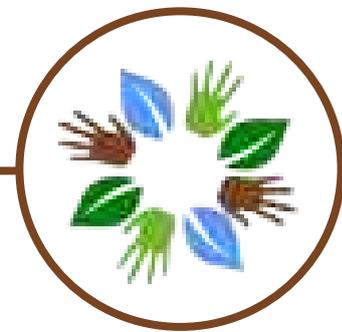
[7] CONPES. 2017. Lineamientos de política y programa nacional de pago por servicios ambientales para la construcción de paz. [pdf] Disponible au: <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/3886.pdf> [Consulté le 18 janvier 2018].

[8] Presidencia de Colombia. 2017. Decreto 870 de 2017. [pdf] Disponible au: <http://es.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20870%20DEL%2025%20DE%20MAYO%20DE%202017.pdf> [Consulté le 18 janvier 2018]. Rodriguez, G. 2010. La consulta previa con pueblos indígenas y comunidades afrodescendientes en Colombia. Bogotá. D.C.

[9] Verdad Abierta. 2018. Rearmados de toda clase amedrentan a los indígenas de Suárez. [online] Disponible au: <https://verdadabierta.com/rearmados-de-toda-clase-amedrantan-a-los-indigenas-de-suarez/> [Consulté le 21 février 2018].

[10] La Silla Vacía. 2013. El café, la primera semilla de la reelección. Disponible au: <http://lasillavacia.com/historia/el-cafe-la-primera-semilla-de-lareeleccion-41383>. [Consulté le 2 février 2018].

[11] Presidencia de Colombia. 2015. Porqué el Gobierno no reglamenta el capítulo 6 y 7 de la ley 70 de 1993? Eso ayudaría en la solución de la pobreza afro. [online] Disponible au: <http://www.urnadecristal.gov.co/pregunta/porqu-gobierno-no-reglamenta-capitulo-6-y-7-de-ley-70-de-1993-esoayudaria-en-soluci-n-de> [Consulté le 11 août 2017].



République Démocratique du Congo

Introduction

La Communauté Pygmée Autochtone de la République Démocratique du Congo (RDC) est la communauté la plus ancienne et la plus traditionnelle de l'Est du pays. Elle est appréciée par les autres groupes ethniques pour ses valeurs, sa capacité à vivre en communion avec la nature et sa connaissance des plantes, des animaux et leurs habitats. La communauté entreprend une série d'activités durables sans provoquer la dégradation des écosystèmes. Ils vivent une vie de cohésion sociale et de cohabitation pacifique. Dans la zone, les peuples autochtones pygmées s'adaptent à la vie de leurs voisins dont les Bantous.

Les Bambuti Babuluko vivent dans la province fortement boisée du Nord-Kivu sur le territoire de Walikale. Ils vivent de la chasse et de la cueillette, et certains d'entre eux pratiquent une agriculture de subsistance. L'évaluation de l'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) a été réalisée dans ce qui devrait être leur future concession forestière communautaire « Kisimbosa Chamakasa ». Traduit littéralement, le nom signifie la main avec cinq doigts (collines). Kisimbosa veut dire territoire fertile. Ce territoire est composé de quatre villages pygmées : Kissa, Kilali, Lufito et Kambushi.

Ce territoire possède des écosystèmes forestiers internationalement reconnus et extrêmement riches en biodiversité avec d'importantes espèces animales et végétales endémiques, en particulier des espèces phares comme les gorilles des montagnes du parc national de Kahuzi-Biega et dans les forêts d'Ikobo-Pinga. Cependant, il existe également d'importantes ressources minières et hydriques qui attirent l'attention et la cupidité des sociétés multinationales et des principales organisations de conservation. Une grande zone résidentielle est également menacée par l'exploitation minière artisanale.

Le territoire comprend des zones protégées, incluant le Parc national de Kahuzi Biega et le Parc national de Maiko.

Cependant, une grande partie de la forêt n'est pas protégée de cette manière. Malgré cela, elle présente toujours un état de conservation satisfaisant, principalement en raison du fait que les Bambuti et les communautés locales dans la région, qui dépendent de ces forêts, ont grandement contribué à leur conservation avec leur système traditionnel non destructif d'utilisation et de gestion des ressources.

Les femmes subviennent aux besoins de leurs familles et leurs communautés en gérant et en utilisant les ressources naturelles à bon escient. En tant que consommatrices et productrices qui prennent soin de leurs familles et éduquent leurs enfants et en raison de leur souci de préserver la qualité de vie



Les femmes de la Communauté Pygmée Autochtone. PIDP-KIVU/GFC

des générations présentes et futures, les femmes ont un rôle important à jouer dans la promotion du développement durable.

Afin de renforcer le plaidoyer pour la reconnaissance, la défense et la promotion des droits des populations autochtones, ainsi que la protection de leurs espaces de vie et de leurs moyens de subsistance, le Programme Intégré pour le Développement du Peuple Pygmée (PIDP en anglais) a initié une série d'activités qui visent à promouvoir les droits des peuples autochtones à l'accès et à la gestion des ressources naturelles. Celui-ci inclut une initiative de foresterie communautaire dans les zones autochtones des Pygmées.

En RDC, la foresterie communautaire repose sur le cadre juridique existant, qui comprend la Constitution (notamment les articles 34, 53, 56 et 207); la Loi n° 011/2002 sur le code forestier (notamment les articles 22, 111, 112 et 113), qui reconnaît et protège les droits de possession coutumière des communautés sur les forêts; le Décret n° 14/018 de 2001 qui fixe les modalités d'attribution des concessions forestières aux collectivités locales; et l'arrêté ministériel n° 025 / CAB / min / ECN-DDCCJ / 00 / RBM / 2016 concernant des dispositions spécifiques relatives à la gestion des communautés locales et à l'exploitation de la concession forestière.

La mise en oeuvre de ces textes réglementaires est le fruit d'un long processus participatif dans lequel la société civile a joué un rôle important en faveur des communautés locales et des peuples autochtones en RDC. Le processus semble unique, d'autant qu'il est participatif et inclusif de toutes les couches sociales (jeunes, femmes, sages, bantous et pygmées). L'objectif et le but poursuivis par ces initiatives sont d'assurer la gestion et l'utilisation durable des forêts et des ressources naturelles au profit des générations présentes et futures.

Nos forêts sont enregistrées à la Division des forêts communautaires sous le numéro ENR 006 / NK / 2015 et constituent une concession commune. Avec ce numéro, notre concession est l'une des listes de concessions forestières communautaires qui bénéficieront des titres légaux délivrés par le gouverneur dans chaque province après la publication de l'arrêté n° 025 par le ministère de l'Environnement et du Développement durable.

Mughogho de la communauté Bambuti dans la région de Walikale ont assisté à l'atelier. Ils ont souligné l'importance de respecter leurs droits fonciers, d'enrayer la violence et d'améliorer la sécurité dans la région et d'offrir de meilleurs services publics, tels que les écoles, les routes, les hôpitaux, des centres socioculturels. Ils ont également mis l'emphase sur l'importance d'arrêter les projets d'investissement destructeurs et l'accaparement des terres, tels que les projets d'exploitation minière menés sans



Les hommes de de la Communauté Pygmée Autochtone. PIDP-KIVU/GFC

Le 1^{er} et le 2 février 2017, un atelier de renforcement des capacités orienté principalement vers les communautés autochtones Pygmées a eu lieu à Goma, au Nord-Kivu, en RDC. Il était organisé par PIDP SHIRIKA LA BAMBUTI, en collaboration avec la personne ressource régionale de l'IRCC. Plus de 20 représentants des communautés forestières Kisimbosa Chamakasa de Banama Longa, Bana Mukomo et Banaka



Un jeune pêcheur. PIDP-KIVU/GFC

le consentement préalable et informé des Bambuti sur leurs terres et leurs territoires.

Résilience de la Conservation Communautaire par la Communauté Autochtone Bambuti Babuluko

Les Pygmées Babuluko collectent des produits forestiers non ligneux en utilisant strictement ce dont ils ont besoin. De cette manière, ils en conservent les ressources naturelles. Dans la pratique, il est interdit de tuer des grands mammifères pendant la chasse, sauf pendant les cérémonies culturelles où les anciens/ancêtres peuvent l'autoriser. Seule la chasse de subsistance est autorisée. La chasse sportive ou lucrative n'est pas admise dans la culture pygmée. Les méthodes et les outils de chasse coutumiers comprennent des lances, des chiens de chasse, des haches, des filets à grosses et petites mailles (« Makila » et

déroule principalement dans la forêt, durerait plusieurs mois : un bananier était planté et la première récolte marquait la période de retour. Maintenant, cependant, il dure deux mois, en juillet et en août, qui coïncident avec les vacances scolaires principales. Bien que cette pratique soit propre aux Pygmées Babuluko, d'autres communautés la pratique, mais sous la supervision des peuples autochtones identifiés et reconnus dans la zone.

La surexploitation des ressources par les autres communautés constitue un défi majeur pour le mode de vie et la

armés récurrents, la spoliation, l'accaparement des terres, les conflits liés à l'utilisation des terres et la falsification des titres sont également des menaces permanentes.

Les autorités locales et les organisations de conservation négligent les pratiques de conservation et les efforts historiques des peuples autochtones et montrent un mépris flagrant pour les droits des peuples forestiers, malgré les instruments et mécanismes internationaux pertinents, dont certains ont été ratifiés par notre pays. La création d'aires protégées sans CLIP a également

eu des conséquences néfastes importantes pour les communautés forestières, car cela a entraîné leur expulsion de leurs territoires et l'imposition des restrictions sur leur droit d'utiliser les ressources, compromettant ainsi non seulement leurs moyens de subsistance, mais aussi leur survie. Ces changements ont été associés à une surveillance policière qui conduit parfois à des violations des droits de

l'homme (comme à Itebero dans les terres basses du Parc national de Kahuzi).

Le projet de création d'un corridor écologique depuis Itombwe, en passant par Walikale jusqu'au Mont Oyo, y compris Watalinga, constitue une autre menace de ce type.

« Kabanda »), des feux de brousse et des pièges. Les lianes sont utilisées pour piéger les animaux plutôt que des fils afin de réduire la douleur des animaux piégés. La peau et la dent du léopard sont jalousement conservées pour être utilisées dans les cérémonies coutumières.

La circoncision pygmée est un rite d'initiation pour les garçons Bambuti Bawta Babuluko, marquant le passage de l'adolescence à l'âge adulte. Ce rite, qui se

résilie de la communauté de Babuluko, notamment l'exploitation illégale du bois artisanal ; l'exploitation minière sans le consentement libre, informé et préalable (CLIP) des Pygmées ; la surexploitation de la viande de brousse et d'autres produits forestiers non ligneux ; et l'agriculture sur brûlis. Ces problèmes sont aggravés par le fait que les régimes juridiques applicables aux ressources naturelles telles que les mines et les hydrocarbures ne reconnaissent pas la propriété coutumière. Les conflits



L'exploitation artisanale illégale du bois et des minerais dans les zones et les territoires autochtones. PIDP-KIVU/GFC

Témoignage

M. Mukelenga Ksilembo est un sage de la communauté autochtone des Pygmées de Babuluko. Il parle des connaissances et des pratiques traditionnelles des peuples indigènes Babuluko et décrit comment ils ont contribué à la conservation et à la protection des forêts ainsi qu'à la restauration des grands mammifères dans les forêts de Kisimbosa Chamakasa.

"Nos terres et nos territoires sont notre gagne-pain. La conservation est notre profession et notre identité. Les fruits et les autres produits forestiers non ligneux sont notre source d'énergie, notre pharmacie et notre économie. Personne ne peut détruire la source de subsistance ; c'est pourquoi nous prenons soin de la conservation de nos ressources naturelles et de notre biodiversité. Sans oublier les menaces connues, des grands mammifères comme les grands singes (chimpanzés), mais aussi des léopards sont observés dans nos forêts malgré leur disparition depuis plus de 30 ans."



M. Mukelenga Ksilembo,
PIDP-KIVU/GFC

Conclusions et principales recommandations

Les communautés ont recommandé à toutes les parties prenantes de prendre des mesures pour renforcer et appliquer les systèmes traditionnels de gestion et de gouvernance des ressources naturelles et de la biodiversité des peuples autochtones Bambuti Babuluko. Cela pourrait être facilité en aidant ces communautés à mieux comprendre leurs droits en matière de forêts déjà reconnus par le cadre juridique bien défini de la RDC, et en renforçant ces droits. Cela devrait inclure la démarcation des terres autochtones à travers des processus de cartographie participatifs. La communauté cherche également à renforcer les initiatives socio-économiques et culturelles et à améliorer leur capacité économique à s'impliquer davantage dans la foresterie communautaire.

La communauté souligne également l'importance de maintenir la transmission intergénérationnelle des connaissances traditionnelles et d'offrir une éducation environnementale à leurs enfants et à ceux des communautés voisines. Ils espèrent que d'autres pourront mieux comprendre leur mode de vie et leurs pratiques grâce à la fabrication d'œuvres

d'art et à l'organisation d'événements culturels.

Recommandations pour les autres

- Renforcer la réglementation traditionnelle et communautaire ainsi que le respect de la période de chasse et de pêche au sein de la communauté pygmée Babuluko de Kisimbosa Chamakasa, applicable aussi à leurs voisins Bantous.
- Plaider pour la reconnaissance de la gouvernance de la biodiversité par les peuples autochtones à travers un système de zones conservées par la communauté. En général, la protection des terres autochtones, le respect et la reconnaissance de leurs droits spécifiques, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (UNDRIP en anglais), garantissent que ces instruments et ces mécanismes internationaux sont largement connus aux niveaux national et local.
- Suivre les réformes en cours (agraire et foncière) en République démocratique du Congo en intégrant les systèmes coutumiers et la gestion autochtone traditionnelle des

territoires dans les politiques du pays.

- Créer un livre sur l'occupation historique des terres des peuples autochtones pygmées Bambuti Babuluko et leur localisation, y compris les menaces actuelles et antérieures, mais aussi les préoccupations de développement des peuples autochtones, adressé à l'Etat Congolais.
- Défier l'agriculture sur brûlis, notamment en reconnaissant le rôle des femmes en milieu rural, des travailleuses dans le secteur agricole. Leur donnant accès à la formation, à la terre, aux ressources naturelles et aux facteurs de production, crédit, programmes de développement et structures de coopération.
 - Défier l'agriculture sur brûlis, notamment en reconnaissant le rôle des femmes en milieu rural et des travailleuses dans le secteur agricole et en leur donnant accès à la formation, à la terre, aux ressources naturelles et aux facteurs de production, au crédit, aux programmes de développement et aux structures de coopération.
 - Mettre en place des initiatives de lutte contre la pauvreté à travers la promotion d'activités génératrices de revenus.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en RDC, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>



Géorgie

Introduction

Trois communautés ont participé à l'évaluation de l'IRCC en Géorgie. Deux d'entre elles, Sakorintlo et Okami, sont situées dans la région de Shida Kartli à l'est du pays, dans la municipalité de Kaspi. La troisième, Merjevi, est située à l'autre côté du pays, dans la région orientale, dans la municipalité de Sachkhere. Ces communautés se distinguent en termes de conditions naturelles, sociales et culturelles.

Le village de Sakorintlo est situé dans la communauté de Khvemo Chala (une zone administrative constituée de plusieurs villages), près de la zone de conflit, dans la région de Tskhinvali. Considéré un village montagneux, il se trouve à 13 kilomètres du centre régional. Selon le recensement de 2014, il a une population de 114 personnes, soit 61 hommes et 53 femmes. Pour sa part, le village d'Okami est au centre d'une communauté regroupant six villages. À 15 km du centre régional, sa population est de 1 401 personnes, dont 701 hommes et 700 femmes. Le village de Merjevi, également au centre de sa communauté, a une population de 1 449 personnes, soit 716 hommes et 733 femmes.

Le processus d'évaluation consistait en une série de rencontres dans les villages avec différents groupes d'acteurs, incluant des participants des communautés locales, les autorités locales et des professeurs. Les tables

rondes ont été organisées avec les autorités locales pour assurer un consensus, la coopération et le partage d'informations. D'autres rencontres ont également été organisées avec les professeurs compte tenu de leur grand intérêt pour l'initiative et de leur

Le jardin communautaire à Sakorintlo. **Ilia Kunchulia/GFC**



L'arbre Shamanadze, protégé par les habitants locaux depuis des siècles, dans la communauté de Merjevi. **Ilia Kunchulia/GFC**



influence au sein des communautés. De manière générale, les évaluations abordaient un large éventail d'enjeux dont la production agricole, l'importance de la protection environnementale et ses avantages ainsi que les technologies et les méthodologies écologiques qui pourraient contribuer aux besoins locaux et résoudre les problèmes de la région. Une conférence nationale a également

été organisée pour rassembler l'ensemble des groupes d'acteurs et l'agence forestière. Cette rencontre fut un succès : en effet, les différents représentants des communautés locales se sont sentis soutenus et écoutés.

Suite à l'intérêt accru et à la demande de la part des communautés que la rencontre a suscitée, un groupe de personnes intéressées ont été amenées au village de Ereda pour visiter la ferme biologique de Otar Potskhverashvili. Elles ont pu observer les méthodes de production biologique de légumes et de fruits ainsi qu'apprendre plus sur le marketing, les technologies d'énergies renouvelables et les perspectives de développement qui en résultent en Géorgie. Elles ont également été témoins des efforts de cette ferme pour conserver les forêts dans le but de protéger les ressources en eau. Cette visite a inspiré les participants qui ont posé beaucoup de questions et ont, par la suite, demandé de l'assistance et des consultations.

Avec l'aide du groupe de projet, des organisations communautaires à but non-lucratif locales ont été fondées dans les trois communautés ciblées afin d'établir des programmes de soutien aux communautés. Deux projets ont déjà été élaborés et envoyés aux bailleurs de fonds pour demander du financement et une troisième est en cours de développement.

Menaces internes et externes

Le facteur déterminant qui affecte ces communautés et leur environnement est les conditions d'extrême pauvreté auxquelles elles font face, tels que le taux de chômage très élevé et le manque généralisé d'activité économique. À Okami, par exemple, il y a très peu d'activité économique et bien que le village se trouve à seulement 60 km de Tbilisi, le taux de chômage est extrêmement élevé. Les problèmes socioéconomiques à Sakorintlo sont semblables : un manque d'infrastructures

Colchide (*საქართველო*) et diverses espèces de champignons et de fruits sauvages. Toutefois, les connaissances et l'aide gouvernementale pour la transformation et le transport des produits cueillis sont pratiquement inexistantes malgré que celles-ci permettraient aux communautés de conserver des produits de façon adéquate et de les vendre comme biens de haute qualité, générant ainsi une source de revenu pour le village.

Un des grands problèmes auxquels les communautés dans l'est et l'ouest de la Géorgie sont confrontées est l'inexistence de systèmes d'irrigation, dont la principale cause est la mauvaise gestion et distribution des ressources hydriques. Le village de Sakorintlo souffre d'un manque d'eau pour l'irrigation puisque la source est maintenant située à l'intérieur d'une zone occupée à laquelle les citoyens géorgiens n'ont plus accès. Pour Merjevi, le manque d'irrigation est également une préoccupation importante



Réunion dans la communauté de Merjevi. Ilia Kunchulia/GFC

de base, un taux de chômage élevé et l'émigration massive des jeunes. À Merjevi, les participants de la communauté ont également souligné un niveau élevé d'inactivité économique provoquant ainsi l'exode des jeunes et des adultes d'âge moyen qui laissent derrière eux des communautés qui vivent dans la misère. Une autre constatation importante indique que la division du travail entre les hommes et les femmes des communautés n'est pas équitable : la plupart des travaux domestiques ainsi que la collecte d'eau et de bois sont réalisés par les femmes.

Le potentiel de développement est bien illustré à Merjevi où l'une des principales sources de revenus est la collecte de ressources forestières non-ligneuses, telles la plante médicinale Staphylée de

Le manque général d'informations relatives à l'environnement est également un problème. En effet, les communautés locales utilisent des produits chimiques de mauvaise qualité pour les sols, ce qui engendre une dégradation de la qualité des eaux souterraines. Ceci provoque de hauts risques pour la santé des communautés. Aussi, la pollution est un enjeu majeur : par exemple, malgré le fait que Merjevi possède un système central d'approvisionnement en eau, en électricité et en gaz naturel, plusieurs problèmes persistent, incluant l'usage non-durable des ressources naturelles, la pollution des sols et de l'eau ainsi que l'absence de système de traitement des eaux usées. Cette situation génère des conséquences néfastes pour la santé de la population locale.

à cause de ses impacts négatifs sur la production agricole locale. Okami a le même problème et les participants de cette communauté ont décrit comment il affecte surtout les femmes puisqu'elles doivent aller plus loin pour chercher de l'eau. Par ailleurs, la pollution de l'eau potable est une préoccupation majeure dans le village.

La pauvreté en matière d'énergie est un enjeu hautement problématique qui conduit à la coupe illégale et incontrôlable des forêts dans la région. À Okami, même chauffer l'eau est devenu un problème. La population locale doit acheter du bois de chauffage au marché puisque les forêts avoisinantes sont strictement protégées et la collecte de bois est actuellement interdite. Certes, le gouvernement local octroie des permis

spéciaux pour permettre à la population de ramasser du bois de chauffage, mais les forêts auxquelles elle a accès se situent à 40 ou 50 km de distance. N'ayant évidemment pas les moyens pour déboursier les frais de transport, la population se voit donc contrainte à recourir à des coupes illégales des forêts.

Pareillement, à Merjevi, puisque les prix de l'électricité et du gaz naturel sont élevés et les logements ne sont pas écoénergétiques, la population locale collecte du bois de chauffage pour combler leurs besoins énergétiques de

base. La coupe illégale des bois s'est répandue dans les forêts avec des fonctions écologiques importantes, menant à leur dégradation.

Le fait d'avoir un gouvernement centralisé est également un problème majeur. En effet, les autorités locales n'ont aucun pouvoir et donc, elles n'ont pas de motivation pour entreprendre de nouvelles stratégies de développement. L'analyse du cadre juridique et politique réalisé pendant l'IRCC a constaté que les autorités locales préfèrent suivre les directives du gouvernement central au

lieu de proposer leurs propres initiatives. Les participants de Merjevi ont également expliqué que la population locale n'est pas bien informée de ses droits et l'absence d'initiatives locales des autorités locales reflète le manque de communication entre les communautés et le gouvernement local, ainsi que la perte de confiance envers les autorités locales et d'espoir pour l'avenir. Par conséquent, un des grands problèmes chez les communautés est le manque d'enthousiasme et d'initiative locale.



Initiatives de conservation communautaire et impacts environnementaux

Malgré ces circonstances difficiles, tous les villages ont développé leurs propres initiatives de conservation. À plusieurs endroits, les personnes préservent les écosystèmes avoisinants pour des raisons culturelles et traditionnelles et les villages tentent de protéger leurs ressources en eau.

Par exemple, à Sakorintlo, les communautés locales ont une initiative pour protéger environ 100 hectares de forêt naturelle de chênes qui a débuté à la fin du siècle passé, lorsque toutes les forêts avoisinantes subissaient une forte pression à cause de la crise énergétique qui faisait rage à l'époque. Les

communautés locales continuent à préserver les forêts grâce au consensus au sein de la population locale sur l'importance des forêts pour leur mode de vie.

À Okami, les forêts sont éventuellement devenues si endommagées par les autres villageois que la communauté a également commencé à protéger elle-même ses terres. Par exemple, dans la communauté de Erada, là où se situe la ferme biologique mentionnée ci-haut, on trouve 50 hectares de forêt de charmes naturellement régénérées qui conservent suffisamment d'eau pour approvisionner six puits dans la vallée.

À Merjevi, après la chute de l'Union soviétique, les villageois ont arrêté de labourer les terres, les convertissant en pâturages tout en plantant des arbres afin de prévenir les glissements de terrain. Ils protègent également les forêts autour des lieux sacrés et il y a une interdiction communautaire qui ne permet à personne de prendre une seule brindille de ces forêts. L'arbre de Kartnam sur la colline de Shamanadzès est aussi protégé. Il s'agit d'un arbre communautaire protégé en tant que patrimoine de la communauté.

Témoignage

“Auparavant, je ne me suis pas rendu compte de l'importance de l'environnement sur nos vies. Je ne voyais pas les liens entre la protection de l'environnement et le développement social. Notre village souffre de plusieurs problèmes environnementaux et la plupart d'entre eux sont causés par le peuple. Souvent, nous ne percevons pas que nos actions sont terribles, et que nos enfants et les générations qui suivent seront les victimes des gestes que nous posons aujourd'hui. Ce projet en particulier nous a aidé à penser de façon différente. Il nous a outillé pour confronter quelques-uns de nos problèmes majeurs, et nous a aidé à trouver des solutions. Nous en savons davantage sur nos droits et les responsabilités des autorités : nous exigeons donc des changements pour un meilleur avenir. Nous voulons que nos enfants connaissent nos droits sur la nature et nos responsabilités en tant que citoyens.”



Réunion entre les membres des communautés de Merjevi, Sakorintlo et Okami. Ilia Kunchulia/GFC

Villageois de la communauté de Sakorintlo

Conclusions et recommandations

Une importante conclusion de l'évaluation de l'IRCC est que le processus en soi, incluant les rencontres locales et nationales, a beaucoup augmenté la motivation des acteurs impliqués. Il est toutefois possible d'affirmer qu'il reste encore une marge d'amélioration considérable en ce qui concerne le respect pour la conservation communautaire, surtout quand les participants et les autorités locales sont plus autonomes et se sentent plus en contrôle de leur futur.

La région est notamment connue pour sa production agricole et possède un grand potentiel de développement dans le domaine de l'agriculture biologique. Ceci pourrait réduire la pollution et bénéficier autant à la biodiversité qu'aux communautés. À Sakorintlo, par exemple, le village est riche en ressources naturelles, y compris les ressources forestières non-ligneuses, et la population locale gère ses propres revenus provenant des activités agricoles, principalement la vente des récoltes au

marché local de Kaspi et à Tbilisi. Développer l'agriculture biologique pourrait être un bon moyen de réduire le chômage dans le village. Okami est également riche en ressources naturelles et a le potentiel de développer des activités économiques respectueuses de l'environnement. Toutefois, en raison du manque de gestion et de l'absence de planification, ce potentiel reste à explorer.

Il est essentiel de renforcer les capacités et les connaissances des communautés locales au sujet de leurs droits, ainsi que leurs possibilités de participer aux processus décisionnels de leur région. Il est également important de favoriser une participation plus ample des membres de la communauté dans la gestion des ressources naturelles.

Se concentrer sur le développement des capacités et le travail de sensibiliser les instances décisionnelles locales est crucial pour revigorer les municipalités et les engager dans le processus de développement.

Les ONG peuvent aider à renforcer les droits communautaires et à émanciper les communautés confrontées à de graves conditions socioéconomiques. Ceci permettrait de les outiller pour qu'elles soient plus en mesure d'utiliser leurs droits constitutionnels pour exiger plus d'actions de la part des gouvernements. Les ONG peuvent également jouer un rôle de médiation avec les autorités pertinentes afin de surmonter les barrières bureaucratiques qui existent et ainsi obtenir l'autorisation de cueillir et transformer les ressources forestières non-ligneuses. Elles peuvent également organiser des activités éducatives afin d'enseigner les technologies et les méthodologies de marketing et de transformation.

Finalement, il faut travailler sur la question de l'égalité des genres au sein des villages afin d'équilibrer la distribution du travail entre les femmes et les hommes.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Géorgie, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>



Ghana

Introduction

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) au Ghana se met en œuvre par l'Institut de Développement à Kpoeta, Saviefe Gborgame et Avuto. Situées à 85 kilomètres l'une de l'autre, les villes de Kpoeta et Saviefe Gborgame se trouvent à différentes altitudes le long du massif montagneux Weto dans la forêt guinéenne d'Afrique de l'Ouest. [1] Avuto, pour sa part, borde la lagune Avu au sein du site Ramsar du Complexe de la Lagune de Keta (KLCRS) dans la région côtière sud-est de la savane ghanéenne. Il s'agit d'un site important pour la migration d'oiseaux et le seul site ghanéen où l'on retrouve la sitatunga, une espèce menacée d'antilopes aquatiques. [2]

Au sein des trois communautés, les femmes possèdent de vastes connaissances sur la conservation de la nature qu'elles utilisent pour la production, transformation et commercialisation de leurs produits, les soins de santé et la production d'énergie. Les hommes et les femmes font tous le même type de travail et les femmes participent aux réunions collectives de prises de décision, bien qu'elles tendent toutefois à éviter les postes de direction. Même si les femmes ont la possibilité d'acheter et posséder une terre, quand elles en ont les moyens, l'héritage patrimonial traditionnel affecte quand même leur statut.

L'IRCC a été basée sur des méthodes participatives, tels que le consentement

libre, préalable et éclairé (CLPE), la planification stratégique et la cartographie participative. Un comité consultatif a été créé pour le projet et inclut des ONG de développement et de défense des droits des femmes, des experts gouvernementaux et des représentants de la communauté. Les équipes des communautés ont reçu de la formation sur l'utilisation des formulaires participatifs et les techniques d'organisation des groupes de discussion, des promenades d'études et de cartographie. Ces dernières leur permettent de dresser la carte du territoire et des ressources de la communauté, des pratiques de conservation, des tabous et des sites sacrés oubliés. Un autre aspect

important est la planification stratégique et la formation de compétences de plaidoyer.

L'interaction entre les jeunes et les plus âgés et entre hommes et femmes était excellente. Parmi les plus jeunes, plusieurs étaient surpris de découvrir l'origine des pratiques culturelles de leur communauté. Tous les résultats ont servi de base pour l'organisation d'un atelier national de validation, d'apprentissage et de plaidoyer, qui a cherché à renforcer davantage leurs capacités.



Rencontre sur la conservation communautaire à Saviefe-Gborgame, au Ghana. **Simone Lovera/GFC**



Paysage de Weto. **Ken Kinney/GFC**

La résilience de la conservation communautaire

Les trois communautés font partie du groupe ethnique Ewe présent au Ghana, au Togo, au Bénin et au Nigéria : celui-ci a développé sa propre religion où est vénéré un dieu suprême, Mawuga Sogbo-Lisa (Dieu Homme-Femme). Cette ethnie démontre un intérêt marqué pour la conservation de la nature par l'entremise de lieux et de bois sacrés, de tabous, de totems, d'observations et de pratiques. Ces éléments aident à protéger les écosystèmes et les espèces endémiques menacés, les rivières, les sources d'eau et les cascades tout en mettant frein à la déforestation en dehors des réserves forestières. Par exemple, la communauté de Kpoeta est en train de restaurer les chutes Tsii en utilisant un GPS (Géopositionnement par satellite) afin de délimiter le site des chutes, et a implanté une pépinière d'espèces endémiques qui pourront servir de plants de bordure et d'enrichissement des sites. Toutes les communautés sont impliquées dans les zones de gestion communautaire des ressources naturelles (les CREMA, selon le sigle en anglais) où leurs interventions sont basées sur leurs pratiques de conservation traditionnelles.

Pourtant, leurs efforts et leur résilience font face à de constantes menaces internes et externes. Celles-ci ont leur origine dans l'ère coloniale, époque où la plupart des zones de conservation communautaires ont progressivement perdu leur importance, leur valeur et leur statut, et où des ressources naturelles comme le bois d'oeuvre ont été monétisées et commercialisées par des entreprises coloniales. De plus, le gouvernement colonial a encadré plusieurs bosquets sacrés, ne désignant qu'un quart des terres comme réserves « protégées » et le restant comme réserves « de production ».

Cette approche d'exploitation a été suivie même après l'indépendance du pays puisque les ressources naturelles

étaient vues comme une source de recettes publiques qui était facile à accéder. Aujourd'hui, la protection et la préservation des droits humains et des libertés fondamentales sont garanties, [4] mais le contrôle et la gestion des ressources comme le bois d'oeuvre et les minéraux restent toujours sous l'autorité du président. Ceci engendre un obstacle majeur à la conservation de la nature et peut expliquer en partie le taux annuel de déforestation de 2% par année au Ghana.

Les industries extractives posent un problème majeur. Par exemple, la communauté d'Avuto décrie l'accès à son territoire donné aux entreprises multinationales pour l'exploitation de pétrole et de gaz [6], ainsi que la construction de barrages sur la rivière Tordzie, qui affecteront l'apport d'eau dans la lagune et, par la suite, augmenteront l'insécurité en termes d'approvisionnement en eau.

La déforestation réduit la quantité de produits forestiers non ligneux accessibles aux femmes, tels que les plantes médicinales, les édulcorants et les épices. La diminution de ces produits qu'elles collectent et commercialisent vient influencer leur capacité à procurer de la nourriture, des médicaments et un revenu stable à leurs familles.

Les communautés de Kpoeta et Saviefe Gborgame ont remarqué que l'usage de pesticides synthétiques provoque également une perte de biodiversité. Malheureusement, les cultures de couverture, qui améliorent la fertilité des sols naturellement, ne poussent plus sur

leurs fermes une fois que des herbicides aient été utilisés. Les communautés ont également constaté un déclin considérable du miel sauvage. Les autres menaces externes incluent l'agriculture industrielle en général ; l'exploitation de carrières de pierres ; l'exploitation forestière illégale et la destruction de fermes de cacao et de café par des bucherons ; les feux de brousse ; et l'expansion de la production de cacao et de café dans leurs forêts protégées.

La communauté d'Avuto considère l'usage commercial de filets mono-filaments comme une menace à la pêche durable et aux emplois des jeunes. La propagation de la jacinthe d'eau ; la culture du riz qui



Cascade de Tsii à Kpoeta. Dzifa Kumaga/GFC

stimule l'accaparement des terres et pollue la lagune, ou encore les effets du changement climatique comme l'assèchement de la lagune sont également des exemples de menaces externes auxquelles fait face la communauté. Les menaces internes des trois communautés sont la perte des connaissances et des pratiques traditionnelles qui supportent la conservation de la nature, l'exode des jeunes vers les villes et la dégradation environnementale par des activités comme le braconnage et l'exploitation forestière illégale, impulsées par la situation de pauvreté d'une tranche de la population.

Conclusion et recommandations

Le Ghana a fait un grand pas en avant grâce à sa politique de 2012 sur les forêts et la faune sauvage, qui défend explicitement l'autonomie traditionnelle pour la gestion des forêts sacrées et des forêts de conservation communautaire afin de préserver la diversité culturelle et biologique. [7] Les stratégies et les plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) révisés en 2016 sont également très prometteurs puisqu'ils mettent l'accent sur l'implémentation de tous les objectifs d'Aichi. Par exemple, « s'assurer que les connaissances, les innovations et les pratiques traditionnelles des communautés

améliorent la résilience de la conservation communautaire : par exemple, la communauté d'Avuto reconstruit présentement l'habitat de la *Puffin* avec l'appui du zoo de Calgary, au Canada. Cela dit, la communauté a besoin de beaucoup plus d'appui pour ses efforts d'écotourisme, et elle souhaite resserrer ses liens avec le site Ramsar du Complexe de la Lagune de Keta. [9]

Les trois communautés exigent des assemblées de districts pour soutenir les plans de gestion qui facilitent leurs projets de plantation en zone tampon (afin de protéger les cours d'eau). Les

À Kpoeta et Saviefe-Gborgame, l'agroforesterie de cacao et la certification des normes de production pour le cacao ont déjà été introduites afin d'améliorer l'agro-biodiversité et minimiser l'utilisation de pesticides. Toutefois, les fermiers en profiteraient grandement s'ils avaient accès à des services de vulgarisation agricole axés sur l'environnement. Ce genre de service à Avuto permettrait à la communauté de produire des légumes biologiques, qui sont des produits très en demande au Ghana, avec de surcroît un impact positif sur l'écosystème fragile de la Lagune Avu. De plus, l'introduction de technologies



Carte de Saviefe Gborgame dessinée par la communauté lors de l'évaluation de l'IRCC. **Daniel Akoto/GFC**



Canne à sucre cultivée pour la consommation locale par la communauté d'Avuto. **Mabel Agba/GFC**

autochtones et locales, ainsi que leur utilisation coutumière durable, soient respectés » correspond à l'objectif Aichi no. 18. [8] La prochaine étape est d'appliquer ces politiques de manière efficace.

L'approche CREMA - qui est non seulement utilisée par le Département de la faune sauvage de la Commission sur les forêts, mais également par des ONG - a encouragé les communautés à réfléchir sur et renforcer leurs activités de conservation. D'ailleurs, plusieurs voies sont possibles pour renforcer et

mesures d'adaptation au changement climatique doivent aussi être mis en place afin de protéger les communautés des inondations. Cela inclut la création de corridors de plaines inondables sans les constructions ; l'utilisation des infrastructures naturelles telles que les zones vertes et la plantation d'arbres ; l'amélioration de la gestion des catastrophes naturelles et la mise sur pied de systèmes d'alerte fonctionnels et, d'un point de vue général, une plus grande prise de conscience des enjeux liés au changement climatique.

simples et innovatrices qui utilisent la jacinthe d'eau pour d'autres fins peut permettre la création d'entreprises vertes, transformant ainsi le problème en solution, ou encore la communauté pourrait être encouragée à transformer leur production de canne à sucre en éthanol pour l'approvisionnement en énergie domestique, ce qui permettrait de réduire leur dépendance sur le bois.

La communauté désire également intégrer les jeunes dans la transformation des produits agricoles afin de réduire le chômage et promouvoir l'émancipation

Témoignage

« À Kpoeta, nous avons assisté à la destruction de notre bel écosystème de montagne par les actions myopes et erronées de notre élite politique. Ce que vous pouvez observer présentement n'est qu'une pâle image de la communauté que nous formions il y a cinquante ans. Et s'il en reste quelque chose aujourd'hui, c'est grâce à notre attachement indéfectible à nos façons de faire traditionnelles de conservation de la nature : les jours sacrés, la nature en tant qu'expression du dieu qu'on vénère, telle que la cascade Tsii. Notre vision est de restaurer notre environnement à son état original, et nous nous investissons déjà dans l'application de pratiques agricoles de conservation et de restauration qui incluent des techniques forestières analogues. L'IRCC est très utile, pratique et complémentaire et met en évidence la sagesse de notre culture, qui a ses origines dans la conservation de la nature. »



M. Constantine Kosi Agbo.
The Development
Institute/GFC

M. Constantine Kosi Agbo, pédagogue retraité

économique et le leadership des jeunes filles, qui a pour effet de réduire les grossesses à l'adolescence. Deux des communautés travaillent à assurer leur viabilité financière via les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).

Autres recommandations importantes :

- Outiller les communautés et les OSC afin qu'elles puissent exiger la mise en oeuvre de la loi sur la faune sauvage, qui reconnaît les ressources naturelles et les arbres que les communautés ont activement conservés comme propriété de ces communautés, ainsi que leur accès au bois et les principes

du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) ;

- Soutenir les démarches entreprises par les OSC et les communautés vivant dans un écosystème fragile pour mettre en oeuvre des mesures de planification de l'utilisation des espaces et du territoire, et des politiques d'évaluation environnementale stratégique qui reconnaissent les territoires conservés de la communauté comme des zones de protection permanente des communautés ;
- Promouvoir et appuyer les efforts des communautés de développer le

tourisme écoculturel afin de préserver leur sagesse et leurs pratiques, tout en réduisant la pauvreté ;

- Instituer la certification des territoires conservés de la communauté comme la source de provenance des marchandises durables et renforcer les capacités dans ce domaine ;
- Développer les capacités des communautés à s'engager dans une agriculture résistante aux changements climats basée sur leurs pratiques traditionnelles actuelles et la promotion de l'agriculture de conservation.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Ghana, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Références

[1] Critical Ecosystem Partnership Fund, 2000. Ecosystem Profile Upper Guinean Forest Ecosystem of the Guinean Forest of West Africa Biodiversity Hotspot.

Disponible à : <http://www.cepf.net/Documents/final.guineanforests.upperguineanforest.ep.pdf>. Consulté le 10 juillet 2017.

[2] Jana M. McPherson, Joy Sammy, Donna J. Sheppard, John J. Mason, Typhenn A. Brichieri-Colombi et Axel Moehrenschrager 2016. Integrating traditional knowledge when it appears to conflict with conservation: lessons from the discovery and protection of Sitatunga in Ghana. Disponible à : <http://dx.doi.org/10.5751/ES-08089-210124>. Consulté le 20 janvier 2017.

[3] FAO, 2016. Free Prior and Informed Consent. Manual for Project Practitioners. Disponible à : <http://www.fao.org/3/a-i6190e.pdf>. Consulté le 20 janvier 2017.

[4] The Constitution of Ghana, 1992. Disponible à : <http://politicsresources.net/docs/ghanaconst.pdf>. Consulté le 15 juillet 2017.

[5] Food and Agriculture Organization, 2010. Global Forest Resources Assessment, 2010. Country Report, Ghana. Disponible à : <http://www.fao.org/013/al53e/al53e.pdf>. Consulté le 15 juillet 2017.

[6] Environmental Protection Agency, 2016, Strategic Environmental Assessment (SEA) on Opening up the Voltaian and Keta Basins for Oil and Gas Exploration and Production.

[7] Ministry of Lands and Natural Resources, 2012. Ghana Forest and Wildlife Policy. Disponible à : <http://www.gh.chm-cbd.net/convention/2012-ghana-forest-and-wildlife-policy.pdf>. Consulté le 20 août 2016.

[8] Client Earth, 2013: Overview of Legal Framework of the Forest and Wildlife Sector. Disponible à : <https://www.clientearth.org/external-resources/ghana/forests-and-wildlife/Overview-and-collection-Forest-and-Wildlife-laws-Ghana.pdf>. Consulté le 13 décembre 2016.

[9] Angelia Husuke, le 5 janvier 2017, communication personnelle.



Inde

Introduction

L'évaluation de l'IRCC a été réalisée dans trois différents paysages bio-culturels en Inde : la zone forestière de Buxa-Chilapata (BTR-CPT) dans l'État du Bengale dans l'est du pays, le Parc national et la Réserve de tigres de Tadoba Andhari (TATR) dans l'État de Mahatasthra au centre du pays et finalement les prairies de Banni dans l'État de Gujarat dans l'ouest du pays. Traditionnellement, ces communautés profitaient de droits coutumiers pour assurer leur subsistance, ce qui incluait le pâturage, l'agriculture à petite échelle et la collecte de produits forestiers non-ligneux (PFNL). Cependant, l'érosion de ces droits, tout d'abord par l'ère coloniale puis par le gouvernement indépendant indien, a conduit à la perte de leurs moyens de subsistance tout en intensifiant la pauvreté dans ces zones.

Le site de Buxa-Chilapata rassemble les villages forestiers de Taungya habités par les tribus de Rabha et Jharkhandi ainsi que d'autres communautés locales. Il est entouré par la Réserve de tigres de Buxa et le Parc national de Jaldhpara. Ces villages forestiers ont été fondés par l'administration forestière coloniale lors de la dernière décennie du 19^e siècle, assurant ainsi une main d'oeuvre captive et forcée pour les opérations forestières. Les communautés habitant ces villages pratiquaient traditionnellement l'agriculture itinérante et utilisaient le feu de façon contrôlée afin de préserver la

biodiversité sur les terres et dans les forêts. Ce sont ces connaissances qui étaient désirées et utilisées par les experts forestiers coloniaux, posant les piliers de ce qui deviendrait « la gestion scientifique des forêts ». Les communautés plantaient des arbres fruitiers, cultivaient des légumes et pratiquaient la culture intercalaire entre les rangées de jeunes arbres dans les plantations.

Le TATR est habité par les Gonds, une tribu du centre de l'Inde qui vénère la nature. Depuis que cette région a été



Femme portant de l'eau dans le Parc national Tadoba Andhari et la Réserve de tigres.
Souparna Lahiri/GFC

déclarée zone protégée par une succession de régimes, les Gonds ont été menacés d'expropriation et de déplacement, et donc, ont été soumis à de fortes pressions pour quitter la zone. Depuis 1968, la pâture est restreinte à la zone sanctuaire, et la collecte de PFNL et de produits forestiers mineurs, telles les feuilles de Tendu, est complètement bannie du Parc national et de la Réserve de tigres. Aujourd'hui, les villageois luttent pour leur existence et leur droit de vivre dans la dignité ainsi que pour la

conservation et la protection de leurs forêts, de leur biodiversité et de leurs moyens de subsistance.

L'évaluation dans les prairies de Banni a été facilitée par une ONG locale, Sahjeevan, qui possède une longue expérience de travail avec ces communautés. Trois communautés connues comme Sindhi Maldharis ont participé au processus.

Traditionnellement, elles élevaient du bétail qui pouvait se déplacer en toute liberté entre les différents territoires. Le Département des forêts a revendiqué les prairies en 2009 lorsqu'il a annoncé un Plan de travail afin de gérer cette zone protégée. Le plan avait comme objectif de limiter la pâture et de fragmenter les terres en cercles de travail.

L'IRCC a débuté son travail dans ces trois zones en entreprenant des consultations détaillées avec les communautés et d'autres acteurs concernés. Après qu'un

consentement préalable, libre et éclairé ait été octroyé par les communautés, les équipes d'évaluation ont été définies et elles ont participé à des ateliers de construction de capacités et des formations. La méthodologie utilisée pour les évaluations consistait en la cartographie des ressources, les groupes de discussion dirigée (aussi avec des femmes) et la collecte de témoignages oraux, surtout ceux des aînés de la communauté.

L'initiative de conservation communautaire et les impacts biologiques

Les communautés participant à l'évaluation de l'IRCC invoquent la Loi sur les tribus répertoriées et autres habitants traditionnels des forêts de 2006 (reconnaissance des droits forestiers), communément appelée « FRA », afin de faire valoir leurs droits sur les ressources naturelles. Auparavant, et ce depuis l'ère coloniale, les communautés forestières en Inde avaient perdu leurs droits sur les forêts et n'étaient pas autorisées à utiliser leurs pratiques traditionnelles de conservation. Cette législation unique et historique a rétabli leurs droits traditionnels et les habilite à gérer leurs forêts par l'intermédiaire des Gram Sabhas, des conseils traditionnels de villages composés de tous les adultes de la communauté. Ces droits sont

étroitement liés aux idées de subsistance et d'identité culturelle et ont permis aux communautés et à leur environnement de s'épanouir.

Les communautés de Buxa-Chilapata et les Gonds habitant le territoire du TATR ont profité des opportunités créées par la FRA pour revendiquer les droits forestiers sur les territoires à proximité de leur village. Ils ont mis en place un Gram Sabha et des patrouilles de forêts réalisées par les membres des communautés, et ont planté de jeunes arbres de variétés indigènes dans des parcelles de terre où les forêts naturelles avaient été abattues. Aussi, ils ont rejeté les tentatives de relocalisation du Département des forêts.

Dans les prairies de Banni, les trois communautés qui ont participé à l'IRCC se sont formellement enregistrées en tant qu'Association des éleveurs de Banni (BBA) et ont établi des droits formels coutumiers sur ces ressources territoriales, également grâce à la FRA. En 2011, elles ont lancé un programme dans dix villages afin de régénérer les pâturages autour de chacun de ces villages. Ceci fait partie de la lutte à plus grande échelle qui revendique les droits des communautés sur leurs territoires et la gestion des pâturages. Cet exercice a aidé à démontrer l'efficacité de la régénération des pâturages par les communautés pastorales elles-mêmes.

Chars à boeuf sur la route à la zone centrale, Tadoba Andhari. **Souparna Lahiri/GFC**



Des anciens du village, Tadoba Andhari. **Souparna Lahiri/GFC**



Les femmes Rabha font une prière de gratitude avant la fête, Buxa-Chilapata. **Souparna Lahiri/GFC**

Menaces internes et externes

Les Départements des forêts et l'État créent des obstacles à l'implémentation de la FRA. Par exemple, les communautés qui ont participé à l'IRCC devraient pouvoir jouir de leurs droits coutumiers sur leurs forêts et maintenir leurs moyens de subsistance traditionnels, mais en pratique, elles sont menacées par l'expansion des zones protégées, le déplacement forcé et la perte d'accès aux ressources naturelles.

Parallèlement, les départements des forêts canalisent plusieurs schémas,

avantages et financements gouvernementaux via les Panchâyats locaux, auxquels certains représentants des villages sont élus, ainsi que les comités de gestion forestière conjointe, au lieu des Gram Sabhas traditionnels qui réunissent tous les adultes de chaque village. Ceci conduit au népotisme et créé une division entre et au sein des communautés. Le manque de support pour les droits des communautés sur leurs forêts et leurs pâturages vient fortement chambouler les initiatives des communautés et érodent leurs

connaissances sur la gestion de leurs forêts.

Les interventions dans le paysage génèrent plusieurs problèmes. En général, il existe une forte opposition aux plantations d'arbres en monoculture qui détruisent les moyens de subsistance et la santé des communautés ainsi que la valeur économique et écologique des forêts auxquelles elles dépendent. L'intervention dans les prairies de Banni inclue la propagation de l'espèce hautement invasive, *Prosopis juliflora*, qui

a délogé différentes variétés de graminées, d'herbes et d'arbustes qui sont vitaux pour la santé et le bien-être des bétails de Banni.

La plupart des menaces internes identifiées par les communautés sont le résultat d'une intervention mal entreprise par l'État, l'ingérence des intérêts commerciaux et l'influence des pratiques culturelles « mainstream ». Les relations traditionnelles et culturelles entre les communautés et leur environnement sont menacées. Les moyens de subsistance traditionnels ne sont plus considérés comme une option viable par les nouvelles générations qui cherchent des emplois et des moyens de subsistance hors de leur habitat traditionnel, leurs forêts et leurs

territoires. La philosophie de la gestion judicieuse des ressources naturelles est en jeu dans les trois régions. Comme conséquence de ses interactions plus fréquentes avec la culture dominante moderne, le rôle traditionnel des femmes a également évolué. Même dans le cas de la communauté matrilineaire de Rabha (Buxa-Chilapata), les hommes prennent de plus en plus de décisions et les femmes sont contraintes aux responsabilités domestiques et à l'éducation des enfants.

Le pastoralisme est un mode de vie et de subsistance en pleine mutation aux quatre coins du monde et la région de Banni n'est pas l'exception. Les politiques de développement ont stimulé des

méthodes de production de lait qui vient miner les pratiques pastorales. À cause des restrictions sur les déplacements des bergers avec leurs animaux, les animaux mâles ont perdu de la valeur économique. Ceci affecte considérablement les moyens de subsistance pastorale et mène à la croissance de la dépendance à l'économie laitière : les Maldharis se sont convertis en producteurs de lait au lieu de bergers. Ceci a conduit à une dépendance encore plus accrue envers les marchés extérieurs pour l'eau et le fourrage pour leurs animaux. En même temps, il est possible de percevoir l'accroissement du nombre de têtes dans les pâturages ce qui risque d'excéder leur capacité de charge.

Une manifestation, Chilapata Buxa. NESPON/GFC



Réunion des femmes dans les prairies de Banni. Swati Shresth/GFC



Du bétail dans les prairies de Banni. Swati Shresth/GFC

Conclusions et recommandations

La reconnaissance des droits des communautés sur les territoires forestiers est essentielle à la survie des communautés et de leur environnement. Ces communautés ont traditionnellement été les gardiens de leurs territoires et de leurs savoirs écologiques, et les normes culturelles ont joué un rôle significatif dans la conservation des ressources naturelles. Les politiques qui limitent leur accès à ces terres sont néfastes pour les communautés et les ressources écologiques.

Les communautés vivent présentement une crise des moyens de subsistance qui pourrait, à grande échelle, être remédiée par l'enregistrement de leurs droits

fonciers sur les terres et les ressources forestières communautaires. Les trois communautés ont déjà entrepris des démarches pour reprendre le contrôle de leurs forêts, mais l'enregistrement formel des droits et le fait de permettre aux Gram Sabhas de fonctionner pourrait avoir un effet multiplicateur sur les initiatives de conservation communautaire et faciliter les démarches de contrôle communautaire et de gestion des forêts.

En collaboration avec des ONG locales, les communautés défendent également la nécessité du gouvernement indien de reconnaître la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples

Autochtones (DNUDPA) et, dans cet esprit, de mettre en oeuvre les dispositions du FRA de 2006 et du PESA (Panchâyats, Extension aux zones répertoriées, 1996) afin de reconnaître leur autonomie et le pouvoir des Gram Sabhas. Le soutien du gouvernement et des agences, qui y sont rattachées à l'aide de schémas de financement et de développement, devrait être canalisé via les comités formés uniquement par les Gram Sabhas.

Le besoin de revigorer les normes de gestion traditionnelle des terres ainsi que d'encourager la formation de nouvelles normes et leur institutionnalisation est urgent. L'État indien devrait faciliter la

Témoignage

M. Salimbhai Node était un résident du village de Sargu à Banni. Affectueusement appelé Salim Mama (oncle maternel), il était considéré comme un Bhagiya, celui qui possède de l'expertise en pratiques ethno-vétérinaires et en connaissances autochtones. Salimbhai s'est rendu compte de l'importance des moyens de subsistance traditionnels et des droits coutumiers sur l'écologie de Banni. Il a travaillé pour redéfinir les manières dont les pâturages ont été utilisés, conservés et gérés par les bergers Banni. Il a également été un membre important du BBA. Son éloquence et son humour égalaient sa grande sagesse. Malheureusement, Salimbhai a succombé à la maladie en avril 2017. Son héritage vit toutefois à travers les divers programmes et les campagnes qu'il a aidé à mettre sur pieds et à travers la détermination des Maldharis de revendiquer leurs droits coutumiers sur leurs territoires traditionnels.



M. Salimbhai Node. Swati Shresth/GFC

restauration des paysages en conformité avec la sagesse et les connaissances traditionnelles des communautés ainsi que les exigences et les besoins locaux afin de faire bénéficier à la fois la communauté et la faune, tout en protégeant les forêts et la biodiversité.

Dans les zones pastorales, il est primordial de ré-établir les relations commerciales et non-commerciales traditionnelles entre les fermiers et les bergers.

Les femmes des communautés ont souligné l'importance d'assurer leurs droits traditionnels et leur sécurité quand elles entrent dans la forêt pour la collecte de bois de chauffage, de PFNL ou d'autres produits forestiers.

Les femmes ont également affirmé que la formation et la consolidation des Gram Sabhas aiderait à renforcer leur participation et leur rôle dans les processus décisionnels relatifs au bien-être de la communauté et aux initiatives de conservation.

Finalement, fournir de l'assistance pour faire valoir leurs droits sur les forêts, pour adopter les normes et pour améliorer leur accès à l'éducation sera très bénéfique pour les communautés. Par exemple, dans les prairies de Banni, les communautés ont demandé à un groupe d'écologistes et de spécialistes en sciences sociales (RAMBLE - Recherche et surveillance dans le paysage de Banni) d'étudier les changements de comportement des bergers en réponse aux modifications dans leurs sphères politique, sociale et économique immédiates.



Sundarsing Rabha.
Souparna Lahiri/GFC

Lors d'une nuit d'hiver en janvier 2010, des agents forestiers et des policiers ont fait interruption dans le village de Kurmai, dans la région de Chilapata-Buxa, et ont frappé à la porte de Sundarsing Rabha, un leader de 21 ans de la communauté de Rabha. La police est venue l'arrêter sous un mandat signé par le Département de forêts qui lui reprochait d'avoir activement participé et facilité la déclaration des forêts communautaires par le Gram Sabha de Kodalbasti. Le village endormi s'est rapidement réveillé et les femmes ont accouru pour former une barrière de sécurité entre Sundar et la police pour prévenir son arrestation, refusant de bouger tant et aussi longtemps que les policiers et les gardes forestiers n'aient quitté le village. Suite à cet incident, plusieurs mandats d'arrêt ont été exécutés contre Sundar et actuellement, il fait face à 13 chefs d'accusation. Toutefois, le harcèlement policier et les critiques de la part des agents forestiers est chose courante pour ce jeune leader Rabha qui est déterminé à lutter pour le bien-être de sa communauté et pour les droits des villageois forestiers dans la région de Chilapata-Buxa. Il est présentement le co-coordonnateur du North Bengal Forum of Forest People and Forest Workers (Forum du Bengale du Nord des peuples forestiers et des travailleurs forestiers) ainsi qu'un membre du All India Forum of Forest Movements (AIFFM, ou Comité de Coordination centrale du Forum indien des mouvements forestiers).

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Inde, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>



Kenya

Introduction

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) au Kenya compte avec la participation de deux communautés autochtones, les Maasai de Transmara, du comté de Narok, et les Rendille de Kargi, Kamboye, Korr et Logologo du comté de Marsabit. Pour réaliser les évaluations de l'IRCC, une approche participative a été utilisée, qui comprenait l'organisation des discussions de groupe et les techniques de cartographie et de narration, entre autres. Le but du processus était d'évaluer la biodiversité et d'identifier les menaces à la conservation dans les communautés forestières de Nyekweri Kimintet et Marsabit. Il a révélé que selon les observations des communautés, la flore et la faune qui étaient auparavant abondantes dans les forêts de Nyekweri Kimintet et Marsabit ont diminué dans certaines régions.

Nyekweri Kimintet à Trans-Mara est situé à la limite du Parc national de Maasai Mara et est une zone de reproduction importante pour les éléphants de la réserve. Les habitants de la forêt pratiquent le pastoralisme comme principal moyen de subsistance. En 2005, les membres de la communauté ont formé le Nyekweri Forest Kimintet Trust (une fiducie) pour renforcer leurs capacités de conserver la biodiversité. Environ 80% des terres de la zone ont été attribuées à des individus et les terres restantes sont de la propriété collective. La fiducie gère 6 000 acres, et contribue à assurer la protection des terres qui sont

consacrées à la conservation de la biodiversité, empêchant sa conversion à d'autres utilisations des terres.

Les membres de la communauté de Kimintet ont participé à un atelier, à un exercice de cartographie et à des discussions de groupe, au cours desquelles ils ont évalué la résilience de la conservation communautaire de la forêt et les rôles des membres de la communauté. Peu de femmes ont assisté à l'atelier initial en raison des barrières culturelles et donc, une réunion séparée a été organisée par la suite seulement pour les femmes. Ensuite, une réunion a été organisée pour tous les membres de la communauté ensemble, où plus de femmes étaient présentes. Les hommes se sont engagés à les impliquer dans les processus de prise de décision.

Les membres de la communauté ont affirmé que leur zone est importante en termes de biodiversité, puisqu'on y trouve les dernières forêts indigènes qui restent. En outre, ces forêts abritent des sites sacrés et la faune et fournissent des fruits sauvages et des plantes médicinales. Environ 80% de la faune du Kenya vit en dehors des zones protégées parce que la plupart d'entre elles ne sont pas entièrement clôturées.

La faune circule à l'intérieur et en dehors de ces zones à la recherche de pâturages et d'eau, surtout pendant la saison sèche, et interagit avec les gens sur les terres privées et communautaires. [1]

La deuxième phase de l'IRCC a été réalisée à Logologo avec la participation des peuples Rendille des communautés Logologo, Korr, Kamboye et Kargi du comté de Marsabit. Les membres de la communauté sont des pasteurs et utilisent les herbes et les matières



Activité de cartographie avec des membres de la communauté Kimintet. **Edna Kaptoyo/GFC**



Les femmes de Rendille de Korr participent à un exercice de cartographie pendant qu'une jeune fille autochtone observe avec intérêt. **Edna Kaptoyo/GFC**

provenant des forêts de la région pour construire des maisons (« manyattas ») et comme combustible. Ils vivent dans des terres qui sont détenues à 20% par des intérêts privés et à 80% par des propriétaires communaux ou détenues en fiducie par le gouvernement du comté.

Les femmes autochtones représentaient 99% des participants (contrairement à l'évaluation de l'IRCC à Trans-Mara) ; le chef local a participé aux activités aussi. En effet, les hommes ont migré à la recherche de pâturages à cause de la saison sèche, aggravée par les impacts du changement climatique, laissant les femmes pour gérer les ménages.

Le patriarcat est un problème dans les deux communautés : les femmes sont perçues comme inférieures et les décisions sont prises uniquement par les hommes. Malgré cela, les femmes autochtones des deux régions ont souligné qu'elles jouent un rôle clé dans la conservation de la biodiversité et des savoirs traditionnels qui sont essentiels pour la conservation. Elles assurent l'apprentissage, la transmission des

connaissances et des valeurs vitales de génération en génération. En outre, les femmes de Marsabit sont généralement les seuls soutiens de famille. Elles réussissent à augmenter leurs revenus grâce à la vente des oeuvres de perles et à l'agriculture irriguée, ce qui aide les familles à faire face à l'absence des hommes et les rend moins vulnérables.

Le gouvernement kenyan est bien avancé en matière de politiques et d'instruments juridiques. La loi sur la gestion et la coordination de l'environnement reconnaît plusieurs droits et responsabilités en matière d'environnement et les principes généraux de la loi sont fondés sur l'article 42 de la Constitution de 2010. Ceci affirme le droit de chaque citoyen à un environnement

propre et sain, y compris le droit à la protection de l'environnement pour le bénéfice des générations présentes et futures. La Constitution reconnaît également les peuples autochtones (article 260) ; définit les forêts comme des ressources naturelles ; et classe les forêts communautaires qui sont dévolues aux communautés comme des terres communautaires (article 63). Cependant, la Constitution ne prévoit pas spécifiquement la conservation et la préservation des forêts. En outre, la nouvelle loi sur les terres communautaires, adoptée en 2016, vise à garantir l'égalité des sexes et la sécurité d'occupation. Cependant, les femmes ne connaissent pas leurs droits. [2]

Les femmes autochtones Rendille lors de la réunion de l'IRCC. Edna Kaptoyo/GFC



Le bétail et les paysans sont affectés par des fosses ouvertes, comme celle-ci, qui a été laissée par l'extraction industrielle de matériaux pour la construction de routes. Edna Kaptoyo/GFC

La résilience de la conservation communautaire dans la forêt de Nyekweri Kimintet

Les Maasai près de Nyekweri Kimintet vivent en harmonie avec la faune et conservent les forêts en suivant les lois et les valeurs coutumières.

Au cours des évaluations, les membres de la communauté de la forêt de Nyekweri Kimintet ont identifié des menaces externes importantes, notamment le manque de protection juridique des forêts communautaires par le comté et par des lois ou des institutions nationales chargées de les protéger. Le cadre

juridique reconnaît le rôle des forêts communautaires dans la conservation de la biodiversité et les services écosystémiques, mais ne soutient pas les communautés pour qu'elles puissent renforcer leurs pratiques de conservation. De plus, les autorités nationales et locales des forêts et de la faune ne travaillent pas dans les zones de conservation des forêts communautaires. L'impact croissant de la sécheresse a également entraîné une perte de biodiversité et d'eau, ce qui provoque des

conflits entre la faune sauvage et les communautés.

Les principales menaces internes mentionnées sont l'érosion des valeurs culturelles qui régissent la conservation à cause de la privatisation des terres, l'exode des jeunes vers les villes à la recherche d'emploi qui implique la perte des connaissances écologiques traditionnelles, la déforestation provoquée par l'usage de charbon comme combustible et le surpâturage.

La résilience de la conservation communautaire à Marsabit

Les peuples Rendille ont un lien fort avec l'environnement et les valeurs liées à la conservation sont bien enracinées dans leur culture. Par exemple, traditionnellement, ils ne coupent les branches d'arbres qu'en cas de besoin pour la construction de maisons, et les plantes médicinales et les herbes sont extraites de façon durable. En tant que bergers, la communauté a établi des itinéraires de migration pour son bétail qui permettent à la végétation de se régénérer.

Lors des évaluations, les femmes Rendille ont identifié quatre menaces internes clés. La première est la déforestation, due à la demande de bois et de charbon de

bois et le surpâturage du bétail qui entraînent la perte d'espèces clés d'arbres et d'animaux sauvages. La deuxième est la perte des connaissances et des valeurs traditionnelles, ce qui a conduit à l'utilisation incontrôlée des ressources. L'augmentation de la population et les impacts des industries extractives comme l'extraction de sable ont également été relevés.

Les menaces externes identifiées incluent des étrangers qui s'installaient illégalement sur leurs terres pendant les saisons de sécheresse, en particulier dans la communauté Logologo.

Un autre problème est la propagation d'une espèce d'arbre envahissante - *Prosopis juliflora* ou « mathenge » - qui a été introduite par le gouvernement et qui est maintenant largement répandue à Marsabit. Il a longtemps été considéré comme menace par les résidents en raison de ses impacts négatifs sur le bétail et les espèces indigènes dans la région. La loi sur la coordination de la gestion de l'environnement exige que toute introduction d'espèces exotiques, à quelque fin que ce soit, fasse l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement (EIE) pour être considérée comme légale. Dans le cas de cette espèce, une EIE a été réalisée, mais aucune évaluation d'impact social n'a été effectuée. [3] Un autre

problème est le changement climatique qui conduit à la diminution des sources d'eau douce et une sécheresse extrême à Marsabit. [4]

Des ânes transportent du bois de chauffage de la forêt de Nyekweri vers les centres urbains voisins. Edna Kaptoyo/GFC



Les femmes autochtones se rassemblent lors de la réunion de la communauté à Kimintet, Lolgorian Trans-Mara. Edna Kaptoyo/GFC



Conclusions et recommandations : Nyekweri Kimintet

Selon la vision des membres de la communauté de la forêt Nyekweri Kimintet, la préservation des forêts pour les générations futures est fondamentale.

Les solutions pour les menaces externes proposées par la communauté incluent offrir du soutien à la communauté notamment pour des visites d'échange avec d'autres zones de conservation, l'apprentissage pratique et l'adoption des meilleures pratiques, ainsi que le renforcement des liens avec les autorités environnementales du comté et des gouvernements nationaux comme le

Service de la forêt de Kenya (KFS, selon son sigle en anglais) et le Service de la faune du Kenya (KWS). D'autres solutions incluent du soutien financier pour la gestion des zones de conservation, pour la mise en oeuvre des initiatives de reboisement afin de restaurer les aires dégradées et pour payer des gardes-chasses bénévoles pour surveiller la zone de conservation ; et le développement de protocoles communautaires pour compléter les lois nationales, réguler l'interaction de la communauté avec la terre, et mettre en place des systèmes de pâturage et de gestion des terres. La

sensibilisation des membres de la communauté et le partage d'informations sur la législation environnementale nationale existante les encourageraient à s'engager avec les décideurs et contribueraient à l'application de la loi.

Ils recommandent également de renforcer la fiduciaire *Nyokonyo/Kimintet* en tant qu'institution et de promouvoir l'écotourisme, afin d'augmenter la participation de la communauté à la conservation durable et de faciliter la conservation des ressources fauniques.

Témoignages

Sankau Ole Ntokoyuan est un ancien Maasai qui pratique le pastoralisme. Avec d'autres membres de la région de Kimintet, il a cédé des terres privées afin de contribuer à la conservation de la forêt de Kimintet et renforcer la résilience de leurs efforts de conservation. Il défend clairement la protection des forêts communautaires et conseille la communauté sur les questions liées à la conservation. Il dit : « En tant que communauté soucieuse de la conservation, l'IRCC nous a aidés à comprendre des problèmes que nous n'arrivons pas à comprendre par nous-mêmes. L'IRCC nous a rappelé le passé, les défis du présent et que nous pouvons maintenant planifier comment nous allons récupérer nos pratiques de conservation et renforcer notre résilience de façon plus effective. Nous sommes déterminés à continuer à utiliser nos pratiques de conservation traditionnelles. »



Sankau Ole Ntokoyua.
Edna Kaptoyo/
GFC

Alice Howo Lesepe est une femme autochtone du peuple Rendille de Logologo, situé dans le comté de Marsabit au Kenya. Elle est secrétaire et membre du groupe de femmes Merigo, qui cherche à aider les femmes autochtones à mieux connaître leurs droits économiques et à sensibiliser la population sur la conservation de l'environnement et l'importance de faire pression sur les enjeux liés aux industries extractives. Elle est une militante active au niveau local et membre du comité de l'environnement de sa communauté. Alice dit : « Je suis content avec l'IRCC parce qu'elle nous a été utile. Nous, les femmes autochtones, jouons un rôle crucial dans la conservation et la reconnaissance de l'importance des connaissances traditionnelles pour les défis actuels et les générations futures. »



Alice Hawo Lesepe.
Edna Kaptoyo/
GFC

Alice Hawo Lesepe, Logologo, Marsabit

Sankau Ole Ntokoyuan, village de Kimintete

Conclusions et recommandations : Marsabit

Les communautés de Rendille proposent d'arrêter la déforestation en sensibilisant la population sur l'importance de la conservation, en partageant des informations sur l'utilisation durable des ressources et en faisant de la pression en faveur de changements de comportement généralisés pour améliorer la santé et le bien-être de l'environnement.

Les solutions proposées par la communauté comprennent le renforcement de l'engagement avec le leadership local et du comté dans l'élaboration de nouveaux règlements sur

les industries extractives ; l'établissement des partenariats avec les organisations de la société civile sur le plaidoyer et la formation sur les lois existantes en matière de conservation et d'environnement ; et l'élaboration de lois communautaires régissant l'utilisation des ressources.

Elles ont également proposé la formation de comités environnementaux communautaires pour renforcer leur rôle dans la conservation, organiser des ateliers de renforcement des capacités, utiliser des « *baraza* » locaux [5] pour mobiliser toute la communauté et

faciliter leur appropriation du processus. Mobiliser les groupes de femmes sur les problèmes environnementaux et le changement climatique ont également été soulignés.

Leurs recommandations incluent également les actions comme faire pression sur les autorités locales et les autorités environnementales du gouvernement du comté, et renforcer le rôle des femmes dans la conservation en créant des réseaux de femmes pour la conservation et la défense des questions environnementales au niveau local et régional.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Kenya, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Références

[1] Service de la faune du Kenya. <https://www.kws.org/>

[2] Constitution du Kenya 2010

[3] Loi sur la coordination de la gestion de l'environnement

[4] PACIDA 2009. Kenya : Rapport sur la situation de sécheresse de Marsabit, Chalbi et le district de Laisamis.

[5] 'Baraza' est un rassemblement formel de membres de la communauté et de dirigeants locaux pour partager des informations et discuter les problèmes de la communauté.



Kirghizistan

Introduction

Trois communautés locales ont participé à l'Initiative de résilience de la conservation communautaire au Kirghizistan. Toutes ces communautés sont localisées à proximité ou au sein des réserves naturelles protégées. Elles vivent près des forêts et ont de l'expérience en conservation.

Le village de Shabdan, dans la province de Tchouï, est situé près du Parc national Chon Kemin établi en 1993 avec une superficie de 500 hectares. La vaste faune sauvage de cette vallée comprend six espèces de plantes et 21 espèces d'animaux qui sont inscrits dans le Livre rouge, tels les léopards des neiges, les bouquetins et les aigles royaux. La flore inclut, quant à elle, des conifères et des forêts mixtes [1]. Les habitants de la région sont obligés d'acquiescer des permis du Département des forêts pour utiliser des produits forestiers ligneux et non ligneux, tels les champignons, les baies et les plantes médicinales. Le bétail de pâturage est également régularisé par un système de permis spéciaux.

Le village de Zhyrgalan, dans la province d'Yssyk-kol, est localisé près d'une réserve naturelle nationale et à la frontière de la réserve biosphère des Nations Unies où l'on trouve des écosystèmes lacustres et terrestres. Auparavant, les habitants locaux vivaient majoritairement de l'exploitation minière de charbon jusqu'à ce que l'Union soviétique s'effondre – moment où ils se sont tournés plutôt vers l'élevage de bétail, la chasse et le traitement du bois. Il n'y a pas beaucoup

de pâturages dans le village ; les principaux sont loués du Fond national pour les forêts. L'abattage industriel est interdit et il faut des permis spéciaux pour la chasse.

Le village de Kashka-Suu, dans la province de Dzhatal-Abad, est situé près de Padish-Ata, une autre réserve naturelle nationale inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco en 2016. La réserve de 30 560 hectares a été fondée en 2003 afin de protéger les forêts naturelles de genévriers et les sapins Semenov, emblèmes du pays. Elle abrite sept espèces de plantes, trois espèces de mammifères et quatre espèces d'oiseaux inscrits dans le Livre rouge. Le sanctuaire sacré musulman de Mazar Padish-Ata est situé à cet endroit et selon la légende, Said Khamid ibn Salmani Farsi vivait sur ce territoire au courant des 6^{ème} et 7^{ème} siècles, prêchant l'Islam comme représentant de l'Arabe Padishah. [2]

En 2007, des dessins sur les parois de cavernes (pétroglyphes) ont été découverts. Ceux-ci mettaient en images des scènes de chasse ainsi que des symboles représentant le soleil, la biodiversité et les objets d'usage courant. On retrouve également environ vingt-cinq sépultures réparties sur le territoire. Puisque le pâturage de bétail, la coupe d'arbres et la chasse sont interdits, les résidents du village organisent des



Cartographie réalisée par des activistes locaux illustrant les menaces auxquels le village Kashka-Suu fait face. BIOM/GFC



Les femmes du village de Shabdan participent à un exercice de cartographie. BIOM/GFC

excursions sur les lieux culturels et religieux et produisent des conserves de légumes et de fruits.

L'évaluation de l'IRCC a démontré que les hommes et les femmes ont des expériences et des pratiques différentes en ce qui concerne la conservation des ressources naturelles. Par contre, au Kirghizistan, la loi stipule qu'il ne faut pas avoir plus de 70% des citoyens de même sexe impliqués dans l'utilisation des ressources naturelles [3]. Les solutions devraient donc inclure des approches qui conviennent à la fois aux femmes et aux hommes.

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire

Bien que les villageois soient limités par les réglementations des zones protégées, ils persistent à conserver activement leurs environnements locaux. A Shabdan, par exemple, la communauté a mis sur pied une pépinière de pommiers sauvages. Les pommiers sauvages sont indigènes à la zone centrale de Tian-Shan et quelques-uns d'entre eux sont inclus dans le livre rouge du Kirghizistan. Leur protection est primordiale pour la communauté car ces arbres ont un seuil élevé de résistance aux maladies et aux conditions météorologiques défavorables. Les élèves de l'école du village ont transféré des pommiers adultes dans les résidences du village et en ont planté d'autres dans la nature. Ils sont en train de créer un jardin ethnobotanique dans l'école, ce qui aidera les élèves à apprendre davantage sur la biodiversité dans leur région et à s'instruire sur la manière de la protéger et de la conserver.

À Kalmak Ashu, près du village de Shabdan, les résidents locaux, jeunes pour la plupart, ont eux aussi organisé des initiatives environnementales, incluant une initiative pour combattre la coupe illégale d'arbres, le braconnage et l'exploitation pastorale. Ils collaborent avec les autorités locales, les travailleurs forestiers et l'administration du parc national et ont été en mesure de prévenir plus de cent violations. Aujourd'hui, les violations des règles environnementales par des locaux sont très rares.

Suite à l'échec de la mine de charbon à Zhyrgalan, les résidents locaux ont souvent eu recours à l'exploitation forestière, le braconnage et le pâturage de bétail. Toutefois, plusieurs familles ont eu l'idée de développer le tourisme hivernal, et de plus en plus de familles se joignent à l'initiative au fur et à mesure que l'idée prend forme. Il s'agirait d'une

activité complémentaire à l'écotourisme estival qui offre la possibilité d'observer une grande variété d'oiseaux, telles les grues qui nichent sur les rives du Lac Turnaly à cette époque de l'année. L'usage illégal des ressources naturelles s'est raréfié et la population s'engage activement dans la conservation de la forêt, de la faune et de la flore. Les activistes locaux dénoncent également le braconnage et au cours des trois dernières années, on a observé dans la région une augmentation du nombre de perdrix, de faisans, de chevreuils et d'autres espèces qui auparavant se faisaient de plus en plus rares.

Grâce au mouvement écologique BIOM, les jeunes apprennent à réaliser les évaluations des écosystèmes, et à étudier les espèces végétales et animales locales (particulièrement les oiseaux), afin d'évaluer et de protéger la santé de leurs écosystèmes. Les villageois de Kashka-Suu et des alentours ont durement travaillé pour améliorer les routes menant à Mazar, un site sacré accessible aux pèlerins et aux touristes. Les femmes sont bien représentées au sein du conseil local et le comité de femmes a mis en place des initiatives commerciales axées sur l'environnement. Dans le village et les territoires adjacents, des framboises, des **жүзүм** (prunes sauvages) et des berbérises sont cueillis et mis en conserves de légumes, de baies, de fruits secs et de sirops afin d'être commercialisées: en effet, ces conserves sont vendues aux résidents locaux, aux touristes et

également aux institutions scolaires. Par ailleurs, les villageois se sont mobilisés pour protéger et restaurer un écosystème où a été aperçue une famille de porcs épics (**аңгавуу чондоку**). Cette espèce est inscrite dans le Livre rouge du Kirghizistan et est en voie d'extinction. [4]

Toutefois, ces efforts sont menacés par l'augmentation de l'instabilité économique et de la concurrence pour les ressources naturelles au sein de la



Les résidents du village de Shabdan accueillent les touristes. BIOM/GFC



Participants de l'IRCC dans le village de Zhyrgalan. BIOM/GFC

population. Cette situation génère d'importants conflits : par exemple, l'exploitation pastorale excessive du bétail détériore les pâturages ainsi que la flore, et les conséquences écologiques de la hausse du tourisme organisé et non organisé (tel le ski de fond en hiver et les randonnées pédestres en été, à Zhyrgalan) n'ont pas été suffisamment étudiées. Récemment, dû à l'intérêt de plus en plus marqué de la part des touristes pour visiter la nature sauvage et vierge, de nombreux impacts négatifs sur les écosystèmes naturels fragiles ont été observés. Le braconnage a été identifié comme étant la principale menace pour

l'ensemble des villages, tout comme d'autres sources potentielles de risques telles l'exploitation et la transformation abusives des ressources naturelles. Les autorités locales tendent également à ignorer les intérêts des résidents : effectivement, dans le village de Shabdan, les autorités convertissent les zones forestières inondables en fermes piscicoles causant d'importants

dommages aux écosystèmes des forêts et à l'ensemble du Parc national Chon Kemin. Les espèces endémiques de poissons se raréfient et les profits engendrés par la pisciculture sont distribués inégalement : les habitants locaux n'en voient pratiquement pas les bénéfices.

Conclusions et recommandations

La principale conclusion de l'évaluation de l'IRCC est le besoin de soutenir la participation et l'engagement des communautés locales dans le contrôle gouvernemental de la biodiversité, des écosystèmes, des forêts, des pâturages et de la faune du Kirghizistan. Les communautés sont intéressées et motivées, mais restent toutefois limitées par les menaces décrites précédemment.

Les communautés locales exigent l'implantation d'outils juridiques plus efficaces, ainsi qu'un meilleur système de prise de décision et de supervision prenant appui sur des méthodes qui utilisent des bioindicateurs. Ceci les aiderait à conserver leurs écosystèmes de manière que leurs stratégies de développement local en soient bénéficiées (des lois et des règlements sont d'ailleurs déjà en cours de développement dans le but d'assurer que

les communautés puissent organiser et maintenir des zones protégées spéciales, et ce, par l'entremise de leurs conseils locaux [5,6]). Les systèmes de gestion basés sur la communauté, telle la gestion communautaire des forêts et des pâturages,

peuvent également être des moyens efficaces pour promouvoir l'usage durable des ressources naturelles.

Les communautés exigent également que l'éducation souligne les effets négatifs de l'utilisation excessive des ressources naturelles et encourage les pratiques traditionnelles de conservation par l'entremise, entre autres, de comptes traditionnels ou d'épopées reliées à la conservation de la nature (telles les sagas kirghizes Kozhozhash et Manas). Les établissements scolaires locaux devraient également instruire les élèves sur les écosystèmes locaux et leur fonctionnement ainsi que sur les moyens pour les protéger.

La conservation de la biodiversité et des écosystèmes devrait aussi être un élément fondamental des projets de développement socio-économique, que ce soit à l'échelle locale, des districts (район) ou régionale (область). Les méthodes d'observation basées sur la bioindication devrait être adoptées comme outils de prise de décision dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.

Les communautés veulent que l'État s'engage à :

- Préserver au moins 60% des écosystèmes terrestres, spécialement les forêts, soutenir la conservation communautaire de la nature et mettre en oeuvre des programmes de

Les guides expérimentés du village de Zhyrgalan connaissent plusieurs légendes locales. BIOM/GFC



Rencontre d'activistes locaux dans le village de Shabdan. BIOM/GFC

Témoignage

Je suis née et j'ai grandi à Shabdan. J'ai une grande famille : mon époux et six enfants. J'ai travaillé comme bergère dans mon village pendant plus de quarante ans. Mon père était berger et j'ai appris de lui et de mes ancêtres comment utiliser les pâturages sans endommager les écosystèmes. Traditionnellement, il y avait des campements nomades dans les hautes montagnes du Kirghizistan. Les pâturages sont divisés en quatre catégories : hiver, printemps, été et automne. Quand le pâturage a-t-il accompli son travail ? Est-il venu le temps de passer à d'autres pâturages ? Est-il venu le temps de monter la montagne ? Quand est-il temps d'exploiter les pâturages et quand est-il temps d'arrêter ? Voici les connaissances transmises de génération en génération. Toute ma vie, j'ai utilisé ces connaissances, elles se sont transformées en ma profession, le travail de ma vie. Je laissais paître le bétail et je prenais soins des pâturages. Aujourd'hui, je transmets ces savoirs aux générations suivantes, mais nous observons qu'à plusieurs endroits, ces acquis disparaissent. Ils sont peu à peu remplacés par un usage non-durable, lorsque les gens ne se soucient pas de la destruction des prés et qu'ils préfèrent se concentrer sur le profit à court-terme. Il est important que le savoir de nos ancêtres soit préservé pour que nous puissions y avoir accès. Les pâturages sont nos cadeaux du ciel et nous devons vivre en harmonie avec la nature et les connaissances de nos ancêtres.



Batma Inarbekova, village de Shabdan. BIOM/GFC

Batma Inarbekova, village de Shabdan, Kirghizistan

- prévention du braconnage ;
 - Identifier les moyens d'augmenter le tourisme sans mettre en péril les écosystèmes (par l'entremise d'infrastructures intelligentes) ;
 - Développer des règlements scientifiques et des pratiques de gestion environnementale reliés à l'utilisation des ressources naturelles, telles les plantes médicinales, ainsi que les fruits ou les baies sauvages ;
 - S'assurer que les fonds internationaux soient utilisés efficacement et qu'ils aient un impact environnemental concret.
- D'autres recommandations incluent :
- S'assurer que le droit d'utiliser les ressources naturelles aille de pair avec la responsabilité et la réhabilitation, incluant la restauration des systèmes traditionnels de pâturage au bétail, saisonnier et par zones ;
 - Développer les capacités de gestion et d'organisation communautaires des dirigeants locaux en lien avec la gestion des ressources naturelles ;
 - Évaluer et superviser la capacité de charge touristique des territoires locaux ;
 - Des efforts et de la pression internationaux afin de s'assurer que l'initiative chinoise *China's Belt and Road* inclut des indicateurs écologiques et des objectifs pour la diversité biologique, et qu'elle ne se base pas sur le transfert de technologies polluantes et la destruction d'écosystèmes naturels.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Kirghizistan, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

References

[1] <https://triptokyrgyzstan.com/ru/destinations/places/nacionalnyy-park-chon-kemin>

[2] Bатырбекөв А, 2016. The Unique Kyrgyzstan: Reserve and Sacred Mazar Padysh-Ata.

<https://ru.sputnik.kg/video/20160720/1027937702.html>

[3] Law of the Kyrgyz Republic "On State Guarantees of Equal Rights and Equal Opportunities for Men and Women", 2008.

http://adiilet.zan.kz/eng/docs/Z090000223_

[4] Red Book of the Kyrgyz Republic, 2005,

http://www.kyrgyzstantravel.info/kyrgyzstan/red_book.htm

[5] Draft Law "Ecological Codex", 2017,

<http://www.caresd.net/img/docs/5286.pdf>

[6] Law on "Amendment and Supplement to the Law on Specially Protected Natural Territories of the Kyrgyz Republic", 2017,

<http://www.gov.kg/?p=92591&lang=ru>



Sabah, Malaisie

Introduction

Cette initiative sur la résilience de la conservation communautaire (CCRI) a été réalisée dans cinq villages de Sabah. Ces sites emblématiques ont été sélectionnés car ils reflètent des pratiques différentes d'utilisation des terres qui sont fréquemment observées dans leurs communautés respectives.

Sg. Eloi se situe dans le district de Pita, dans une zone de mangroves, à l'embouchure du fleuve Pitas. Les membres de la communauté oeuvrent à la protection, la restauration et à la mise en place d'une utilisation pérenne de leur forêt de mangroves. Alutok se trouve dans le district de Tenom; une partie de son territoire inclut une réserve forestière commerciale, la réserve forestière de Sipitang et la communauté s'efforce de garantir et de mettre en relief leurs pratiques traditionnelles de gestion de la forêt. Kiau s'étend au pied du Mont

Kinabau dans le district de Kota Belud et les membres de la communauté recherchent activement une reconnaissance officielle de leurs terres de la part du gouvernement et un renouveau de leurs pratiques traditionnelles. Mengkawago est situé dans le district de Tongod, au sein d'une réserve forestière commerciale, la réserve forestière de Mengkawago ; et les membres de la communauté tentent d'assurer la continuation de leurs pratiques traditionnelles dans la réserve forestière. Terian est dans le district de Penampang, sur les montagnes de la chaîne montagneuse de Crocker. Le village central est situé en bordure du parc des montagnes Crocker, mais certaines parties du territoire empiètent sur le parc. La communauté oeuvre à renforcer leur système de gestion communautaire des bassins versants.

Avec l'aide d'un financement de la Fondation du Commonwealth, ce projet de trois ans (2015-2017) a pour objet de renforcer la résilience des institutions coutumières et des systèmes de gouvernance des ressources naturelles par les peuples autochtones grâce à un engagement constructif dans les processus de prise de décisions. Le projet comporte plusieurs volets : une documentation des institutions coutumières et des systèmes de gouvernance des ressources naturelles, un renforcement des réseaux locaux et internationaux et un engagement avec les décideurs politiques visant à améliorer la mise en place de législations favorables et la promotion de réformes institutionnelles et législatives. Cinq communautés sont concernées venant de différentes parties de Sabah, chacune confrontée à des problèmes différents.



L'élaboration de la cartographie des ressources de la communauté. PACOS Trust



Le village d'Alutok, Sabah. PACOS Trust

L'Initiative de conservation communautaire et l'impact biologique

Le peuple du groupe ethnique Tombunuo de Sungai Eloï, Pitas, dépend de ses forêts de mangroves qui lui apportent protéines, carburant et plantes médicinales. De surcroît, c'est dans les forêts de mangroves que s'exprime leur spiritualité. La communauté identifie et gère ses zones de conservation selon des pratiques et des usages coutumiers et traditionnels.

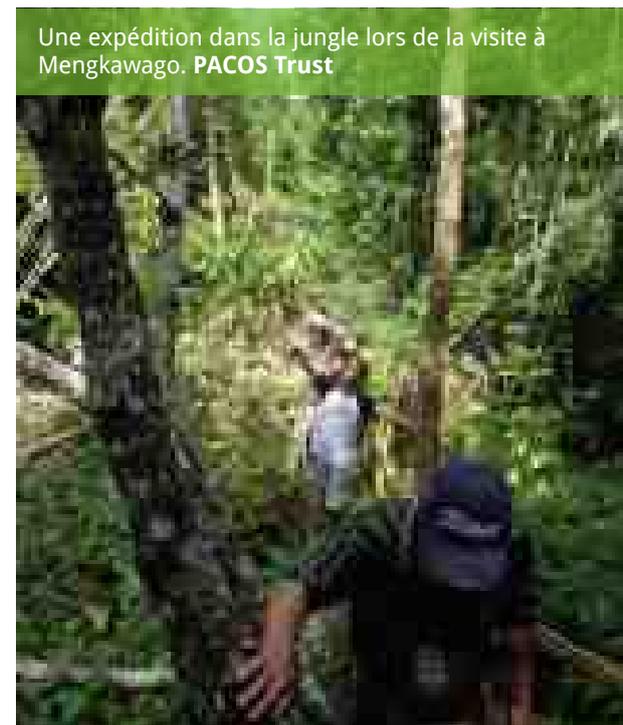
Les Murut Tahol d'Alutok, Ulu Tomani sont des chasseurs cueilleurs tributaires de la forêt sur laquelle ils veillent avec soin. Par exemple, ils pratiquent la coutume du *tinani* en préparation pour de grandes et importantes occasions comme les mariages. *Tinani* est une coutume qui interdit la chasse et la cueillette de ressources dans une zone spécifique de la forêt pendant une certaine période, avant un grand évènement, visant à assurer que les ressources ne s'épuisent pas et à empêcher les conflits dans la communauté.

Située au pied du Mont Kinabalu, la zone de conservation de la communauté forestière Kiau est une zone forestière de 4,150 km² que la communauté considère comme une aire patrimoniale. La communauté Dusun se concentre sur la revitalisation des pratiques forestières traditionnelles telles que l'utilisation de termes de la langue dusun pour ce qui a trait à la forêt (*havin jayu*) et le respect accordé aux esprits de la forêt (*mamutakoyimantani*). Afin de préserver la forêt, ils ont également établi un protocole qui en gouverne l'utilisation.

À Mengkawago, la communauté Sungai Rumanau, tributaire de la forêt, est l'une des rares communautés qui pratique toujours l'ancien savoir de la collecte du miel d'abeilles dont l'essaim se trouve dans une espèce d'arbre particulière (*Mriggaria*). La communauté a documenté son savoir traditionnel sur la collecte de miel sauvage au sein de leur zone forestière communautaire, zone

qu'ils tentent également de protéger. En collectant le miel de façon pérenne, la communauté protège également la forêt environnante, avec les bénéfices environnementaux qui en découlent.

Les membres de la communauté Dusun de Terian habitent dans les collines ; la plupart sont fermiers, et cultivent le riz et des cultures de rente telle que le caoutchouc. Ils sont tributaires de la rivière Terian pour subvenir à leurs besoins et disposent d'une micro turbine hydraulique qui génère de l'électricité et d'un système d'approvisionnement en eau propre par gravité ; ils gèrent et maintiennent activement en bonnes conditions la rivière et le bassin versant dans leur village.



Des menaces internes et externes pèsent sur l'IRCC

Un projet d'élevage de crevettes à grande échelle à Sungai Eloï entraîne le défrichage des mangroves qui sont essentielles à la subsistance des communautés et au maintien de l'environnement avoisinant. Plus de 8 km² ont été défrichés depuis 2012. Les services de Protection de l'Environnement ont approuvé l'étude d'impacts environnementaux (EIE) et l'entreprise prévoit le défrichage de 4 km² supplémentaires en dépit des protestations des communautés et de certaines ONG. Les dirigeants de la communauté sont menacés – il s'agit d'une tendance mondiale croissante qui affecte les dirigeants des peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement.

Une partie d'Alutok et de sa communauté forestière fait partie d'une réserve forestière de classe II qui est, à présent, la propriété d'un concessionnaire (Sabah Forest Industry), ce qui précarise la tenure foncière des membres de la communauté. Ils se voient confrontés à des menaces d'empiétement, puisqu'ils n'ont aucun droit sur les forêts, et à la possibilité de perdre leur forêt communautaire à cause de la déforestation et des plantations d'~~Alutok mangrove~~. La faune et la flore de cette zone sont également atteintes.

À l'origine, les communautés de Kiau utilisaient leurs territoires coutumiers comme des terrains de chasse où ils glanaient et

chassaient pour se nourrir. Après que le gouvernement ait désigné ces forêts comme parc national en 1964, la communauté en a perdu la propriété et en conséquence leur pratiques traditionnelles de chasse et de cueillette ont été interdites. Bien que les forêts aient été retirées du parc national en 1980, elles sont toujours légalement propriété de l'État et la tenure foncière de la communauté est toujours précaire. Des projets de développement de tourisme préoccupent la communauté car les entreprises intéressées peuvent maintenant faire des demandes d'obtention de titre foncier.

Mengkawago fait partie d'une réserve forestière de classe II depuis 1984. Tout comme à Alutok, la communauté n'a aucun pouvoir de gouvernance sur la forêt qui peut être abattue par le concessionnaire. Tout autre activité humaine (telle que la chasse) au sein de la

Réserve forestière est interdite sans un permis, ce qui affecte l'accès aux ressources forestières de la communauté et leurs pratiques traditionnelles tributaires des forêts.

Alors que le village de Terian est assez isolé avec un mauvais accès à des routes de gravier, il est parmi les neuf villages menacés de submersion ou de relocation à cause de la proposition de développement du barrage Kaiduan (12km² de terres submergées et 350 km² désignées comme réserve de bassin versant). Même avant le projet de barrage, la communauté de Terian luttait pour la reconnaissance des parties de son territoire, dont des terrains de chasse, qui font partie d'un parc national (le Parc national de Crocker Range).

La communauté a fait des efforts pour replanter les palétuviers dans les zones affectées. PACOS Trust



Approches, stratégies et politiques axées sur les solutions

Sungai Eloi, Pitas

La communauté promeut l'importance environnementale, sociale et culturelle des mangroves ainsi que leur gestion et protection. Elle fait appel à l'entreprise, au gouvernement national et aux agences concernées d'arrêter le défrichage des mangroves et d'aider à leur restauration. Les communautés ont également entrepris une campagne de sensibilisation sur leur lutte lors des réunions régionales et internationales sur les droits humains et la conservation de la biodiversité.

Alutok, Ulu Tomani

À Alutok, des réunions de la communauté et des ateliers vont être organisés afin de former un comité de *ibunt* visant à sensibiliser la communauté et les jeunes sur l'importance de la pratique *ibunt*. Il est aussi prévu d'organiser des formations dans le but de consolider les compétences et la capacité du comité de *ibunt* dans la documentation. Ils espèrent qu'en présentant la pratique du *ibunt* comme une bonne pratique de gouvernance de la forêt, elle pourra être reconnue et soutenue par le gouvernement et les décideurs politiques et qu'ainsi, leur forêt communautaire pourra être retirée de la Réserve forestière — ou tout au moins que la gouvernance et la gestion de la forêt communautaire au

sein de la Réserve forestière leur soit dévolue.

Kiau, Kota Belud

Les membres de la communauté s'efforcent à présent d'obtenir une reconnaissance de leur aire de conservation en travaillant avec le parc de Sabah et Ecolinc [projet dont le but est d'augmenter les liens entre le Parc de Crocker Range et le Parc de Kinabalu, notamment grâce à la reconnaissance des APAC (aires du patrimoine autochtone et communautaire)] et en faisant une demande de désignation de Réserve nationale, dans l'espoir de pouvoir protéger la forêt selon les pratiques traditionnelles. Ils veulent

que le gouvernement reconnaisse la réserve forestière communautaire et pour ce faire, ils prévoient de mieux documenter leurs pratiques, de mettre à

La récolte du miel par les membres de la communauté Mengkawago. PACOS Trust



Les piquets de bambous utilisés pour fabriquer des échelles pour monter les arbres. PACOS Trust



jour le protocole de la communauté et de rencontrer les agences gouvernementales concernées.

Mengkawago, Tongod

La communauté de Mengkawago espère démontrer l'importance et les multiples valeurs de la forêt et obtenir une reconnaissance légale ainsi que la protection de leurs terres coutumières, de leurs pratiques et de leurs moyens d'existence. Jusqu'à présent, la communauté a réussi à terminer la carte et le profil de la communauté et a documenté les sites historiques. Elle est également en train de documenter la pratique traditionnelle de collecte de miel en tant qu'exemple de gestion communautaire de la forêt. La communauté espère que grâce à la documentation de cette activité traditionnelle,

elle pourra obtenir un accord officiel avec le Ministère de la Forêt prenant en compte les bénéfices mutuels apportés à la conservation de la forêt. Cet accord pourrait également aplanir les difficultés qui existent entre le Ministère de la Forêt et les communautés en ce qui concerne les activités agroforestières (Lasimbang, 2016).

Terian, Ulu Papar

Les membres de la communauté de Terian vont nommer un comité de travail, organiser des campagnes de sensibilisation et engager des dialogues avec les parties concernées afin de démontrer qu'ils sont les gardiens des bassins versants et des forêts avoisinantes — qui font également partie de la Réserve de Biosphère de l'UNESCO. La communauté espère que le projet de barrage sera reconsidéré, sinon arrêté complètement, et que leur protocole traditionnel sera reconnu. Les efforts afin d'établir une Zone d'utilisation communautaire avec les parcs de Sabah n'ont pas encore porté fruit, bien que

cette zone soit maintenant reconnue comme Réserve de Biosphère de l'UNESCO. Peut-être pourraient-ils discuter avec l'UNESCO des préoccupations concernant le barrage, mais il reste des défis plus importants tels que le financement du gouvernement et le processus d'approbation.

Pour monter au sommet des arbres, les membres de la communauté utilisent des échelles de bambous.
Tony Allison/PACOS Trust



Vue sur le Mont Kinabalu. PACOS Trust



Conclusions et recommandations préliminaires

Les communautés concernées ont démontré leur résilience et leur capacité à être des gardiens de leurs territoires coutumiers mais des défis considérables menacent encore leurs territoires et leurs pratiques à court et à long terme. Les protocoles communautaires consolidés pourront servir de base claire à des dialogues ciblés et à des négociations avec les agences gouvernementales et autres parties concernées. À présent, des dispositions politiques et législatives existent qui pourraient être mises en place par le gouvernement. Cependant, avant d'atteindre les objectifs, certains défis s'élevèrent, notamment l'élimination de possibles conflits d'intérêt, la reconnaissance appropriée des différentes formes de loi coutumière et de système de gouvernance et l'assurance d'une gouvernance équitable et d'une gestion efficace des ressources naturelles dans les zones qui chevauchent les territoires des communautés. Une coordination entre les agences gouvernementales, la promotion d'une recherche et d'une éducation appropriées à la culture et une juridiction favorable permettraient de surmonter certains défis (Lasimbang, 2016).

Une recommandation commune à toutes les communautés est de tenter d'obtenir une reconnaissance des protocoles de leur communauté auprès des cours de justice autochtones, spécialement lorsque le système judiciaire de l'état n'a pas reconnu les lois et les pratiques coutumières.

Sg. Eloi, Pitas

Tout développement supplémentaire de l'élevage de crevettes devrait être stoppé afin d'empêcher d'autres dommages sur les mangroves et les promoteurs du projet devraient payer les frais encourus pour la restauration de la mangrove détruite. Le Ministère de la Protection de l'Environnement devrait retirer l'approbation accordée à l'évaluation des impacts du projet d'aquaculture et organiser une consultation publique avec une participation complète et effective des villages de la zone concernée. Une consultation indépendante devrait être menée sur les impacts des programmes d'éradication de la pauvreté des gouvernements fédéraux et nationaux (tel que le projet d'élevage de crevettes). Les communautés devraient avoir le droit de déterminer le type de développement qui est approprié à leur mode de vie. Une autre option légale à prendre en considération, serait de travailler avec le Ministère de l'irrigation et de l'assainissement afin de reconnaître la présence de zones de conservation d'eau dans les mangroves de la communauté.

Alutok, Ulu Tomani

Le service de la Forêt de Sabah devrait retirer la forêt de la communauté de la Réserve forestière classe II ou la reclassifier en tant que réserve de forêt domestique (Classe III) et rendre aux communautés les responsabilités de gouvernance et de gestion, qu'elles exerceraient selon les pratiques et les savoirs autochtones. Cet arrangement devrait supprimer toute exigence de défrichage de la forêt sous couvert d'éradication de la pauvreté. Tout au moins, un accord de cogestion devrait être établi avec la communauté pour la gestion de la forêt communautaire.

Kiau, Kota Belud

Les Parcs de Sabah devraient continuer à apporter leur soutien à la communauté dans son effort de reconnaissance des pratiques de conservation mais d'une façon qui soit spécifique à chaque communauté dans la zone (corridor) de Ecolinc. Il conviendrait de discuter du pour et du contre des réserves autochtones et de toute autre forme de



Le rituel de la communauté pour demander aux esprits des forêts de protéger les mangroves de l'invasion and de la destruction. **Sudin Ipung/G6**

reconnaissance juridique, avec la communauté avant de procéder à une classification. Les Parcs de Sabah et toute entreprise intéressée par les opérations touristiques dans cette zone devraient aider la communauté à mettre en place des initiatives d'éco-tourisme en accord avec le protocole de la communauté et son plan de développement. Une autre option est également en considération, elle consiste à travailler avec le service des forêts de Sabah afin de délimiter et de classer la réserve forestière de la communauté en accord avec le protocole de la communauté.

Mengkawago, Tongod

Tout comme à Aluko, le service des forêts de Sabah devrait retirer le territoire traditionnel de la communauté de la Réserve forestière ou au minimum le reclasser en tant que Réserve forestière de classe III et rendre les responsabilités de gouvernance et de gestion, à la communauté qui les exercerait selon les savoirs et les pratiques autochtones. Tout au moins, le service forestier, le concessionnaire et la communauté devraient établir un accord de cogestion permettant à la communauté d'accéder aux produits non ligneux afin de subvenir à leurs besoins et de protéger les arbres

dont les abeilles dépendent. La communauté devrait également recevoir une compensation foncière égale en taille, qualité et fertilité à ce que le concessionnaire a défriché, cette compensation doit être décidée en accord avec la communauté. Une autre option afin de subvenir aux besoins de la communauté est également en considération, elle consiste à travailler avec le service social du Ministère des Forêts afin d'aider la communauté à établir une entreprise locale pour la collecte du miel.



Photo de groupe dans la forêt communautaire de Mengkawago. PACOS Trust

Témoignage

« La mangrove, c'est chez nous. Elle a été dévastée par l'élevage de crevettes. Nos dirigeants ne nous aident pas à défendre notre terre. En 2012 on nous a menacé quand nous essayions de chasser pour nous nourrir dans nos terrains de chasse traditionnels. Le manque de nourriture traditionnelle nous a gravement affecté. Il y a moins de *lucau* (coquillages), de poissons et de crabes. Certains jours, il n'y en pas du tout. Les demandes de propriété foncière à Kampung Kuyu ont été annulées en faveur de la ferme d'élevage de crevettes. Nous voulons que l'APAC continue dans notre communauté. Nous restaurons nos mangroves nous-même, nous voulons qu'elles soient préservées. Nous sommes prêts à mourir pour défendre notre terre. »

Olon Somoi, 46 ans, Kampung Sungai Eloi, Pitas



Olon Somoi. Beverly Joeman/GFC

Terian, Ulu Papar

Le gouvernement national devrait immédiatement stopper le projet de construction du barrage de Kaidan et identifier des alternatives d'approvisionnement en eau de la ville, notamment la rénovation des tuyaux afin d'éviter les fuites. Les Parcs de Sabah, le Ministère du Tourisme, de la Culture et de l'Environnement devraient jouer un

rôle plus actif et soutenir la communauté d'Ulu Papar dans son refus du barrage et utiliser la désignation de Réserve de biosphère de l'UNESCO afin de reconnaître les contributions de la communauté dans la gestion des bassins versants et plus généralement dans la conservation de la biodiversité ainsi que le besoin d'activités économiques pérennes dans la zone. Cela pourrait signifier reconnaître juridiquement des

zones de conservation des eaux et des zones utilisées par la communauté. Les protocoles de gestion des bassins versants des communautés devraient être reconnus officiellement et appuyés par toutes les agences gouvernementales concernées.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Sabah, Malaisie, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Références

Sabah Forestry Department, 2011. Sabah Forestry Department Annual Report 2010. Sandakan, Sabah. <http://www.forest.sabah.gov.my/pdf/ar2010/index.htm>

Lasimbang J, 2016. At least 5 communities practise 'Tagal Hutan'. Workshop on Promoting Tagal Hutan to Conserve Traditional Indigenous Practice, Enhance Watershed Management and Address Climate Change. Daily Express, 18 février, p2a. <http://www.dailyexpress.com.my/news.cfm?NewsID=106900>

Lasimbang J, 2016. Tagal Hutan to conserve culture, land and forest through development of a Policy Framework. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/rap/Asia-Pacific_Forestry_Week/doc/Stream_4/ST4_24Feb_Jannie_-_Tagal_Hutan_land_rights.pdf



Népal

Introduction

La Fédération des usagers des forêts communautaires du Népal (FECOFUN) a réalisé l'évaluation de l'IRCC avec des communautés dans les corridors de Barandabhar et de Basanta, ainsi que dans la région de Panchase, au Népal. 215 groupes d'usagers légalement reconnus gèrent les forêts communautaires qui recouvrent plus de 12 000 hectares (DoF, 2016) dans la région. Les groupes d'usagers ont joué un rôle clé dans la conservation de la biodiversité et les écosystèmes de ces zones.

hétérogène avec plus de 45 groupes ethniques dont la majorité sont des peuples autochtones. Ces derniers possèdent de riches connaissances traditionnelles et des pratiques coutumières d'utilisation durable liées à la gestion des forêts communautaires (MoFSC, 2015).

Les droits fonciers des Groupes d'usagers des forêts communautaires (GUFC) sur les terres forestières et les ressources sont reconnus en tant que forêts

en pratique, les peuples autochtones luttent constamment afin que leurs pratiques officieuses relatives à l'usage des forêts, ainsi que d'autres droits coutumiers - tels la récolte de produits forestiers non ligneux, l'agriculture itinérante ou encore le pâturage - soient reconnus par la législation forestière et les plans de gestion des forêts (NEFIN, 2016).

Le processus d'évaluation et les outils de l'IRCC incluait des entrevues, des

Une forêt communautaire gérée par les GUFC dans le district de Dolkha. Dil Raj Khanal/FECOFUN



Membres d'un groupe d'usagers des forêts communautaires gèrent leur forêt communautaire dans le district de Nawalparasi. Nawalparasi FECOFUN

Ces corridors et paysages sont d'une grande diversité socio-culturelle, représentent de différents écosystèmes et sont une source de revenus et un moyen de subsistance importants pour les peuples autochtones et les communautés locales (IPLCs pour son sigle en anglais) (MoFSC, 2014). La mixité sociale est

communautaires par l'Acte des forêts de 1993 et le Règlement des forêts de 1995 en tant que forêts communautaires. En théorie, quelques-unes des pratiques coutumières relatives à l'usage des ressources forestières des IPLCs ont été formellement intégrées au Plan de gestion des forêts communautaires, mais,

ateliers, des groupes de discussion, la narration individuelle d'histoires et une revue de la littérature. Lors de l'évaluation, quelques modalités de participation ont été adaptées en fonction des recommandations reçues des membres du groupe d'usagers, des agences et d'autres parties prenantes.

Les initiatives et les impacts de la conservation communautaire

D'après la législation forestière du Népal (Acte des forêts de 1993 et Règlement des forêts de 1995), les forêts nationales peuvent être régies de 5 manières différentes: les forêts communautaires, les forêts locatives, les forêts religieuses, les forêts gérées par l'état et les forêts protégées. L'exploitation forestière communautaire devrait être le régime de gestion nationale des forêts priorisé, mais en réalité, les agences gouvernementales sont réticentes à le reconnaître. Les communautés locales, par l'entremise des groupes d'usagers, possèdent le droit légal de revendiquer la gestion des forêts nationales adjacentes comme étant des forêts communautaires supplémentaires, selon cette législation. Toutefois, le gouvernement népalais est réticent à l'idée de céder les forêts nationales aux communautés locales, les transformant ainsi en forêts communautaires, parce

qu'elles sont une des sources de revenus principales du gouvernement central qui commercialise les produits forestiers ligneux et non ligneux (FECOFUN, 2015).

Cependant, suite aux campagnes de plaidoyer menées par des communautés locales, incluant celles établies dans ces corridors et ces paysages, le Bureau de district forestier du gouvernement a fini par céder la majorité des forêts nationales aux Groupes d'usagers des forêts communautaires.

Les groupes d'usagers ont contribué de façon significative à la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts grâce à des processus de régénération naturelle qui favorisent la régénération des écosystèmes et l'augmentation d'espèces fauniques au Népal (MoFSC, 2016). Ils conservent la

biodiversité et les écosystèmes, incluant les nouvelles zones de forêts nationales qui leur ont été cédées. Par exemple, les efforts des communautés au sein de la région de Panchase ont aidé à diminuer l'érosion des sols, les glissements de terrain et les inondations et ont également contribué à la conservation du Lac Phewa situé dans la vallée de Pokhara. Cette dernière est particulièrement importante pour le développement de l'éco-tourisme au Népal (UNDP, 2015). Par ailleurs, les forêts communautaires ont contribué au contrôle de l'empiètement des forêts pour d'autres fins. Toutefois, l'augmentation des zones de forêts protégées par le gouvernement central à différents endroits du pays a eu un impact négatif sur les communautés locales, entre autres celles dans les régions de Barandabhar et de Basanta.

Menaces externes et internes

La principale menace externe est la réticence du gouvernement à céder les forêts nationales aux Groupes d'usagers des forêts communautaires. Cette région possède une vaste et importante aire centrale de forêts nationales dont le gouvernement ne veut se départir puisqu'elle représente une importante source de revenu, même si les communautés locales la conservent de façon informelle. Les groupes locaux d'usagers des forêts communautaires mettent de la pression sur le gouvernement afin qu'il les leur remette, ce qu'ils ont, en grande partie, réussi à faire, au fil du temps.

Les droits fonciers représentent également un problème. Les zones mentionnées ci-haut ont été déclarées comme forêts protégées en 2012, malgré la forte opposition des communautés

locales à cette décision centralisée du gouvernement, qui priorise la protection des forêts au lieu de garantir la protection des droits fonciers des communautés. La présence croissante de dispositions relatives à la protection dans les plans de gestion forestière des forêts communautaires dans ces régions signifie que les communautés locales ne peuvent pas exercer ces droits, même si ceux-ci sont reconnus par la loi.

Les faiblesses internes incluent les disparités entre les hommes et les femmes et l'exclusion sociale au sein des comités exécutifs des groupes d'usagers des forêts communautaires et ce, malgré la mise en place de dispositions politiques visant au maintien de l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans le Guide du Programme de développement de la foresterie communautaire (révisé en

2015). Ceci peut s'expliquer par les connaissances limitées de certaines personnes au sujet de leurs droits légaux relatifs à la foresterie communautaire, ce qui conduit à la marginalisation sociale de certains groupes qui bénéficient moins des forêts communautaires.

D'ailleurs, bien que 35% des revenus d'une forêt communautaire doivent être alloués aux ménages défavorisés qui dépendent des forêts pour les aider à mettre en place des activités génératrices de revenus, quelques groupes d'usagers leur octroient de des montants plus petits. Les plans de gestion des forêts communautaires doivent être révisés afin de garantir les droits des ménages pauvres aux ressources forestières ainsi qu'un partage équitable des profits générés par la foresterie communautaire.

Approches et stratégies axées sur les solutions

Les groupes d'usagers des forêts communautaires et leur fédération, FECOFUN, défendent certaines mesures pour résoudre ces menaces et les enjeux importants et mènent une campagne de protection des droits des communautés à l'échelle communautaire. Par ailleurs, à l'échelle nationale, l'évaluation de l'IRCC a valorisé et soutenu ces campagnes de manière efficace via une révision juridique parallèle ainsi qu'une rencontre de planification stratégique de la FECOFUN centrale, entre autres. Les approches stratégiques suivantes ont été développées afin de contrer les menaces susmentionnées, entre autres:

Une campagne locale pour la

foresterie communautaire: L'Acte des Forêts de 1993 reconnaît et priorise les forêts communautaires. Les

communautés locales ont développé une campagne de plaidoyer de long terme pour exiger que les forêts nationales restantes dans ces régions soient remises en tant que forêts communautaires.

Le renforcement des capacités juridiques afin d'assurer le respect les

droits fonciers: la FECOFUN a développé un plan qui vise à renforcer les capacités légales des peuples autochtones et des communautés locales. L'objectif est de les aider à assurer leurs droits communautaires qui sont garantis par la législation forestière népalaise. En effet, les communautés locales ont encore des connaissances limitées en matière de législation forestière communautaire et d'autres dispositions légales qui leur donnent la priorité et des droits préférentiels.

La révision des plans de gestion

forestière: Le gouvernement s'attend à ce que chaque groupe d'usagers des forêts communautaires révise ses plans de gestion forestière cinq ans après leur approbation (malgré qu'ils pourraient le faire à n'importe quel moment selon l'Acte des Forêts de 1993). Les FECOFUN locales associées à chacun des 753 groupes d'usagers des forêts communautaires au Népal ont développé des stratégies à court et à long terme afin de mobiliser les ressources des gouvernements locaux, des agences gouvernementales et des groupes d'usagers pour faciliter la révision des plans de gestion. Cette révision doit être menée de manière que les plans reconnaissent, soutiennent et promeuvent les droits coutumiers des IPLC aux forêts communautaires, tout comme d'autres régimes de gestion forestière.

L'intégration de l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans la foresterie

communautaire: Lors du séminaire national sur l'égalité des genres et l'inclusion sociale au sein des forêts communautaires, la FECOFUN et d'autres groupes d'usagers ont mis en place un plan stratégique afin de réviser leurs règlements et leurs plans de gestion forestière pour y intégrer l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans la foresterie communautaire.

Le partage équitable des profits générés par la foresterie

communautaire: Il s'agit d'un enjeu crucial lorsque vient le temps d'aborder le sujet de la protection des profits des forêts communautaires pour les ménages pauvres. À la suite des pressions, les agences gouvernementales, les gouvernements locaux et les différentes parties incluant la FECOFUN ont attribué une haute priorité au maintien du partage équitable des profits générés par l'exploitation forestière communautaire.

Membres de la communauté évaluent les menaces à la conservation communautaire lors de l'évaluation communautaire.

Dil Raj Khanal/FECOFUN



Les femmes des groupes d'usagers des forêts communautaires font la cueillette des crosses de fougères dans le district de Morang.
FECOFUN Morang

Témoignage

« Nous avons consacré une grande partie des 20 dernières années à conserver les 17 forêts communautaires dans le corridor de Barandabhara, mais le gouvernement hésite encore à nous céder l'aire centrale de cette forêt en tant que forêt communautaire. Les dirigeants politiques ont souvent essayé d'entraver nos avancées en faisant appel à la direction des groupes d'usagers des forêts, mais nous avons établi une pratique d'égalité des sexes dans le leadership de la gestion forestière communautaire et ce, sur la base de nos politiques et nos règlements. »

Asha Lopchan, membre du Comité d'audit du Groupe d'usagers des forêts communautaires de Chaturmukhi et du Conseil des forêts protégées de Barandabhar, dans le district de Chitwan



Asha Lopchan, Dil Raj Khanal/FECOFUN

Recommandations préliminaires

Sur la base des conclusions de l'évaluation de l'IRCC au Népal, les recommandations préliminaires suivantes renforceraient considérablement la conservation communautaire:

- Les forêts nationales restantes dans ces trois régions doivent être cédées aux communautés locales comme forêts communautaires afin qu'elles puissent contrôler les futures intrusions et restaurer les forêts endommagées.
- Le gouvernement central doit respecter les droits fonciers forestiers des communautés locales reconnus dans la législation des forêts. Les décisions antérieures qui contredisent la législation forestière doivent être radiées.
- Les agences gouvernementales, les gouvernements locaux et les différents

acteurs, incluant les partenaires de développement, doivent être tenus de fournir des services techniques et d'autres services d'appui aux communautés locales afin de faciliter la révision de leurs plans de gestion forestière.

- Les groupes d'usagers des forêts communautaires doivent réviser leurs plans de gestion forestière et leurs autres plans et programmes annuels afin d'intégrer l'égalité des genres et l'inclusion sociale au sein de la foresterie communautaire. Ils doivent également favoriser le partage équitable des profits générés par l'exploitation forestière en faveur des ménages pauvres.
- La FECOFUN doit renforcer ses sections locales afin de soutenir les campagnes de plaidoyer au niveau

local et de garantir le respect des droits communautaires aux ressources forestières.

- Les capacités juridiques des groupes d'usagers doivent être renforcées par un programme de renforcement des capacités juridiques au niveau communautaire afin d'habiliter les communautés à lutter pour l'expansion des forêts communautaires.
- Plusieurs histoires démontrent à quel point le travail des groupes d'usagers des forêts communautaires est essentiel à l'atteinte des objectifs de développement durable. Le partage de ces histoires par des communautés locales dans les espaces politiques internationaux doit être soutenu et facilité.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Népal, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Références

DOF (2016). Our Forest (Hamro Ban), an Annual Report (2015-2016). Department of Forests (DoF), Katmandou, Népal. Disponible au : http://dof.gov.np/publications/all_yearly_publications

FECOFUN (2015). 20 Year's Glimpse of FECOFUN. Federation of Community Forestry Users, Nepal (FECOFUN), Katmandou, Népal.

MoFSC (2014). Nepal Biodiversity Strategy and Action Plan 2014-2020. Government of Nepal,

Ministry of Forests and Soil Conservation (MoFSC), Katmandou, Népal. Juillet.

MoFSC (2015). Strategy and Action Plan 2015-2025, Terai Arc Landscape, Nepal. Ministry of Forests and Soil Conservation, Katmandou, Népal.

MoFSC (2016). Conservation Landscapes of Nepal. Ministry of Forests and Soil Conservation, Katmandou, Népal. Disponible au : http://d2ouvy59p0dggk.cloudfront.net/downloads/conservation_landscapes_of_nepal.pdf

NEFIN (2014). Consultation and Dialogue of Indigenous Peoples on Forest Related Policies and Strategies: National Workshop Report. Nepal Federation of Indigenous Nationalities (NEFIN), Katmandou, Népal. Disponible au : <http://nefinclimatechange.org/wp-content/uploads/2014/07/Final-Report1.pdf>

UNDP (2015). Ecosystem-based Adaptation in Mountain Region in Nepal, Annual Progress Report 2015. UNDP Nepal, Katmandou, Népal. Disponible au : file:///C:/Users/user/Downloads/UNDP_NP_EbA-APR-2015.pdf



Sri Lanka

Introduction

L'évaluation de l'IRCC au Sri Lanka a été réalisée avec la participation de trois communautés, dont une de guérisseurs de morsures de serpents et une de cultivateurs de riz dans le district de Kegalle, province de Sabaragamuwa, et une communauté de la province centrale qui extrait la sève de palmier « Kitul ».

Les trois communautés vivent dans l'immense bassin fluvial de Mahaweli et de Maoya. Elles sont associées à la production traditionnelle, écologique et durable dans les jardins forestiers de Kandy qui datent de l'ère des rois de Kandy (1454 A.C.). Ces communautés sont les descendants de tribus préhistoriques qui vénéraient le soleil et la nature. Elles se sont d'ailleurs établies sur les terres de leurs ancêtres. Aujourd'hui, elles suivent les traditions bouddhistes de Theravada, même si les traces de rituels d'adoration du soleil et de la nature sont encore perceptibles. Selon une des légendes sur leur origine, les quatre tribus **Uru, Vaya, Mahabala et Kallabha** ont adopté la doctrine du Lord Buddha et ont formé la nation cinghalaise. [1][2] Les trois communautés se considèrent donc comme les descendants de ces tribus autochtones.

Ces terres et ces écosystèmes sont essentiels pour ces communautés. Elles conservent une grande diversité de plantes médicinales, les arbres de Kitul, des variétés traditionnelles de riz et d'autres matières premières essentielles

La récolte de la sève de Kitul. Nirmanee Development Foundation/GFC



pour leurs occupations traditionnelles. Les communautés possèdent de vastes connaissances associées à leurs occupations traditionnelles qu'elles ont réussi à conserver grâce à la tradition orale.

Bien que leurs fermes soient dispersées et, pour la plupart, de propriété privée, les familles sont traditionnellement intégrées dans leurs communautés respectives. Elles possèdent des pratiques coutumières relatives au partage réciproque des ressources territoriales, du travail, de la traction animale, etc., mais celles-ci s'érodent rapidement. Par ailleurs, les communautés suivent le calendrier traditionnel lunaire et solaire pour la prise de décision.

M. Tikiri Banda, un leader des guérisseurs traditionnels de morsures de serpents, avec visiteurs. Nimal Hewanila/GFC



L'état actuel de la résilience de la conservation communautaire, les menaces à celle-ci et son évolution ont été évaluées à l'aide de visites, de rencontres et de participation aux activités sociales de la communauté. Nirmanee Development Foundation et les peuples autochtones et communautés locales (IPLCs, pour son acronyme en anglais) ont mené cette évaluation ensemble.

Initiative de résilience de la conservation communautaire

Au Sri Lanka, les pratiques traditionnelles et coutumières bénéficient la biodiversité et la santé humaine. Cependant, les communautés font face à plusieurs menaces : par exemple, les guérisseurs traditionnels de morsures de serpents dans le district de Kegalle entretiennent des jardins domestiques où l'on trouve une grande diversité de plantes

carpophages impériaux. Les communautés locales exploitent les palmiers de Kitul afin de produire un sirop sucré fait à partir de la sève de ses fleurs. Elles utilisent également son écorce comme bois d'oeuvre et farine comestible (faite de sa moelle). La première fleur n'est pas exploitée ; elle

Toutes les communautés sont menacées puisque, d'une manière ou d'une autre, leurs moyens de subsistance sont en péril. En général, l'économie de marché ouverte a rendu les gens plus individualistes : ils ont plus tendance à vivre seuls et moins tendance à faire confiance aux autres. Tout cela a eu des impacts négatifs sur les pratiques



La récolte de la sève de Kitul. Nirmanee Development Foundation/GFC

médicinales dont ils ont besoin pour leurs traitements. Des plantes fraîchement cueillies sont préférables pour leurs recettes et souvent, ce sont les rituels qui guident l'extraction de la médecine et la conservation des plantes. Les guérisseurs sont également conscients du droit de la vie des serpents. En effet, ils ne tuent pas d'animaux et s'abstiennent de manger de la viande et des oeufs puisqu'il s'agit d'un obstacle au maintien de leur don de guérison. Les jardins forestiers de Kandy sont des écosystèmes résilients et la présence de serpents, souvent considérés comme de dangereux prédateurs, démontre la richesse et la diversité des jardins.

Le palmier de Kitul (*Corypha umbrata*) est également un indicateur d'un écosystème sain. Effectivement, il pousse spontanément grâce à la dissémination de ses semences par la faune qui s'en nourrit, tels que les civettes et les

est offerte aux dieux pendant des rituels de remerciement.

La communauté de riziculteurs préfère cultiver des variétés traditionnelles de riz (VTR) au lieu des variétés modernes à haut rendement et ce, pour plusieurs raisons. Les VTR sont plus hautes, produisent plus de biomasse, sont riches en oligo-éléments et ne nécessitent pas de produits agrochimiques. Elles ajoutent également beaucoup de matière organique aux sols et stimulent la vie des microorganismes. Plus de 100 VTRs différentes sont, à ce jour, conservées. [3] Les femmes travaillent dans les champs pour assurer une récolte abondante, mais la modernisation menace leurs activités. Toutefois, puisque l'utilisation intensive de produits agrochimiques sur les variétés de riz modernes a créé de graves problèmes environnementaux et de santé, le Sri Lanka encourage le retour à l'agriculture traditionnelle.

Carpophage impérial se nourrissant des fruits du Kitul. Buddika Mawella



Une civette, un autre animal qui disperse les semences du Kitul. Buddika Mawella



coutumières traditionnelles des communautés. Par exemple, l'érosion de la pratique de partager de semences de riz et la disparition de l'entraide au sein des communautés ont été identifiées comme des menaces internes. Les aînés ont noté que les personnes ne suivent plus les rituels traditionnels et ceci affecte considérablement la communauté puisque sans les bénédictions, il ne peut y avoir de récoltes abondantes.

La perte des connaissances traditionnelles a également été identifiée comme une menace importante. Par exemple, les guérisseurs de morsures de serpent ont de la difficulté à transmettre leur savoir traditionnel puisque la pauvreté et les mauvaises conditions de vie poussent les gens vers les zones urbaines.

Les changements au mode de vie des communautés sont drastiques, surtout

pour les femmes. En effet, afin de subvenir aux besoins de leurs familles, les femmes des milieux ruraux, qui auparavant possédaient des emplois stables et une vie décente, représentent désormais une source de main-d'oeuvre non-qualifiée pour les entreprises moyen-orientales. Il a également été observé que, traditionnellement, les communautés n'ont pas l'esprit d'entreprise et leur manque d'ambition les désavantage au sein de l'économie de marché.

Les barrières légales et normatives ont été également identifiées comme menaces externes, surtout les politiques qui ont été élaborées sans prendre en compte les traditions des communautés et qui donnent inlassablement priorité aux savoirs occidentaux au détriment des savoirs traditionnels.

En effet, le sirop de Kitul est souvent considéré comme étant une alternative plus saine au sucre de canne, [4] mais

dans le quotidien des habitants, on est en train de le remplacer graduellement par le sucre. Ceux qui font la récolte de Kitul font face à plusieurs défis, incluant le harcèlement policier, les allégations de production de grog (alcool), le support et la protection inadéquate de leurs connaissances traditionnelles, ainsi que l'absence d'un système de régulation de la qualité du sirop de Kitul afin d'empêcher la vente de produits frelatés.

Le travail des femmes est essentiel pour assurer une récolte abondante de riz.
Nimal Hewanila/GFC



Les guérisseurs traditionnels de morsures de serpents se plaignent également du soutien gouvernemental inadéquat qu'ils obtiennent comparativement à celui octroyé à leurs homologues de médecine allopathique. D'ailleurs, les traitements allopathiques sont coûteux et ont plusieurs effets secondaires sur les reins et le foie. Aussi, les guérisseurs traditionnels font face à de lourdes procédures d'inscription et, de surcroît, les procédures de validation pour les produits de soins bio-culturels des guérisseurs sont inexistantes. Ceci conduit à la perte de confiance des guérisseurs envers les autorités.

Conclusion et recommandations

L'analyse ci-dessus démontre que l'approche holistique axée sur les solutions pour la conservation de la biodiversité doit prioriser les préoccupations des communautés et garantir la reconnaissance et la valorisation de leurs pratiques coutumières et leurs connaissances traditionnelles. Par exemple, les pratiques écologiques et soucieuses de la biodiversité des fermiers cultivateurs des variétés de riz traditionnelles doivent être reconnues, valorisées et appuyées davantage : ceci inclut des mesures pour relancer les réseaux non-marchands de partage réciproque de connaissances et de semences. Un musée sur la vie agricole ainsi qu'une banque communautaire de semences pourraient contribuer aussi au maintien de la

diversité traditionnelle de riz et la diversité bio-culturelle qui y est associée.

Des politiques gouvernementales solides et bien orientées sont essentielles. Effectivement, malgré le fait que les guérisseurs de morsures de serpents soient méfiants des autorités gouvernementales et que les procédures d'inscription auxquelles ils font face soient laborieuses, ils aspirent à une reconnaissance officielle et à la mise en place des procédures de certification et de validation de leurs traditions et leurs produits bioculturels de soins, tels que les pierres médicinales (pierres médicinales qui ôtent le venin de serpents), à des prix abordables afin d'accroître leurs revenus. Les membres des communautés qui extraient de Kitul cherchent également qu'on reconnaisse leur contribution à la

conservation de la biodiversité et le fait que leurs produits soient meilleurs pour la santé des consommateurs que le sucre. Ceci impliquerait l'élimination des barrières légales et normatives ainsi que l'établissement d'outils normatifs, telles les procédures de validation et de certification à des frais abordables, y compris des sanctions pour résoudre les problèmes de falsification. Afin de créer un environnement favorable, un groupe de travail doit être mis sur pieds afin de résoudre les lacunes dans les politiques et ce, à l'aide de la participation active des communautés et l'identification des objectifs et des résultats limités dans le temps.

Un domaine important à tenir en compte est le rôle des savoirs et des moyens de subsistance traditionnels dans le contexte

Témoignage

Nos techniques de guérison et notre vision du monde sont différentes. J'ai hérité des connaissances sacrées de guérison de mon père, qui les a apprises de son père. Ces savoirs ont été légués de génération en génération et m'ont permis d'atteindre mes objectifs spirituels en tant que Bouddhiste. J'ai guéri des centaines de patients dont plusieurs étaient sans connaissance. Il faut sauver les humains et les serpents aussi. L'ensemble des plantes médicinales dont j'ai besoin pousse dans mon jardin et certaines d'entre elles sont très rares. Nous sommes auto-suffisants et nous ne sommes pas un fardeau pour le gouvernement. J'aimerais pouvoir transmettre nos trésors aux générations futures, mais trouver un bon apprenti est un énorme défi.



M. Tikiri Banda, Nirmanee
Development
Foundation/GFC

Un guérisseur traditionnel de morsures de serpents, M.Tikiri Banda de Mabopitiya, Kegalle

des nouveaux enjeux et défis, tel le changement climatique. Il faut également lancer des programmes qui associent les priorités de conservation des acteurs externes et les questions sanitaires aux aspirations des communautés. Les agences de financement devraient prioriser les activités de conservation et de résilience communautaires ainsi que les actions collectives culturelles et sociales connexes.

Habiliter les communautés à utiliser des outils comme les protocoles bio-culturels communautaires et mettre en synergie les besoins des communautés et les priorités globales et nationales peuvent gérer des résultats positifs pour toutes les parties prenantes. La cartographie de l'héritage bio-culturel collectif dessinée par les communautés peut aider à freiner l'érosion des connaissances traditionnelles et à mobiliser les ressources. Puisque le Correspondant national du Sri Lanka pour la Convention sur la diversité biologique (CDB) s'apprête actuellement à signer le Protocole de

Nagoya sur le partage des bénéfices, ces protocoles seront particulièrement utiles. Dans ce contexte, les lignes directrices du CDB pour le rapatriement des savoirs traditionnels sont également importantes. [5]

De plus, il est primordial d'inclure les communautés dans les plateformes de partage de connaissances globales basées sur les droits humains. On y trouve, par exemple, des échanges dynamiques globaux sur les changements climatiques au niveau local et les actions en cours qui visent à augmenter la résilience des communautés aux désastres. Grâce aux avancées des technologies de l'information et de la communication, il est fort probable que d'autres opportunités semblables surgissent.

En général, l'établissement d'un environnement propice au développement et à l'investissement dans la conservation communautaire au sein d'une économie rurale revigorée pourrait être grandement bénéfique. Par exemple,

il serait souhaitable d'encourager l'utilisation de technologies qui limiteraient les risques associés à l'escalade des arbres de Kitul et qui protégeraient et promouvraient les rituels et les pratiques coutumières des saigneurs sous l'article 10 (c) de la Convention sur la diversité biologique.

La promotion de l'égalité des genres est aussi importante, y compris la renaissance des professions dans lesquelles les rôles sociaux des femmes et des hommes sont valorisés et respectés davantage.

Finalement, les outils innovants comme Facebook pourraient être explorés afin d'attirer les générations plus jeunes et les encourager à s'engager dans les initiatives de conservation communautaire. Aussi, le concept de réciprocité positive pourrait être ravivé en partageant, par exemple, les meilleures pratiques venant d'ailleurs, tels les systèmes d'échanges locaux (SEL).

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Sri Lanka, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Références

- [1] <http://www.sundaytimes.lk/140202/sunday-times-2/sri-lanka-should-be-called-sinhale-81771.html>
- [2] <http://mannaherbdoctor.blogspot.com/2010/05/deha-dhamma-king-ravanas-divine-body.html>
- [3] <https://www.doa.gov.lk/rrdi/images/Mydoc/publication1.pdf>
- [4] <http://www.npr.org/sections/thesalt/2017/01/26/510610923/sri-lankas-kithul-palm-syrup-an-ancient-sweetener-in-need-of-saving>
- [5] <https://www.cbd.int/doc/c/abac/df3/cff7857dbefc2eb8ee17654/wg8j-10-02-en.pdf>



Tadjikistan

Introduction

L'évaluation de l'Initiative de résilience de la conservation communautaire au Tadjikistan s'appuie sur des discussions et des débats avec six communautés rurales qui font face à de nombreux enjeux. Les six communautés participantes - Jonbakht, Sarikhosor, Dektur, Mulokoni, Dashtijum et Obigarm - sont toutes situées dans une région où les écosystèmes forestiers et montagneux sont uniques et surtout riches en fruits sauvages, telles les pommes et les prunes, ainsi que les noix, et où les

préservent leurs méthodes de subsistances traditionnelles, la majorité de la végétation naturelle a été modifiée, laissant place à la création de pâturages.

Le Tadjikistan possède un cadre légal en matière de conservation de la biodiversité, d'accès aux terres et d'utilisation agricoles des terres relativement efficace et compréhensif. Cependant, le manque de connaissance juridique et les cas de corruption ont engendré une application biaisée des

série de conflits, qui se sont intensifiés au cours des dernières décennies, reliés à la gestion des terres, des forêts, des pâturages et de l'eau. La résilience des communautés locales a été fortement ébranlée, avec pour effets une hausse de la pauvreté, de la migration de la main-d'oeuvre et en général l'accroissement de la dépendance envers les ressources forestières et les écosystèmes.

L'évaluation incluait également des analyses détaillées, des visites de terrain,



Inoculation d'une nouvelle variété de pommes avec des espèces sauvages apparentées.
Noosfera/GFC



Récolte des fruits des mûriers dans les montagnes.
Noosfera/GFC



Les plantes indigènes donnent de bons résultats.
Noosfera/GFC

communautés locales ont conservé leurs techniques de subsistance traditionnelles. Il s'agit d'une zone stratégique importante caractérisée par une population dense, une croissance démographique élevée ainsi qu'une forte dépendance des communautés locales envers les ressources naturelles et les écosystèmes, qui sont source de nourriture et de revenus. Malgré l'effort constant des communautés locales pour

règles et des lois existantes. L'accès aux ressources présente également de sérieux enjeux. Par exemple, les communautés de Sarikhosor et de Dashtijum se situent près d'une zone protégée dédiée au tourisme et aux loisirs : l'Agence forestière du pays y récolte des fruits secs et des noix. Toutefois, la population locale n'a pas accès à ces ressources. Ce genre d'injustice a nécessairement mené à une

des sondages et des consultations avec chaque communauté. Un atelier de renforcement des capacités s'est tenu avec des dirigeants des communautés dans la ville de Kulob ainsi qu'un séminaire national à Dushanbe, en mai 2016. L'évaluation a

été effectuée auprès de plusieurs groupes sociaux (jeunes, femmes, hommes et personnes âgées) permettant ainsi de tenir compte d'un large éventail d'opinions. Par exemple, l'IRCC a constaté que souvent, les femmes n'ont pas accès aux forêts et donc, ne peuvent pas bénéficier de ses produits non-ligneux tels les fruits, les noix et les fines herbes.

La résilience de la conservation communautaire au Tadjikistan

L'IRCC a souligné qu'aussi longtemps que la situation locale n'est pas compromise par des facteurs sociaux et économiques externes, les communautés sont généralement très motivées à conserver la nature sauvage en bon état. Les connaissances et les pratiques traditionnelles sont adaptées aux écosystèmes locaux et incluent le respect de la faune sauvage et l'interdiction de chasse et de collecte de plantes médicinales, surtout si ce sont des espèces en voie d'extinction. Ceci favorise la régénération de la faune et de la flore locales.

À Sarikhosor et à Dashtijum, environ vingt variétés locales de mûriers sont soigneusement conservées et leurs produits dérivés sont très populaires. Les baies servent de nourriture autant pour les humains que pour les animaux domestiques, les feuilles produisent de la soie et le bois est utilisé pour sculpter des ustensiles et des instruments de musique.

La communauté d'Obigarm assure la continuité des pratiques pour préserver les eaux thermales et thérapeutiques locales : ceci implique de garder les sources d'eau potable locales propre en

interdisant l'accès au bétail et de planter des arbres afin de minimiser l'érosion. Les menaces spécifiques identifiées incluent, entre autres, le pâturage non autorisé avec du bétail venu d'ailleurs, surtout dans des forêts locales, la croissance démographique et la récolte excessive de produits forestiers non ligneux.

La communauté de Mulokini est assez isolée et uniquement accessible par route lors de la saison sèche. La fertilité des sols, une biodiversité riche et l'existence de nombreux cours d'eau favorisent une grande diversité d'activités économiques locales. Des variétés locales de céréales et d'arbres fruitiers sont protégées et plantées dans des zones ancestrales et sacrées. Cependant, le projet de construction d'une route ouverte à l'année longue pourrait provoquer l'arrivée massive de touristes, d'utilisateurs de la forêt et même de chasseurs. La communauté locale exige d'avoir son mot à dire en ce qui a trait à la construction de la route et de l'utilisation de la nature.

Jonbakht est située dans un riche écosystème montagneux où le climat est particulièrement favorable. Lors de

l'époque soviétique, la construction d'un gigantesque complexe agroindustriel, laissée en plan, a causé le déplacement forcé des communautés locales vers les vallées. Aujourd'hui, elles reviennent sur leurs terres ancestrales près des montagnes, où elles se sont mises à cultiver des jardins et des vergers. Les communautés ont été les gardiennes du paysage, et leurs connaissances environnementales ainsi que leurs normes culturelles ont joué un rôle significatif dans la conservation des ressources naturelles. Elles valorisent le travail communautaire et s'aident les unes les autres quand le besoin se présente, par exemple, lorsque vient le temps de cultiver la terre ou construire des maisons. Malheureusement, l'accroissement de la démographie fait pression sur l'environnement local.

Collectivement, les participants ont souligné que les tensions politiques des dernières décennies ont contribué à la perte des systèmes traditionnels de gestion de la nature par les communautés locales et que celles-ci, à leur tour, sont devenues encore plus pauvres, déprimées et incertaines de leur avenir.



Au printemps, les jeunes filles cueillent des herbes comestibles dans les montagnes. Noosfera/GFC



La déforestation conduit à la destruction des terres. Noosfera/GFC

Les représentants des communautés nous ont informés des conséquences sociales et biologiques qui menacent leur stabilité et leur capacité de continuer à vivre en respectant et conservant les écosystèmes et la biodiversité locale. En général, les méthodes innovantes provenant d'autres continents ne fonctionnent pas dans les zones montagneuses du Tadjikistan, qui sont uniques.

Les menaces sur le développement durable ont été identifiées dans toutes les évaluations menées par les communautés. Globalement, les écosystèmes montagneux subissent d'énormes pressions provenant des activités anthropiques, tout comme des catastrophes naturelles. Les systèmes de réglementation administrative et de gestion favorisent le développement de

terres et la destruction de forêts sacrées en violation des lois de la nature. De plus, les programmes gouvernementaux se contredisent : par exemple, le Programme forestier a comme objectif de planter et maintenir les forêts tandis que le Programme agricole a pour but d'exploiter les territoires.

Les menaces spécifiques qui pèsent sur la communauté d'Obigarm relèvent entre autres d'un système non réglementé de pâturages, entre autres de bétail venant d'autres districts et amené dans les zones forestières des communautés locales. La croissance démographique et la récolte de ressources forestières non ligneuses sont aussi un problème majeur. En effet, les communautés locales perdent de plus en plus les zones qu'elles géraient traditionnellement ainsi que leurs lieux sacrés. Par ailleurs, les pâturages sont

gérés de façon inefficace. Tout ceci conduit à des impacts négatifs sur l'économie et la vie spirituelle et culturelle de la population locale.

La relocalisation des communautés, tel que mentionné par les communautés de Johnbakht et de Sarikhonsor, est également une menace à la conservation de la nature. En effet, durant l'époque soviétique, les communautés étaient forcées de se déplacer vers les vallées. Aujourd'hui, elles retournent sur leurs territoires ancestraux, dans le haut des régions montagneuses, comme décrit précédemment. Cette situation conduit à une surpopulation et une augmentation de la dégradation des terres. Les communautés locales perdent leurs habitats, leur culture ancestrale et leur droit à une subsistance durable.

Résultats préliminaires et recommandations

Prenant appui sur les résultats de réunions participatives, un résumé préliminaire des conflits, des besoins, des ressources ainsi que des solutions identifiées a été rédigé. La principale conclusion est que la résilience des communautés et leur capacité à conserver leur environnement local pourraient être grandement améliorées. En général, le rétablissement des

écosystèmes, la régénération des forêts et l'agriculture durable sont les principales priorités. Les projets de production énergétique locale devraient être développés en collaboration avec les communautés, leur venant en aide grâce à des ressources financières, des formations et des institutions.

L'IRCC incluait un dialogue avec les femmes et les jeunes. Ils sont en effet des acteurs-clé dans le rétablissement des connaissances, des pratiques, des capacités de conservation et de résilience des communautés. Les femmes de toutes les communautés ont affirmé qu'elles désirent être capables d'empêcher tout empiètement futur sur leurs terres. Elles aimeraient incorporer dans les



L'écosystème montagneux et en bonne santé de Baldjua. Noosfera/GFC



Résidence traditionnelle. Tatiana Novikova/GFC

Témoignage

Nos riches montagnes nous fournissent des ressources pour notre subsistance et pour le marché. Nous utilisons des noix, des herbes et des baies sauvages provenant de nos forêts. Afin d'obtenir de bonnes récoltes de nos jardins, nous greffons nos pommiers, nos poiriers, nos cerisiers et nos pruniers avec les arbres sauvages de la forêt. Ceci donne également des propriétés et un goût uniques à nos fruits. Je suis fier de respecter l'engagement promis à mon père et de retourner sur les terres de nos ancêtres. Au milieu du siècle dernier, notre communauté a été déplacée de force dans la vallée de Vakhsh afin de planter du coton. Aujourd'hui nous sommes de retour. Pour éviter que ceci ne se reproduise, nous exigeons le respect de notre droit à la terre et aux ressources naturelles. Mais en ce moment nous ne pouvons que les louer, et c'est pour cette raison que nos jeunes ont tendance à quitter le pays pour se joindre à la vague de main d'oeuvre migrante. Nos forêts, situées près des routes, sont abattues par les voyageurs occasionnels. En conséquence, les ruisseaux et les coulées de boue inondent les sentiers causant, par le fait même, une perte de fertilité des sols de nos terrains, souvent localisés sur les versants abrupts des montagnes. Notre objectif est de restaurer les forêts et les écosystèmes près de nos communautés et assurer de façon durable nos besoins de subsistance. Nous désirons transmettre toutes ces valeurs aux prochaines générations afin d'assurer la continuité du cycle de la vie communautaire.



M. Khoja Saidov et son fils Mirzo de la communauté de Jonbakht. Noosfera/GFC

M. Khoja Saidov, communauté de Jonbakht

communautés des systèmes d'énergies renouvelables non-conventionnelles (ERNC), dont les technologies solaires, éoliennes et biodigestives. Elles donnent également beaucoup d'importance à l'agroécologie et aux conseils agricoles venant de certains spécialistes, et la mise sur pied de formations adaptées pour les femmes.

L'ensemble des communautés souhaitent accéder librement à leurs territoires, leurs rivières et leurs forêts, pratiquer diverses techniques issues de leurs traditions et de l'agriculture paysanne, ainsi que promouvoir l'éducation en lien avec les pratiques et les valeurs durables. Les connaissances traditionnelles et les pratiques coutumières doivent être améliorées et actualisées et, tel que

souligné par les femmes, une assistance est primordiale pour permettre aux communautés de subsister à leurs besoins économiques. Les jeunes sont également soucieux de documenter les connaissances traditionnelles.

Aussi, puisque les pâturages naturels ont gravement détérioré à cause de la surexploitation des pâtures, les communautés d'Obigarm et de Jonbakht étudient l'enjeu de la gestion des ressources pastorales et la régulation du nombre d'animaux d'élevage. Les communautés de Dashtijum, Sarikhosor and Mulokoni veulent être actives dans le domaine de l'horticulture en faisant pousser des variétés locales de plantes. Une aide leur est nécessaire afin d'organiser un atelier sur la

transformation des produits organiques à partir de fruits locaux et afin d'accéder au marché pour vendre leurs produits.

En général, les capacités et l'influence des dirigeants des communautés locales doivent être améliorés. Des consultations ainsi que des services de conseil juridique pour les autorités locales sont nécessaires afin de modérer les conflits et les différends sur les ressources naturelles, spécialement en ce qui a trait à l'accès aux pâturages et aux forêts.

Apporter un appui accru à toutes ces initiatives pourrait considérablement contribuer au renforcement de la résilience des communautés et de leurs pratiques de conservation communautaire.

Ce résumé est tiré d'un rapport plus exhaustif de l'IRCC sur l'évaluation de la résilience et la conservation communautaires au Tadjikistan. Le document peut être consulté en suivant le lien suivant :

<http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>



Tanzanie

Introduction

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire en Tanzanie a débuté en 2017 et a été entreprise avec l'appui d'Envirocare Tanzanie. Les communautés de Wiri, Sanya et Lawate, dans le district de Siha, et la communauté de Ngasini de Kahe, dans le district rural de Moshi - tous dans la région du Kilimandjaro - ont réalisé des évaluations de la résilience de leurs traditions de conservation et d'autres initiatives, notamment ceux concernant les terres, les forêts, les sources d'eau et d'autres ressources naturelles.

Les communautés dépendent de l'agriculture et donc sont très dépendantes de la terre pour leur sécurité alimentaire, leurs moyens de subsistance et la préservation de

leur culture. Comme les femmes sont les principales productrices d'aliments, elles sont particulièrement vulnérables aux menaces à leur rôle et à la sécurité alimentaire. L'eau du fleuve Lawate est utilisée pour l'irrigation et les fins domestiques. Les forêts et la végétation fournissent l'habitat à une large gamme

d'animaux indigènes, y compris les mammifères, les insectes et les oiseaux.

Les populations autochtones en Tanzanie comprennent les Maasai, les Barbaig, les Akie, les Taturu et les Hadzabe. Les communautés de pasteurs et de chasseurs-cueilleurs autochtones constituent les segments les plus vulnérables de la société tanzanienne.

Wiri, autour du lac Magadi, et les Chaggas vivent à Lawate. Il y a aussi des membres des peuples Maasai, Chagga et Pare qui habitent à Ngasini.

La Tanzanie a un double régime foncier dans lequel la propriété foncière statutaire et la coutumière sont reconnues. Elles sont protégées par la Loi sur les terres villageoises n° 5 de 1999

(Cap 114). De même, la Loi n° 4 de 1999 sur les terres (chap. 113) régit l'accès à la terre et son utilisation en Tanzanie. Bien que les droits fonciers coutumiers soient respectés dans les villages, le régime continue à discriminer à l'égard des femmes.

Tous les villages enregistrés ont un conseil de village qui est élu

démocratiquement et qui a des comités chargés d'élaborer des plans pour le village et de prendre des décisions sur l'environnement, la santé, le développement communautaire, l'éducation, la terre, l'eau et les forêts communautaires.



Les membres de la communauté Kahe plantent des arbres dans leur forêt.
Simone Lovera/GFC

Leurs économies et leurs modes de vie traditionnels dépendent fortement de l'élevage du bétail, ainsi que de la chasse et de la cueillette. Ils ont migré vers de nouvelles zones où il y a des ressources pour leurs activités d'élevage et de subsistance. Par exemple, les Maasai se sont installés dans des villages comme

La résilience de la conservation communautaire

Les membres de la communauté ont partagé des informations sur leurs pratiques traditionnelles de conservation de terres et de forêts et comment la conservation de l'environnement et la culture font partie de leurs traditions et coutumes en général.

Ils ont parlé des denrées et des avantages et des tabous qui y sont liés, ainsi que de la fertilité des sols, de la sécurité des semences et de l'utilisation des terres et de l'eau. Ils ont discuté des animaux sauvages qu'on trouve localement – les antilopes, les buffles, les éléphants, les zèbres, les gnous, les girafes, les lions, les léopards, les autruches, les flamants roses, les canards, les hyènes et les babouins – ainsi que des animaux domestiques, tels que les vaches, les chèvres, les poulets et les chiens. Certains de ces animaux sont utilisés pendant les rituels réalisés pour prévoir le temps, les récoltes et la richesse. Les médicaments traditionnels sont fabriqués à partir de parties d'animaux et des sous-produits comme les excréments d'éléphants ou de python, l'huile d'éléphant, l'huile d'autruche, l'huile de lion et les sous-produits du Mhanga (fourmilier).

De nombreuses lois et coutumes traditionnelles sont également liées à l'eau et aux ressources connexes, contribuant ainsi à protéger

ces ressources. Par exemple, les femmes, les enfants et les jeunes ne sont pas autorisés à aller aux sources d'eau ; s'ils le font, l'eau ne coulera pas. Au lac Magadi, dans le village de Wiri, personne n'est autorisé à creuser une source. De plus, les sorcières ne peuvent pas aller au lac par crainte que le bicarbonate de sodium ne se transforme en eau, et les femmes ne peuvent pas chercher de l'eau pendant leur cycle menstruel.

Certains considèrent également que le bicarbonate de sodium se transformera en sang si le gouvernement impose une taxe sur les personnes qui vont le chercher.

Il y a eu aussi des discussions sur les différents types d'arbres indigènes de leur région, dont le Misesewe, le Mninga, le Mkuyu et le Mruka qu'ils utilisent pour leur subsistance et pour l'apiculture, les problèmes de santé, la construction et l'agroforesterie. Ils ont aussi partagé des informations sur les plantes médicinales et leurs usages, le régime des pluies, les minéraux et la santé humaine. La pratique d'échanger des produits pour en acquérir d'autres dont ils ont besoin a également été mentionnée. Par exemple, les Maasai échangent du lait contre de la viande et du maïs contre des haricots. Les vaches sont échangées contre des terres.

Les membres de la communauté ont identifié les quatre principales causes des atteintes à la biodiversité dans leurs zones, qui sont : l'agriculture conventionnelle et l'usage intensif des produits agrochimiques qui tuent des organismes bénéfiques ; l'expansion agricole par les agriculteurs ; la déforestation illégale pour le commerce, la fabrication de charbon de bois et la construction de briques ; et le changement climatique.

Les forêts naturelles, les terres et les rivières ou les lacs sont exposés aux menaces extérieures, surtout quand les investisseurs agricoles et les grands exploitants agricoles cultivent des terres adjacentes et détournent les eaux, ce qui prive les communautés d'eau pour leur production agricole et l'usage domestique. De plus, les pompes à eau installées près des rivières déversent du pétrole dans les sources d'eau douce qui sont utilisées à des fins domestiques, ce qui nuit à l'environnement et à la santé humaine.

La pollution provenant des produits agrochimiques utilisés dans l'agriculture conventionnelle ne font qu'exacerber le problème.

Le changement climatique a un impact sur leurs ressources en eau. Le lac Magadi dans le village de Wiri et le fleuve Lawate dans le village de Lawate se sont asséchés à cause des changements au régime des pluies. La déforestation entraîne également des pénuries d'eau, ce qui affecte à la fois l'irrigation et l'usage domestique.

Le manque de sensibilisation sur la conservation de la biodiversité et les conséquences de la perte de biodiversité aggravent aussi ces problèmes. Une autre préoccupation importante est le fait que les restrictions sur le droit des femmes à la propriété foncière limitent leur participation à la conservation de



La rivière Dehu est utilisée par la communauté de Kahe pour l'irrigation et les besoins domestiques. **Salome Kisenge/GFC**



Les participants du IRCC du village de Wiri, district de Siha, cartographient les ressources de la biodiversité de la communauté. **Salome Kisenge/GFC**



Plantation d'arbres dans la forêt communautaire de Kahe. **Simone Lovera/GFC**

l'environnement et la protection des ressources naturelles. La diversité culturelle de la Tanzanie a connu également une réduction substantielle de la qualité. Les principales menaces sont l'introduction de technologies externes qui perturbent les systèmes de subsistance dans les localités et les communautés autochtones, surtout parmi les jeunes. Cela a un impact sur les valeurs, les pratiques et la culture locales.

En dépit de ces contraintes, les communautés des villages de Wiri, Sanya, Lawate et Ngasini ont pris des mesures pour conserver la biodiversité dans leurs régions. Ils ont établi des pépinières pour pouvoir planter des arbres autour des sources d'eau et des fermes et près des forêts. Les communautés ont aussi développé des groupes de conservation qui cherchent à intégrer les pépinières dans les plans de boisement et de

conservation à long terme. À Kahe, dans le district de Moshi Rural, le conseil local a récemment donné aux communautés les semis d'arbres indigènes à cultiver.

Dans le district de Siha, les membres de la communauté plantent leurs propres arbres locaux. Les arbres aideront à générer des pluies et à purifier l'air, en plus de fournir des matériaux de construction, des combustibles, des médicaments et du fourrage. Ils contribueront également au refroidissement pendant cette période de changement climatique et de réchauffement climatique. Ils ont également repris l'agriculture biologique traditionnelle pour la production agricole, la génération de revenus, la régénération des sols, la conservation de l'environnement et la santé humaine. Ils élèvent des abeilles aussi.

Les communautés, à travers leurs groupes environnementaux, partagent la responsabilité de protéger les sources d'eau, les ressources de la terre et les forêts. Ces groupes assurent que les règlements du village sont respectés et signalent aux autorités locales tout acte de destruction environnementale, indépendamment de qui l'a commis. Cela comprend la destruction des forêts, l'abattage illégal des arbres et l'installation de pompes à eau dans les fleuves à cause de la pollution qu'elles causent. Ils ont également entamé des consultations avec le gouvernement local pour contrôler l'utilisation de l'eau par les gros agriculteurs adjacents aux cours d'eau, tels que le fleuve Dehu à Kahe. Les contrevenants peuvent être traînés devant les tribunaux et sont tenus de payer des amendes.

Conclusions préliminaires et recommandations

Les acteurs externes - y compris les ONG, les représentants des gouvernements locaux, les bailleurs de fonds et les médias - peuvent augmenter et soutenir la résilience et la capacité de ces communautés de conserver leur environnement et leurs ressources naturelles des façons suivantes :

- Aider à sensibiliser la communauté sur la conservation de l'environnement et les impacts du

changement climatique.

- Appuyer l'organisation des sessions d'apprentissage intergénérationnel afin de transférer les connaissances et compétences traditionnelles sur la gestion efficace de la biodiversité des anciens aux jeunes.
- Plaider pour que les femmes puissent posséder des terres et participer à la prise de décision.
- Favoriser la diffusion des connaissances sur les rôles des

hommes et des femmes dans la conservation et la résilience, ce qui aide à promouvoir la conservation.

- Fournir un soutien financier pour les efforts de conservation des communautés.
- Transmettre des informations via les médias pour sensibiliser le public sur la destruction de l'environnement et la nécessité de poursuivre les efforts de conservation.

Témoignage

"Je fais de l'agriculture biologique depuis de nombreuses années, irrigant ma ferme avec l'eau du fleuve Lawate. Le conseil du district de Siha nous avait donné des arbres exotiques à croissance rapide qui étaient censés préserver l'environnement et les ressources d'eau. Mais ils font le contraire ! Leurs racines peuvent s'étendre de 50 à 70 mètres et absorber toute l'eau, contribuant ainsi à l'assèchement du fleuve. Et nous avons constaté que si nous essayons de planter nos cultures en dessous d'elles, les cultures ne vont pas bien. Le sol semble avoir perdu sa fertilité. La différence est que, quand les arbres indigènes laissaient tomber leurs feuilles, ces dernières fertilisaient le sol et les cultures se développaient bien.

Mais maintenant les feuilles des nouveaux arbres et les racines ont des impacts néfastes sur les alentours et limitent la croissance d'autres cultures. Ce ne sont pas des arbres indigènes. Nous les appelons Dakika Tatu (ce qui signifie « trois minutes » en Swahili) parce qu'ils grandissent très vite ! Comme nous ne savions pas que cela arriverait, nous avons coupé les arbres locaux et nous avons planté les nouveaux arbres le long du fleuve et autour de nos fermes. Nous avons maintenant abattu les arbres Dakika Tatu, et nous les avons remplacés par des semis d'arbres indigènes."

M. Marselian Temba est un agriculteur biologique du district de Lawate Siha, dans la région du Kilimandjaro



M. Marselian Temba.
Salome Kisenge/GFC



Bananes poussant à la ferme biologique de Marselian Temba.
Salome Kisenge/GFC



La coupe des arbres « Dakika Tatu ». Salome Kisenge/GFC

Ce document est un résumé du rapport complet de Tanzanie sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Tanzanie, qui est disponible à l'adresse : <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Conclusions et Recommandations

Les résultats de l'évaluation du IRCC, réalisés au sein de 22 pays, ont formé collectivement un argument solide pour la protection et le soutien des pratiques traditionnelles de gestion de la biodiversité et de conservation des Communautés locales et des Peuples Autochtones, ainsi que leurs efforts supplémentaires pour la régénération des forêts et des autres écosystèmes détériorés.

Les communautés de ce rapport ont conjointement contribué aux recommandations suivantes, qui sont d'ailleurs principalement adressés aux gouvernements et aux décideurs politiques nationaux et internationaux. Elles incluent également des suggestions d'actions à prendre.

(1) Protéger les pratiques de conservation communautaire traditionnelles et promouvoir la régénération naturelle des écosystèmes et des habitats

Les propositions soulevées par les communautés se concentrent sur la protection et la conservation des pratiques traditionnelles de gestion et de conservation communautaire de la bio-diversité ainsi que d'autres initiatives pour régénérer les forêts et les écosystèmes. Les prérequis pour une conservation réussie de la biodiversité consistent à habiliter les communautés afin qu'elles aient accès à leurs territoires, leurs rivières et leurs forêts traditionnels et leur permettre de continuer à pratiquer diverses formes d'agriculture durable paysanne à petite échelle. Les connaissances traditionnelles relatives à la biodiversité ainsi que l'usage coutumier durable de celle-ci doivent être intégrées et le transfert

intergénérationnel des savoirs traditionnels se doit d'être revigoré.

Actuellement, les capacités des communautés à gouverner, gérer et conserver leur biodiversité locale sont menacées, et ce, de différentes façons : en effet, il y a un besoin urgent d'adopter des politiques afin de renverser des projets non-durables, telles les plantations d'arbres en monoculture, qui s'approprient des terres, endommagent la biodiversité et détruisent les moyens de subsistance locales. Les politiques qui améliorent la sécurité et la stabilité générale des communautés et qui offrent un meilleur accès aux services publics et culturels appropriés, tels les écoles, les routes, les hôpitaux, ainsi que les

centres socioculturels sont également très importants.

Toute 'solution' externe à la perte de la biodiversité devrait être adaptée aux approches, droits, besoins et aspirations des Peuples Autochtones, des communautés locales et des femmes. Ces différents acteurs s'impliquent déjà dans l'utilisation ainsi que la gouvernance des écosystèmes en question et s'assurent que les projets et les suggestions soient toujours créés par ou en collaboration avec eux ainsi qu'approuvés par eux plutôt que conçus et imposés de l'extérieur du territoire.

La priorité devrait être accordée aux projets qui favorisent la conservation

et l'utilisation durable de la biodiversité, de la restauration des écosystèmes, de la régénération des forêts, de l'agriculture durable ainsi que de la production énergétique locale, en accord avec les structures d'agro-écologie et de gestion des forêts communautaires. Il est aussi essentiel que ces processus ne soient pas détachés des contextes plus vastes et qu'il y ait des espaces de dialogue, de réflexion et de débat, à la fois au sein de la société civile et entre la population et l'État.

De plus, les communautés profiteraient du support pratique, incluant du financement afin d'aider à la gestion et à la réhabilitation des zones de conservation pour leur permettre de prôner leurs initiatives de conservation communautaire et revendiquer leurs intérêts avec les autorités environnementales nationales.

Les politiques et les démarches qui soutiennent les communautés habitant dans des écosystèmes

fragiles, telles la planification de l'utilisation territoriale et spatiale, ainsi que les évaluations stratégiques environnementales qui reconnaissent les territoires et les zones conservés communautairement en perpétuité seraient hautement bénéfiques. Les communautés locales peuvent participer à la surveillance étatique de la biodiversité et des écosystèmes, incluant les forêts, les pâturages et les animaux sauvages, ainsi qu'à la surveillance des systèmes de soutien basé sur des bio-indicateurs.

Les gouvernements et autres institutions, se doivent d'assurer que les avancées économiques ne soient jamais basées sur le transfert de technologies sales ou la destruction des écosystèmes naturels. Elles doivent inclure des indicateurs et des objectifs écologiques pour la diversité biologique.

Les mesures pour favoriser la construction de la résilience des communautés faisant face aux conséquences des changements

climatiques, telles les inondations ou la sécheresse, sont aussi essentielles. Celles-ci incluent les corridors de plaines inondables, des infrastructures naturelles, une bonne gestion de catastrophes naturelles, des systèmes d'alerte fonctionnels ainsi que de l'assistance afin de revitaliser les connaissances traditionnelles des communautés et renforcer la résilience basée dans les écosystèmes en relation aux enjeux causés par le changement climatique.

Les initiatives de conservation communautaires sont efficaces, légitimes et elles bénéficient à la fois les écosystèmes et les populations: ceci signifie qu'elles ont une forte probabilité de pérennité. Les stratégies et les politiques afin d'appuyer ces initiatives devraient donner de la visibilité aux processus et aux initiatives de conservation communautaires, à la souveraineté et à l'autonomie productive afin d'encourager la participation d'un plus grand nombre de familles provenant



Évaluation du CCRI à Sabah, en Malaisie. PACOS Trust

(2) Respecter et instaurer les droits des Peuple Autochtones, des communautés locales et des femmes, incluant le droit de gérer leurs terres et leurs ressources

Respecter et instaurer les droits humains des Peuples Autochtones, des communautés locales et des femmes est fondamental pour assurer leur capacité à conserver la biodiversité. Coordonner les besoins des communautés aux priorités nationales et globales peut engendrer des résultats positifs et ce, à tous les niveaux. En effet, il est essentiel pour l'utilisation durable de la biodiversité de respecter et d'instaurer des droits humains des Peuples Autochtones, des communautés locales et des femmes, incluant les droits de gérer leurs terres et leurs ressources. Il est aussi important d'assurer que ces droits seront appliqués. L'espoir d'une gestion et d'une tenure permanente des territoires et des ressources, sans ingérence ou accaparement territorial, sont sources de motivation pour la conservation communautaire.

Il est primordial que les gouvernements reconnaissent les droits individuels et collectifs à la terre et aux ressources et qu'ils encouragent la renaissance et le renforcement des pratiques et des savoirs traditionnels, en vertu des droits des Peuples Autochtones sous la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Ceci devrait impliquer la reconnaissance et l'intégration adéquates de systèmes coutumiers d'utilisation durable et de gestion traditionnelle des territoires au sein des politiques et des lois nationales afin d'assurer le respect de ces pratiques à l'échelle nationale et locale. Les communautés elles-mêmes devraient revendiquer leurs droits à la terre et/ou aux ressources naturelles grâce aux lois existantes et futures (telles la Loi sur les tribus

traditionnelles et autres habitants des forêts de 2006 (reconnaissance des droits forestiers).

Il est important de revoir et de remédier aux fossés entre la législation existante, celle 'en cours' et les autres obligations étatiques en lien avec les droits et les revendications des peuples autochtones et des communautés locales (PACLs), de renforcer et défendre les politiques et les lois qui appuient les droits et les revendications des peuples autochtones et des communautés locales et finalement, d'amender ou d'abroger les lois d'autres domaines gouvernementaux qui viendrait contredire celles qui sont en faveur des droits des PACLs. Il y a un besoin criant de développer et d'instaurer efficacement des politiques sur les forêts et la faune, ainsi que les lois qui



Préparation de la fête communautaire de Rabha, Chilapata-Buxa. **Souparna Lahiri/GFC**



supportent explicitement l'autonomie des communautés avec le respect de la gouvernance et la gestion des forêts sacrées et les forêts communautaires conservées.

Une indemnisation et une réparation complète et équitable pour les territoires et les ressources ayant été pris sans consentement ou paiement, devraient être allouée aux Peuples autochtones, aux communautés locales et aux femmes, ainsi que la restauration des écosystèmes à l'aide de connaissances et de savoirs traditionnels. Les gouvernements doivent retirer les forêts communautaires des réserves forestières étatiques et redonner leur gestion aux communautés appropriées. Les politiques complémentaires additionnelles incluent des mesures afin de protéger les ressources des communautés par

l'entremise de la prévention du braconnage et de la promotion d'un tourisme écologique (qui n'endommage pas les écosystèmes naturels).

En général, les initiatives de conservation communautaires peuvent être améliorées par la formalisation de la gestion communautaire de la nature et de la biodiversité via la reconnaissance adéquate des territoires et des zones conservées par les PACLs avec un consentement préalable libre et éclairé des Peuples et des communautés concernées, même à l'extérieur des propriétés formellement protégées. Ceci pourrait être à l'intérieur des règlements administratifs locaux, des politiques sous-nationales et nationales ainsi que des politiques et des démarches organisationnelles. Au sein des

systèmes des zones protégées, les acteurs de la conservation, autant publics, que privés et de la société civile, ont l'obligation légale de s'abstenir d'établir ou d'agrandir les zones protégées qui affectent négativement les peuples autochtones et les communautés locales, incluant le déplacement. Ils se sont aussi engagés à appuyer la diversité de gouvernance des zones protégées, incluant la gouvernance des peuples autochtones et des communautés locales. Les communautés peuvent faciliter elles-mêmes ces changements en développant des protocoles communautaires qui montrent, non seulement, comment les cultures sont intimement liées au territoire, mais aussi qui défendent leurs droits, leurs responsabilités et les plans et priorités autodéterminés.

(3) Amplifier les rôles des femmes au sein des processus décisionnels

Amplifier les rôles de femmes au sein des processus décisionnels est essentiel à la protection et à la récupération des savoirs, des pratiques, des capacités et de la résilience traditionnels. Le IRCC s'est particulièrement concentré à assurer le dialogue avec les femmes, les jeunes et les autres groupes marginalisés qui sont des acteurs-clés à la réappropriation des connaissances, des pratiques des

communautés ainsi que des capacités de conservation.

Les évaluations participatives de conservation et de résilience communautaires ont mis en lumière le fait que les rôles, les responsabilités et les connaissances relatives à l'utilisation et à la conservation de la biodiversité locale sont souvent grandement différenciés sur la base du genre. Au sein de plusieurs

communautés, les femmes possèdent de vastes connaissances en lien avec l'utilisation et la conservation de la biodiversité, et leurs droits traditionnels et leur sécurité peuvent être particulièrement influencés lorsque la collecte de ressources traditionnelles, tels le bois de chauffage et les produits forestiers non ligneux, leur est interdite.

Dans plusieurs pays, les femmes sont incluses dans les processus décisionnels et le leadership relatifs à la biodiversité, bien qu'il se s'agisse pas d'une pratique uniformément répandue au sein des cas étudiés : dans d'autres exemples, la participation potentielle des femmes se voit refusée par les rôles et les restrictions genrées. Aborder ces restrictions est fondamental. Par exemple, au Népal, les groupes d'usagers des forêts communautaires ont développé un plan stratégique

pour revoir leurs règlements et leurs plans de gestion forestière afin d'intégrer l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans la foresterie communautaire.

Les communautés, et spécialement les femmes au sein des communautés, exigent aux gouvernements et autres, qu'ils respectent leurs droits et qu'ils favorisent l'égalité des genres, et ce, en assurant aux femmes l'accès à des formations, à des terres, aux ressources naturelles, au microcrédit

et d'autres formes d'assistance, et qu'ils habilent les femmes à participer aux prises de décision. De plus, encourager la diffusion de connaissance au sujet des rôles de genre dans la conservation et la résilience, ainsi que renforcer le rôle des femmes grâce à la création de réseaux féminins pour la conservation, la défense des problèmes environnementaux et les changements climatiques.

(4) Appuyer les stratégies de subsistance qui encouragent les modes de vie et le bien-être communautaire afin de promouvoir la conservation de la biodiversité

Les stratégies de subsistance qui permettent la gouvernance et la gestion de la nature sont fondamentales pour le bien-être de la communauté ainsi que leurs capacités à conserver la biodiversité. Ceci est particulièrement relié avec leur capacité de continuer à produire ou assurer la nourriture dont elles ont besoin et donc devrait être encouragé.

L'appui des politiques qui encouragent la subsistance et la conservation communautaire devraient être basées sur des cadres alternatifs soucieux de l'environnement, telle la gouvernance forestière communautaire, l'agro-écologie et « Buen y Bien vivir » (Bon et bien vivre). Ces cadres de référence alternatifs tiennent en compte les

dimensions écologiques, territoriales et organisationnelles, tout comme le bien-être de la communauté. Elles tendent d'ailleurs à réduire la migration extérieure.

Les gouvernements et autres devraient reconnaître, permettre et/ou aider à ré-établir les options de moyens de subsistance pour les communautés rurales en travaillant avec et non contre les besoins socio-économiques des communautés (tel que souligné par les femmes qui ont participé au IRCC). Par exemple, les gouvernements devraient consolider les initiatives socio-économiques et culturelles afin d'améliorer les capacités économiques des communautés afin de participer à la sylviculture communautaire, soutenir

l'éducation au sujet de la transformation et le transport des ressources forestières non ligneuses.

Produire de la nourriture est un enjeu majeur pour l'ensemble des communautés et l'évaluation du IRCC a produit de nombreuses recommandations à propos de mesures positives qui peuvent être adoptées par les gouvernements. Une d'entre elles est la promotion et l'appui de la production organique communautaire de légumes et de fruits et les compétences connexes à la transformation et la commercialisation avec comme objectif de minimiser l'utilisation de pesticides et d'herbicides ainsi que la pollution. Les

communautés exigent la protection de leur nourriture traditionnelle, telles les variétés traditionnelles de riz qui sont riches en minéraux, qui ne nécessitent pas d'agrochimiques et qui stimulent les microbes des sols favorisant ainsi leur fertilité ainsi que la renaissance des réseaux de partage réciproque de semences et de connaissances et la mise en place de banques de semences communautaires. Il est aussi recommandé d'encourager l'apiculture communautaire en tant qu'activité particulièrement lucrative et qui bénéficie à la fois la biodiversité et la cohésion de la communauté.

Une autre recommandation importante est celle de réactiver et d'améliorer les connaissances en matière de pâturage durable, de gestion des ressources pastorales et le contrôle du nombre de têtes de bétail, et ce, par la réduction des moyens industriels de production

agricole et d'exploitation bovine ainsi que la diminution de la consommation globale de viande. Les gouvernements devraient également développer les capacités des communautés à s'impliquer dans une agriculture résiliente aux variations climatiques basée sur leurs pratiques traditionnelles courantes, tout en valorisant l'agriculture de conservation.

Les recommandations supplémentaires relatives aux moyens de subsistance incluent la promotion et l'aide aux communautés afin de développer l'éco-tourisme communautaire durable en tant que façon de préserver les coutumes et les pratiques traditionnelles des communautés. Parallèlement, cette solution conduirait à la réduction de la pauvreté et permettrait l'introduction de technologies simples et innovatrices

dans le but d'utiliser les plantes invasives existantes comme matière d'entreprises vertes, transformant ainsi les problèmes en solutions.

Une autre recommandation se concentre sur le besoin de valoriser les sources d'énergies alternatives durables au niveau de la communauté, incluant les technologies solaires, éoliennes et bio-digestives afin de réduire la pauvreté énergétique et la dépendance au bois de chauffage.

Impliquer les jeunes dans les initiatives de conservation communautaire semble être particulièrement essentiel : en effet, les suggestions incluent la génération d'emplois dans le processus primaire des produits agricoles, et encourager l'émancipation économique et le leadership des jeunes filles.

En général, combiner les activités à long-terme relatives à la biodiversité et aux forêts, telle la production durable de bois d'oeuvre, aux activités à court-terme en matière de moyen de subsistance, a été souligné (encore une fois par les femmes participantes) comme étant un moyen important pour réveiller et maintenir l'intérêt envers les aspects à long-terme de la conservation de la biodiversité tout en continuant à répondre aux besoins pressants des familles.



Évaluation du CCRI dans les pâturages de Banni, en Inde. Swati Shresth/GFC

(5) Soutenir l'éducation des communautés et autres au sujet des droits, des causes de changement et de l'environnement

Les capacités des communautés à conserver la biodiversité peuvent être considérablement encouragées par l'appui à des opportunités éducatives en lien avec leurs droits légaux et autres lois nationales et internationales pertinentes, le contexte économique externe, les

motivations au changement, l'environnement ainsi que les changements climatiques.

Les gouvernements, en particulier, devraient offrir des opportunités aux communautés pour qu'elles apprennent, aient accès et utilisent de

manière efficace les lois nationales et internationales pertinentes au sujet des droits des Peuples autochtones, des communautés locales et des femmes, incluant les droits des peuples autochtones au consentement préalable, libre et éclairé (CLPE), ainsi que les droits à la

terre, aux territoires et aux ressources, incluant la tenure des arbres et des forêts communautaires.

Renforcer la compréhension des peuples autochtones, des communautés locales et des femmes au sujet de leurs droits, incluant les instruments internationaux telles la Convention sur la diversité biologique, UNDRIP et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, tout comme les lois nationales, les aideraient à identifier ce qui leur a été imposé et/ou à résister à cette imposition et/ou récupérer une partie des terres et des ressources qu'ils ont perdus. L'accès à l'information à propos de la législation locale, nationale et internationale appuie également l'engagement avec les responsables des politiques et aide à garantir l'état de droit.

Il serait bénéfique de promouvoir l'éducation, entre autres, via les médias, ce qui conduirait à une meilleure compréhension au sein de la population des effets négatifs de la surexploitation des ressources naturelles et de la surconsommation, en général, et

encouragerait l'utilisation durable et les pratiques traditionnelles. Les opportunités éducatives peuvent également solidifier la compréhension du fait que la conservation communautaire ne fait pas référence à la préservation mais à la promotion d'opportunités pour qu'un plus grand nombre de familles puissent bénéficier et profiter de la nature. Grâce à l'éducation, le mode de vie paysan peut aussi être considéré comme une cause de fierté et une option viable pour une vie digne.

Les mesures qui appuient les sessions intergénérationnelles d'apprentissage afin de transférer les connaissances des aînés vers les jeunes des savoirs et des compétences traditionnels relatifs à la gestion efficace de la biodiversité et l'utilisation durable coutumière seraient très utiles, entre autre grâce aux écoles locales. Relier les communautés aux plateformes mondiales de partage de connaissances au sujet des droits, incluant les discours sur les changements climatiques à l'échelle communautaire et la résilience suite aux catastrophes naturelles serait également très pertinent.

Il y a un besoin urgent d'éducation à propos des différentes cultures, modes de vies et capacités à conserver et restaurer la biodiversité des Peuples autochtones, des communautés locales et des femmes.

organiser et se défendre de manière autonome sont fondamentales. Celles-ci incluent le développement de la gouvernance, de la gestion, de la capacité et de l'influence organisationnelles des dirigeants locaux en lien avec les ressources naturelles, et la formation de groupes communautaires, tels les comités environnementaux dans des endroits où ils n'existent pas encore. Il est également recommandé de favoriser les opportunités d'apprentissage pratique comme des ateliers de capacitation, et des échanges entre différents territoires de Peuples autochtones et zones de conservation communautaire, encourageant ainsi le partage d'information, l'adaptation et l'adoption de meilleures pratiques.

Finalement, améliorer l'éducation et le développement des capacités pour les gouvernements locaux simplifierait

Paysage forestier de Weto, lieu d'une évaluation du CCRI au Ghana. Ken Kinney/GFC



Par exemple, les communautés au RDC soulignent l'importance du maintien de la transmission intergénérationnelle des savoirs traditionnels. Ils expriment d'ailleurs leur désir d'offrir un environnement éducatif non seulement pour leurs enfants, mais également pour ceux des communautés avoisinantes, avec l'espoir que l'on comprenne mieux leur mode de vie.

Les opportunités pour renforcer les capacités des communautés à s'auto-

leur apport à la conservation communautaire et la participation des communautés lors des prises de décision locales, et améliorerait également leur capacité à arbitrer les conflits et les disputes relatifs aux ressources naturelles, par exemple ceux qui concernent l'accès à la terre et aux forêts.

